



Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI, ch. 3)
 Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI, Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 9 SEPTEMBRE 1961

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, SEPTEMBER 9, 1961

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Hôtel du Gouvernement, Québec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Parliament Buildings, Quebec.

2. Supply advertising copy in the two official languages. When same is supplied in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

Authorized by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le **mercredi** à condition que ce jour de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans un tel cas, l'ultime délai expire à midi, le mardi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avvertir l'Imprimeur de la Reine, avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces: Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate* pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,

ROCH LEFEBVRE.

Hôtel du Gouvernement,

Québec, 5 décembre 1960. 53551 — 1-53-0

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on **Wednesday**, providing that this day of the week is not a holiday. In such case, the ultimate delay expires at noon on Tuesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover, the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1 per dozen.

Subscriptions: \$7 per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third to the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

ROCH LEFEBVRE,

Queen's Printer.

Parliament Buildings,

Quebec, December 5, 1960. 53551 — 1-53-0

Lettres patentes

(P.G. 12714-61)

Association Chrétienne
de Secours Mutuels Inc.
Christian Association
of Mutual Aid Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 31^e jour de mai 1961, constituant en corporation sans capital-actions: Maurice Landry, herboriste, des Trois-Rivières, Jean Richard, pasteur, Léo Papillon, inspecteur, tous deux de Cap-de-la-Madeleine, et Gaston Deschamps, cultivateur, de Champlain, pour les objets suivants:

L'aide aux personnes affligées par suite de maladie, accident, revers de fortune, et aux pauvres et nécessiteux, sous le nom de « Asso-

Letters Patent

(A.G. 12714-61)

Association Chrétienne
de Secours Mutuels Inc.
Christian Association
of Mutual Aid Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 31st day of May, 1961, to incorporate as a corporation without share capital: Maurice Landry, herbalist, of Trois-Rivières, Jean Richard, pastor, Léo Papillon, inspector, both of Cap-de-la-Madeleine, and Gaston Deschamps, farmer, of Champlain, for the following purposes:

To assist people afflicted following illness, accident, reverses of fortune, and the poor and needy under the name of "Association Chrétienne"

ciation Chrétienne de Secours Mutuels Inc. — Christian Association of Mutual Aid Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$200,000.

Le siège social de la corporation sera aux Trois-Rivières, district judiciaire des Trois-Rivières.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 31e jour de mai 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58599-o

RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13308-61)

Association des Pharmaciens d'Hôpitaux de la Province de Québec Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 7e jour de juillet 1961, constituant en corporation sans capital-actions: Clément Cliche, André Boissinot et Georges Filteau, tous pharmaciens, de Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Étudier, promouvoir, protéger et développer de toutes manières les intérêts économiques, sociaux et professionnels des membres de ladite association, sous le nom de « Association des Pharmaciens d'Hôpitaux de la Province de Québec Inc. ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$10,000.

Le siège social de la corporation sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 7e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58599-o

RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 12018-61)

Ateliers Roger Presse Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 12e jour de juillet 1961, constituant en corporation: Charles-Roger Poitras, industriel, J.-Clovis Dagenais, avocat et conseil en loi de la Reine, Lorraine Côté, Monique Dagenais, secrétaires, filles majeures, tous quatre de Montréal, et Maurice Hébert, industriel, de Saint-Bruno-de-Montarville, pour les objets suivants:

Industrie et commerce d'imprimerie, reliure, réglage, lithogravure et de photogravure, sous le nom de « Ateliers Roger Presse Ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 12e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58599-o

RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 12761-61)

Aubut Lumber Trading & Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 1er jour de juin 1961, constituant en corpo-

tionne de Secours Mutuels Inc. — Christian Association of Mutual Aid Inc. ».

The amount to which the value of immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$200,000.

The head office of the corporation will be at Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 31st day of May, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58599

Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 13308-61)

Association des Pharmaciens d'Hôpitaux de la Province de Québec Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 7th day of July, 1961, to incorporate as a corporation without share capital: Clément Cliche, André Boissinot, and Georges Filteau, all pharmacists, of Sainte-Foy, for the following purposes:

To study, promote, protect and develop in every way the economical, social and professional interests of the members of the said association, under the name of "Association des Pharmaciens d'Hôpitaux de la Province de Québec Inc."

The amount to which the value of the annual revenue of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$10,000.

The head office of the corporation will be at Québec, judicial district of Québec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58599

Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 12018-61)

Ateliers Roger Presse Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the 12th day of July, 1961, incorporating: Charles-Roger Poitras, industrialist, J.-Clovis Dagenais, advocate and Queen's Counsel, Lorraine Côté, Monique Dagenais, secretaries, filles majeures, all four of Montreal, and Maurice Hébert, industrialist, of Saint-Bruno-de-Montarville, for the following purposes:

To carry on an industry and business dealing in printing, binding, ruling litho-engraving and photoengraving, under the name of "Ateliers Roger Presse Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58599

Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 12761-61)

Aubut Lumber Trading & Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the 1st day of June, 1961, incorporating: Emilio Bouillon, of

ration: Emilio Bouillon, de Bic, Bertrand Aubut, de Portneuf-Station, tous deux commerçants, et Laurent Tremblay, comptable, de Sillery, pour les objets suivants:

Faire affaires comme marchands de bois, sous le nom de « Aubut Lumber Trading & Co. Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 600 actions communes de \$50 chacune et en 400 actions privilégiées de \$25 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 246, Grande-Allée, Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 1er jour de juin 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58599-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13085-61)

Les Audacieux Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 4e jour de juillet 1961, constituant en corporation sans capital-actions: Jacques Houde, annonceur, Bernard Lapierre, représentant, et Jean Chabot, rédacteur, tous de Rimouski, pour les objets suivants:

Promouvoir la cause du théâtre; à cet effet, donner des cours de formation technique, théorique et pratique et des représentations de pièces théâtrales, sous le nom de « Les Audacieux Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$75,000.

Le siège social de la corporation sera à Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 4e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58599-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 12816-61)

J. Adem Bellemare Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 1er jour de juin 1961, constituant en corporation: J.-Adem Bellemare, marchand, René Bellemare, mécanicien, et Michel Bellemare, étudiant, tous de Shawinigan, pour les objets suivants:

Commerce de combustibles, sous le nom de « J. Adem Bellemare Ltée », avec un capital total de \$100,000, divisé en 1,000 actions communes de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2012, rue St-Marc, Shawinigan, district judiciaire des Trois-Rivières.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 1er jour de juin 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58599-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13020-61)

Roland Prouseu Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 12e jour de juin 1961, constituant en corpo-

Bic, Bertrand Aubut, of Portneuf-Station, both traders, and Laurent Tremblay, accountant, of Sillery, for the following purposes:

To carry on business as wood merchants, under the name of "Aubut Lumber Trading & Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 600 common shares of \$50 each and 400 preferred shares of \$25 each.

The head office of the company will be at 246 Grande-Allée, Québec, judicial district of Québec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of June, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58599 Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 13085-61)

Les Audacieux Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 4th day of July, 1961, to incorporate as a corporation without share capital: Jacques Houde, announcer, Bernard Lapierre, representative, and Jean Chabot, editor, all of Rimouski, for the following purposes:

To promote the cause of the theatre; for this purpose, to give technical, theoretical and practical formation courses, and to show theatrical plays under the name of "Les Audacieux Inc."

The amount to which the value of immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$75,000.

The head office of the corporation will be at Rimouski, judicial district of Rimouski.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58599 Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 12816-61)

J. Adem Bellemare Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 1st day of June, 1961, incorporating: J.-Adem Bellemare, merchant, René Bellemare, mechanic, and Michel Bellemare, student, all of Shawinigan, for the following purposes:

To deal in fuels, under the name of "J. Adem Bellemare Ltée", with a total capital stock of \$100,000, divided into 1,000 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 2012 St-Marc street, Shawinigan, judicial district of Trois-Rivières.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of June, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58599 Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 13020-61)

Roland Brousseau Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 12th day of June, 1961, incorporating: Marcel Cinq-Mars,

ration: Marcel Cinq-Mars, avocat, Alfred Leclerc, comptable, tous deux de Noranda, et Julienne Pilon, secrétaire, fille majeure, de Rouyn, pour les objets suivants:

Commerce d'immeubles et de construction, sous le nom de « Roland Brousseau Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 8,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Noranda, district judiciaire de Rouyn-Noranda.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 12e jour de juin 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

58599-o

advocate, Alfred Leclerc, accountant, both of Noranda, and Julienne Pilon, secretary, fille majeure, of Rouyn, for the following purposes:

To deal in real estate and construction, under the name of "Roland Brousseau Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 8,000 common shares of a par value of \$5 each.

The head office of the company will be at Noranda, judicial district of Rouyn-Noranda.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of June, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

58599

(P.G. 12611-61)

Cameo Building Maintenance Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 14e jour de juillet 1961, constituant en corporation: Ben Bernstein, conseil en Loi de la Reine, Harold Bloomfield, tous deux avocats, and Frederick Phillips, commis en Loi, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à entretenir, surveiller, nettoyer et procurer les services de gardien et concierge et tous autres services semblables ou se rapportant aux édifices industriels ou commerciaux, sous le nom de « Cameo Building Maintenance Co. Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 14e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

58599

(A.G. 12611-61)

Cameo Building Maintenance Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 14th day of July, 1961, incorporating: Ben Bernstein, Queen's Counsel, Harold Bloomfield, both advocates, and Frederick Phillips, law clerk, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of maintaining, supervising, cleaning and rendering watchman and janitor and all similar or incidental services for industrial and commercial buildings, under the name of "Cameo Building Maintenance Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

58599-o

(P.G. 12689-61)

**Canadian Tire & Repair
(Hauterive) Co. Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 30e jour de mai 1961, constituant en corporation: J.-Elzéar Turcotte, industriel, Robert Turcotte, comptable, tous deux de Charlesbourg, et J.-Adéodat Lavoie, industriel, de Matane, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de caoutchouc naturel ou synthétique et de la gutta-percha; faire le rechapage, la réparation et la vulcanisation de pneus et agir comme garagistes, sous le nom de « Canadian Tire & Repair (Hauterive) Co. Ltd. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 500 actions communes de \$100 chacune et en 500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Hauterive, district judiciaire de Saguenay.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 30e jour de mai 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

58599-o

(A.G. 12689-61)

**Canadian Tire & Repair
(Hauterive) Co. Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 30th day of May, 1961, incorporating: J.-Elzéar Turcotte, industrialist, Robert Turcotte, accountant, both of Charlesbourg, and J.-Adéodat Lavoie, industrialist, of Matane, for the following purposes:

To carry on a business dealing in natural or synthetic rubber and in gutta-percha; to recap, repair and vulcanize tires and to operate as garage-keepers, under the name of "Canadian Tire & Repair (Hauterive) Co. Ltd.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 500 common shares of \$100 each and into 500 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Hauterive, judicial district of Saguenay.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of May, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

58599

(P.G. 13068-61)

C. B. N. Investment Co. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date

(A.G. 13068-61)

C. B. N. Investment Co. Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 15th day of

du 15^e jour de juin 1961, constituant en corporation: Ben Schecter, avocat, Raymonde Lutterman et Dorothy Wittrup, commis, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, de construction et de placements, sous le nom de « C. B. N. Investment Co. Inc. », avec un capital total de \$99,000, divisé en 900 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 9,810 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 15^e jour de juin 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58599

RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 12415-61)

Central Cleaning Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 18^e jour de mai 1961, constituant en corporation: J.-Claude Lafontaine, Jules Tranchemontagne, tous deux commerçants, de Waterloo, et J.-Pierre Picotte, comptable agréé, de Granby, pour les objets suivants:

Faire affaires comme buandiers et nettoyeurs, sous le nom de « Central Cleaning Inc. », avec un capital total de \$75,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$100 chacune et en 2,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Waterloo, district judiciaire de Bedford.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 18^e jour de mai 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58599-o

RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13030-61)

Champlain Office Equipment Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 8^e jour de juin 1961, constituant en corporation: Armand Poupart fils, avocat, Mlle Nicole Fillion, sténographe, tous deux de Montréal, et Mlle Jeanne Senay, sténographe, de Verdun, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'appareils de reproduction sonore et de communication, et d'articles de bureaux en général, sous le nom de « Champlain Office Equipment Ltd. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Duvernay, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 8^e jour de juin 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58599-o

RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13182-61)

Chomedey Electric, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 20^e jour de juin 1961, constituant en corpora-

tion: Ben Schecter, avocat, Raymonde Lutterman et Dorothy Wittrup, clerks, all of Montreal, for the following purposes:

To do business as a real estate, construction and investment company, under the name of "C. B. N. Investment Co. Inc.", with a total capital stock of \$99,000, divided into 900 common shares of the par value of \$1 each and 9,810 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of June, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58599-o

Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 12415-61)

Central Cleaning Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 18th day of May, 1961, incorporating: J.-Claude Lafontaine, Jules Tranchemontagne, both traders, of Waterloo, and J.-Pierre Picotte, chartered accountant, of Granby, for the following purposes:

To carry on business as laundry-men and cleaners, under the name of "Central Cleaning Inc.", with a total capital stock of \$75,000, divided into 500 common shares of \$100 each and 2,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Waterloo, judicial district of Bedford.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of May, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58599

Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 13030-61)

Champlain Office Equipment Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 8th day of June, 1961, incorporating: Armand Poupart jr., advocate, Miss Nicole Fillion, stenographer, both of Montreal, and Miss Jeanne Senay, stenographer, of Verdun, for the following purposes:

To carry on business dealing in apparatus for the reproduction of sound and communication, and in office equipment in general, under the name of "Champlain Office Equipment Ltd.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Duvernay, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of June, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58599

Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 13182-61)

Chomedey Electric, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 20th day of June, 1961, incorporating: Pierre Thomas,

tion: Pierre Thomas, avocat, Monique Léonard, secrétaire, fille majeure, tous deux de Montréal, et Denise Brousseau, secrétaire, fille majeure, de Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Faire affaires comme électriciens, sous le nom de « Chomedey Electric, Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Pont-Viau, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 20e jour de juin 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58599-0

RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 12736-61)

Clover Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 17e jour de juillet 1961, constituant en corporation: Philippe Daoust, gérant, Jean-Charles Daoust, marchand, tous deux de Sainte-Anne-de-Bellevue, et Albini Parent, industriel, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurateurs, sous le nom de « Clover Inc. », avec un capital total de \$200,000 divisé en 1,000 actions ordinaires de \$100 chacune et en 1,000 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2204, rue Ste-Catherine, ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 17e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58599-0

RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13185-61)

Club des Quilleurs du Centre, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 7e jour de juillet 1961, constituant en corporation sans capital-actions: Lionel Gaudreault, Rosaire Massé, gérants, Albert Godbout, journaliste, Léonard Bergeron, avocat, tous quatre de Magog, et William Dubreuil, journaliste, d'Omerville, pour les objets suivants:

Grouper dans un club social tous ceux qui s'adonnent au sport des quilles ou y sont intéressés, sous le nom de « Club des Quilleurs du Centre, Inc. ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$5,000.

Le siège social de la corporation sera à Magog, district judiciaire de Saint-François.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 7e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58599-0

RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13433-61)

**Club Kiwanis Laval de Montréal Inc.
Laval Kiwanis Club of Montreal Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 5e jour de juillet 1961, constituant en corpo-

advocate, Monique Léonard, secrétaire, fille majeure, both of Montreal, and Denise Brousseau, secretary, fille majeure, of Montreal-North, for the following purposes:

To carry on business as electricians, under the name of "Chomedey Electric, Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Pont-Viau, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of June, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58599

Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 12736-61)

Clover Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 17th day of July, 1961, incorporating: Philippe Daoust, manager, Jean-Charles Daoust, merchant, both of Sainte-Anne-de-Bellevue, and Albini Parent, industrialist, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as restaurant-owners, under the name of "Clover Inc.", with a total capital stock of \$200,000, divided into 1,000 common shares of \$100 each and 1,000 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 2204 St. Catherine Street west, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58599

Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 13185-61)

Club des Quilleurs du Centre, Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 7th day of July, 1961, to incorporate as a corporation without share capital: Lionel Gaudreault, Rosaire Massé, managers, Albert Godbout, day-labourer, Léonard Bergeron, advocate, all four of Magog, and William Dubreuil, day-labourer, of Omerville, for the following purposes:

To group together into a social club all those who enjoy the sport of bowling or who are interested therein, under the name of "Club des Quilleurs du Centre, Inc. ».

The amount to which the value of the annual income of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$5,000.

The head office of the corporation will be at Magog, judicial district of Saint Francis.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58599

Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 13433-61)

**Club Kiwanis Laval de Montréal Inc.
Laval Kiwanis Club of Montreal Inc.**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 5th day of July, 1961, to incorporate as a corporation

ration sans capital-actions: Léo Tremblay, camionneur, de Montréal-Nord, Maurice Giard, entrepreneur, de Laval-des-Rapides, Mario Beaulieu, notaire, de Cartierville, Émile Cousineau, vendeur d'automobiles, de Duvernay, Guy Bonneau, manufacturier, Roger Allaire, comptable agréé, Marcel Lefebvre, ingénieur, Jean-Guy Legault, courtier en assurances, Aylmer Duval, J.-E.-Alphonse Gauthier, tous deux industriels, J.-E.-Paul Ladouceur, lithographe, Yves Lapierre, vendeur, et Antonio Sofio, tailleur, ces neuf derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Édifier une société meilleur en donnant la primauté aux valeurs spirituelles et humaines; bâtir des liens d'amitié durables chez les hommes en faisant rayonner la justice et la charité, sous le nom de « Club Kiwanis Laval de Montréal Inc. — Laval Kiwanis Club of Montreal Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$10,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 5e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58599-0

RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13278-61)

Communications Électro (Québec) Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 13e jour de juillet 1961, constituant en corporation: Réal Renaud, Gaston Dumont, André Parent, Jean-Paul Parent, comptables, et Claudette Jean, secrétaire, fille majeure, tous de Hull, pour les objets suivants:

Commerce d'appareils électriques, sous le nom de « Communications Électro (Québec) Ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 3,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Hull, district judiciaire de Hull.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 13e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58599-0

RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 12533-61)

**Continental Knitted Fabrics Inc.
Les Tissus Continentaux Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 3e jour de juillet 1961, constituant en corporation: Maurice Thibeault, ingénieur en textile, Albert Thibeault, industriel, et Clément Boudreault, contremaître en tricot, tous de Grand'Mère, pour les objets suivants:

Commerce de tissus et tricots, sous le nom de « Continental Knitted Fabrics Inc. — Les Tissus Continentaux Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Grand'Mère, district judiciaire des Trois-Rivières.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 3e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58599-0

RAYMOND DOUVILLE.

without share capital: Léo Tremblay, trucker, of Montreal-North, Maurice Giard, contractor, of Laval-des-Rapides, Mario Beaulieu, notary, of Cartierville, Émile Cousineau, automobile salesman, of Duvernay, Guy Bonneau, manufacturer, Roger Allaire, chartered accountant, Marcel Lefebvre, engineer, Jean-Guy Legault, insurance broker, Aylmer Duval, J.-E.-Alphonse Gauthier, both industrialists, J.-E.-Paul Ladouceur, lithographers, Yves Lapierre, salesman, and Antonio Sofio, tailor, the last nine of Montreal, for these present purposes:

To build up a better society by giving spiritual and human values the preference; to build lasting friendships among men by having justice and charity predominate under the name of "Club Kiwanis Laval de Montréal Inc. — Laval Kiwanis Club of Montreal Inc.".

The amount to which the value of immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$10,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58599

Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 13278-61)

Communications Électro (Québec) Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 13th day of July, 1961, incorporating: Réal Renaud, Gaston Dumont, André Parent, Jean-Paul Parent, accountants, and Claudette Jean, secretary, fille majeure, all of Hull, for the following purposes:

To deal in electrical apparatus, under the name of "Communications Électro (Québec) Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 5,000 common shares of \$1 each and 3,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Hull, judicial district of Hull.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58599

Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 12533-61)

**Continental Knitted Fabrics Inc.
Les Tissus Continentaux Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 3rd day of July, 1961, incorporating: Maurice Thibeault, textile engineer, Albert Thibeault, industrialist, and Clément Boudreault, knitted fabrics foreman, all of Grand'Mère, for the following purposes:

To deal in materials and knitted fabrics, under the name of "Continental Knitted Fabrics Inc. — Les Tissus Continentaux Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Grand'Mère, judicial district of Trois-Rivières.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 3rd day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58599

Assistant Secretary of the Province.

(P.G. 12789-61)

Cooper Garment and Sportswear Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 27^e jour de juin 1961, constituant en corporation: Zwi Cooper, Mailech Rybak, tous deux entrepreneurs, et Ida Cooper, ménagère, épouse séparée de biens dudit Zwi Cooper, et dûment autorisée par ce dernier, aux fins des présentes, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous genres de vêtements, sous le nom de « Cooper Garment and Sportswear Ltd. », avec un capital total de \$20,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 1,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5331 rue Clark, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 27^e jour de juin 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

58599

(A.G. 12789-61)

Cooper Garment and Sportswear Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 27th day of June, 1961, incorporating: Zwi Cooper, Mailech Rybak, both contractors, and Ida Cooper, housewife, wife separate as to property of the said Zwi Cooper, and duly authorized by him for the purpose of these presents, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in all types of clothing, under the name of "Cooper Garment and Sportswear Ltd.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 1,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 5331 Clark Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of June, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

58599-o

(P.G. 13114-61)

Deschesne et Frères Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 16^e jour de juin 1961, constituant en corporation: Abraham Cohen, avocat, Claire Wilisky, secrétaire, fille majeure et usant de ses droits, tous deux de Montréal, et David A. Schwartz, avocat, de Valois, pour les objets suivants:

Faire affaires comme plombiers et entrepreneurs en plomberie, sous le nom de « Deschesne et Frères Ltée », avec un capital total de \$30,000, divisé en 1,500 actions communes de \$10 chacune et en 1,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 16^e jour de juin 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

58599-o

(A.G. 13114-61)

Deschesne et Frères Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 16th day of June, 1961, incorporating: Abraham Cohen, advocate, Claire Wilisky, secretary, spinster of the full age of majority in use of her rights, both of Montreal, and David A. Schwartz, advocate, of Valois, for the following purposes:

To carry on business as plumbers and contractors in plumbing, under the name of "Deschesne et Frères Ltée", with a total capital stock of \$30,000, divided into 1,500 common shares of \$10 each and 1,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of June, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

58599

(P.G. 13099-61)

Duhamel & Fils Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 5^e jour de juillet 1961, constituant en corporation: Joseph Duhamel, constructeur, Micheline Corbeil, avocate, fille majeure, tous deux de Montréal, et Henri-Paul Lemay, avocat, d'Outremont, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Duhamel & Fils Inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 9,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 250, boulevard Saint-Joseph, est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 5^e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

58599-o

(A.G. 13099-61)

Duhamel & Fils Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 5th day of July, 1961, incorporating: Joseph Duhamel, builder, Micheline Corbeil, advocate, spinster of the full age of majority, both of Montreal, and Henri-Paul Lemay, advocate, of Outremont, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Duhamel & Fils Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 9,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 250 Saint Joseph boulevard east, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

58599

(P.G. 13246-61)

Les Élans de Victoriaville No. 428 Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 12e jour de juillet 1961, constituant en corporation sans capital-actions: Germain Dupuis, Rock Perreault, tous deux employés de bureau, et Gilles Mailhot, comptable, tous de Victoriaville, pour les objets suivants:

Établir et diriger un club social, sous le nom de « Les Élans de Victoriaville No. 428 Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$25,000.

Le siège social de la corporation sera à Victoriaville, district judiciaire d'Arthabaska.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 12e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58599-o

RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 13246-61)

Les Élans de Victoriaville No. 428 Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 12th day of July, 1961, to incorporate as a corporation without share capital: Germain Dupuis, Rock Perreault, both office employees, and Gilles Mailhot, accountant, all of Victoriaville, for the following purposes:

To establish and direct a social club, under the name of "Les Élans de Victoriaville No. 428 Inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$25,000.

The head office of the corporation will be at Victoriaville, judicial district of Arthabaska.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58599

Assistant Secretary of the Province.

(P.G. 13560-61)

**Les Entreprises de Fatima Ltée
Fatima Enterprises Ltd.**

¶ Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 10e jour de juillet 1961, constituant en corporation: Desmond Harvey, commerçant, de Grand-Ruisseau, Iles-de-la-Madeleine, Edmond Bénéard, Marc Harvey et John Fred Poirier, ces trois derniers commerçants, de Fatima, Iles-de-la-Madeleine, pour les objets suivants:

Commerce d'immeubles et de construction, sous le nom de « Les Entreprises de Fatima Ltée — Fatima Enterprises Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions communes de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Fatima, Iles-de-la-Madeleine, district judiciaire de Gaspé.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 10e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58599-o

RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 13560-61)

**Les Entreprises de Fatima Ltée
Fatima Enterprises Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 10th day of July, 1961, incorporating: Desmond Harvey, trader, of Grand-Ruisseau, Iles-de-la-Madeleine, Edmond Bénéard, Marc Harvey and John Fred Poirier, the latter three traders, of Fatima, Iles-de-la-Madeleine, for the following purposes:

To deal in real estate and construction, under the name of "Les Entreprises de Fatima Ltée — Fatima Enterprises Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Fatima, Iles-de-la-Madeleine, judicial district of Gaspé.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58599

Assistant Secretary of the Province.

(P.G. 11722-61)

Les Entreprises Lefebvre Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 7e jour d'avril 1961, constituant en corporation: Georges Benoit, gérant, d'Outremont, C.-Gilles Trahan, avocat, de Saint-Laurent, et Jeannine Deschênes, secrétaire, fille majeure, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Les Entreprises Lefebvre Inc. », avec un capital total de \$75,000, divisé en 750 actions communes de \$1 chacune, 720 actions privilégiées de \$100 chacune et en 750 actions classe « A » de \$3 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 200, rue Ste-Anne, Sainte-Anne-de-Bellevue, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 7e jour d'avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58599-o

RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 11722-61)

Les Entreprises Lefebvre Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 7th day of April, 1961, incorporating: Georges Benoit, manager, of Outremont, C.-Gilles Trahan, advocate, of Saint-Laurent, and Jeannine Deschênes, secretary, fille majeure, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Les Entreprises Lefebvre Inc.", with a total capital stock of \$75,000, divided into 750 common shares of \$1 each, 720 preferred shares of \$100 each and 750 class "A" shares of \$3 each.

The head office of the company will be at 200 Ste-Anne Street, Sainte-Anne-de-Bellevue, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of April, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58599

Assistant Secretary of the Province.

(P.G. 13532-61)

Les Entreprises P.B.M. Enterprises Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 11e jour de juillet 1961, constituant en corporation: Maurice Martel, avocat et conseil en loi de la Reine, d'Outremont, Jacques Bellemare, avocat, de Montréal, et Lucille Roy, secrétaire, célibataire, de Sainte-Thérèse-Ouest, pour les objets suivants:

Commerce d'immeubles et de construction, sous le nom de « Les Entreprises P.B.M. Enterprises Inc », avec un capital total de \$40,000, divisé en 500 actions communes de \$10 chacune et en 3,500 actions privilégiées de \$10 chacune

Le siège social de la compagnie sera 1965, rue Bélanger, est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 11e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58599-0

RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 13532-61)

Les Entreprises P.B.M. Enterprises Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 11th day of July, 1961, incorporating: Maurice Martel, advocate and Queen's Counsel, of Outremont, Jacques Bellemare, advocate, of Montreal, and Lucille Roy, secretary, spinster, of Sainte-Thérèse-West, for the following purposes:

To deal in real estate and construction, under the name of "Les Entreprises P.B.M. Enterprises Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 500 common shares of \$10 each and 3,500 preferred shares of \$10 each

The head office of the company will be at 1965 Bélanger Street east, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58599

Assistant Secretary of the Province.

(P.G. 12729-61)

Fairmount Meat Market Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 23e jour de juin 1961, constituant en corporation: Harold Gossack, de Montréal, Rosa B. Gualtieri, ayant plein usage de ses droits, de Mont-Royal, et Michael Drazner, de Hampstead, tous avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'aliments et produits alimentaires, sous le nom de « Fairmount Meat Market Ltd. », avec un capital total de \$30,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 3833 boulevard St-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 23e jour de juin 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58599

RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 12729-61)

Fairmount Meat Market Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 23rd day of June, 1961, incorporating: Harold Gossack, of Montreal, Rosa B. Gualtieri, having full use of her rights, of Mount Royal, and Michael Drazner, of Hampstead, all advocates, for the following purposes:

To deal in foods and food products, under the name of "Fairmount Meat Market Ltd.", with a total capital stock of \$30,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 3833 St. Lawrence Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of June, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58599-0

Assistant Secretary of the Province.

(P.G. 13122-61)

**Fury Speed Way Company Ltd.
La Compagnie Autodrome Furie Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 16e jour de juin 1961, constituant en corporation: Anatole Lavoie, garagiste, Thérèse Bouchard Lavoie, ménagère, épouse séparée de biens dudit Anatole Lavoie, tous deux de la ville de Chomedey, et Roger Pomerleau, commerçant, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à fournir de l'amusement au public et, sans limiter la généralité de ce qui précède, exploiter une piste pour courses de « stock cars », motocyclettes, bicyclettes, véhicules automobiles ou autres véhicules, ainsi que des courses à pied, sous le nom de « Fury Speed Way Company Ltd. — La Compagnie Autodrome Furie Ltée », avec un capital total de \$100,000, divisé en 500 actions communes de \$100 chacune et en 500 actions privilégiées de \$100 chacune.

(A.G. 13122-61)

**Fury Speed Way Company Ltd.
La Compagnie Autodrome Furie Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 16th day of June, 1961, incorporating: Anatole Lavoie, garage-keeper, Thérèse Bouchard Lavoie, housewife, wife separate as to property of the said Anatole Lavoie, both of the town of Chomedey, and Roger Pomerleau, tradesman, of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business which consists in supplying amusement to the public and, without limiting the generality of the preceding, operate a track for races of "stock cars", motorcycles, bicycles, motor vehicles, or other vehicles, as well as foot races, under the name of "Fury Speed Way Company Ltd. — La Compagnie Autodrome Furie Ltée", with a total capital stock of \$100,000, divided into 500 common shares of \$100 each and into 500 preferred shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Fabreville, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 16e jour de juin 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58599-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13011-61)

Benoît Garneau Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 13e jour de juin 1961, constituant en corporation: Benoît Garneau, entrepreneur, Roger Couture, comptable, et Marie Lachance Garneau, ménagère, épouse dudit Benoît Garneau, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous de Québec, pour les objets suivants:

Commerce d'immeubles et de construction, sous le nom de « Benoît Garneau Inc. », avec un capital total de \$150,000, divisé en 1,500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 42, rue des Saules, ouest, Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 13e jour de juin 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58599-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 12778-61)

Hans Gruenwald Enterprises Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 31e jour de mai 1961, constituant en corporation: Roland Millette, notaire, Julien Plouffe, avocat, tous deux de Montréal, et Pierre-A. Lamarre, notaire, de Dorion, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de construction, sous le nom de « Hans Gruenwald Enterprises Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 1,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Dorion, comté de Vaudreuil-Soulanges, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 31e jour de mai 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58599 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 12677-61)

Guillot & Dion Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 29e jour de mai 1961, constituant en corporation: Marcel Guillot, marchand, Mme Arleen Ouellet Guillot, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Marcel Guillot, tous deux de Beauport, Gaston Dion, marchand, et Mme Jeannine Lajeunesse Dion, ménagère, épouse commune en biens dudit Gaston Dion, ces deux derniers de Sainte-Monique-des-Saules, pour les objets suivants:

Commerce de vêtements, sous le nom de « Guillot & Dion Ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions communes de \$100

The head office of the company will be at Fabreville, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of June, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58599 Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 13011-61)

Benoît Garneau Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 13th day of June, 1961, incorporating: Benoît Garneau, contractor, Roger Couture, accountant, and Marie Lachance Garneau, housewife, wife of the said Benoît Garneau, and duly authorized by him for these presents, all of Quebec, for the following purposes:

To deal in real estate and construction, under the name of "Benoît Garneau Inc.", with a total capital stock of \$150,000, divided into 1,500 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 42 des Saules street, west, Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of June, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58599 Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 12778-61)

Hans Gruenwald Enterprises Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 31st day of May, 1961, incorporating: Roland Millette, notary, Julien Plouffe, lawyer, both of Montreal, and Pierre-A. Lamarre, notary, of Dorion, for the following purposes:

To do business as a construction company, under the name of "Hans Gruenwald Enterprises Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 3,000 common shares of \$10 each and 1,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Dorion, county of Vaudreuil-Soulanges, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 31st day of May, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58599-o Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 12677-61)

Guillot & Dion Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 29th day of May, 1961, incorporating: Marcel Guillot, merchant, Mrs Arleen Ouellet Guillot, housewife, wife contractually separate as to property of the said Marcel Guillot, both of Beauport, Gaston Dion, merchant, and Mrs. Jeannine Lajeunesse Dion, housewife, wife common as to property of the said Gaston Dion, the latter two of Sainte-Monique-des-Saules, for the following purposes:

To deal in wearing apparel, under the name of "Guillot & Dion Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of

chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 29^e jour de mai 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58599-o

RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13358-61)

Independant Produce Importers Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 30^e jour de juin 1961, constituant en corporation: Emile Ruffo, d'Outremont, Hyman Covet, Guy Laverdure, tous deux de Montréal, Hubert Dumouchel, de La Prairie, tous quatre marchands, et Jos. Pelletier, gérant, de Montréal, pour les objets suivants:

Commerce de produits alimentaires, sous le nom de « Independant Produce Importers Ltd. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 10,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 30^e jour de juin 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58599-o

RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 12695-61)

Instant Spread Food Corporation (Quebec) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 29^e jour de mai 1961, constituant en corporation: Julius Briskin, conseil en loi de la Reine, Arthur Yanofsky, tous deux avocats, Roslyn Percher et Claire Culhane, secrétaires, filles majeures, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'aliments et produits alimentaires, sous le nom de « Instant Spread Food Corporation (Quebec) Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 29^e jour de mai 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58599

RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 12989-61)

Institut Secondaire Bourjoly Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 19^e jour de juillet 1961, constituant en corporation sans capital-actions: Roger Boucher, Gérard Daigle, professeurs, et Mlle Thérèse Plante, institutrice, tous de Saint-Hyacinthe, pour les objets suivants:

Posséder et administrer une école secondaire indépendante, sous le nom de « Institut Secondaire Bourjoly Inc. ».

\$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Québec, judicial district of Québec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of May, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58599

Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 13358-61)

Independant Produce Importers Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 30th day of June, 1961, incorporating: Emile Ruffo, of Outremont, Hyman Covet, Guy Laverdure, both of Montreal, Hubert Dumouchel, of La Prairie, all four merchants, and Jos. Pelletier, manager, of Montreal, for the following purposes:

To deal in food products, under the name of "Independant Produce Importers Ltd.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 10,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of June, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58599

Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 12695-61)

Instant Spread Food Corporation (Quebec) Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 29th day of May, 1961, incorporating: Julius Briskin, Queen's Counsel, Arthur Yanofsky, both advocates, Roslyn Percher and Claire Culhane, secretaries, spinsters of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in foods and food products, under the name of "Instant Spread Food Corporation (Quebec) Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of May, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58599-o

Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 12989-61)

Institut Secondaire Bourjoly Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 10th day of July, 1961, to incorporate as a corporation without share capital: Roger Boucher, Gérard Daigle, professors, and Miss Thérèse Plante, teacher, all of Saint-Hyacinthe, for the following purposes:

To own and manage an independent secondary school, under the name of "Institut Secondaire Bourjoly Inc."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$10,000.

Le siège social de la corporation sera à Saint-Hyacinthe, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 10e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
585599-0 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13420-61)

Junior's Drive-In Restaurant Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 3e jour de juillet 1961, constituant en corporation: Daniel Kingstone, Irving L. Adessky et Harry Blank, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurateurs, sous le nom de « Junior's Drive-In Restaurant Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 50 actions ordinaires de \$100 chacune et 350 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1255 rue University, Chambre 1606, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 3e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
585599 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13524-61)

Monrod Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 7e jour de juillet 1961, constituant en corporation: Gregory Charlap, Morris Chaikelson, et Arthur Shulman, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie de placements, sous le nom de « Monrod Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 7e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
585599 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13659-61)

Normand & Fils Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 11e jour de juillet 1961, constituant en corporation: Clifford George Meek, comptable, Aline Tessier, secrétaire, tous deux de Montréal, et Ernest William Mockridge, gérant, de Saint-Lambert, pour les objets suivants:

Faire affaires comme carriers et comme compagnie de construction, sous le nom de « Normand & Fils Inc. », avec un capital divisé en 1,000 actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair et en 29,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune, et le montant avec

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$10,000.

The head office of the corporation will be at Saint-Hyacinthe, judicial district of Saint-Hyacinthe.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
585599 Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 13420-61)

Junior's Drive-In Restaurant Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 3rd day of July, 1961, incorporating: Daniel Kingstone, Irving L. Adessky and Harry Blank, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Junior's Drive-In Restaurant Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 50 common shares of \$100 each and 350 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 1255 University Street, Room 1606, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 3rd day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
585599-0 Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 13524-61)

Monrod Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 7th day of July, 1961, incorporating: Gregory Charlap, Morris Chaikelson and Arthur Shulman, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To act as an investment company, under the name of "Monrod Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
585599-0 Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 13659-61)

Normand & Fils Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 11th day of July, 1961, incorporating: Clifford George Meek, accountant, Aline Tessier, secretary, both of Montreal, and Ernest William Mockridge, manager, of Saint-Lambert, for the following purposes:

To carry on business as quarrymen, and as a construction company, under the name of "Normand & Fils Inc.", with a capital stock divided into 1,000 common shares of no nominal or par value, and 29,500 preferred shares of a par value of \$10 each, and the amount with,

lequel la compagnie commencera ses opérations sera de \$34,500.

Le siège social de la compagnie sera à Sept-Iles, district judiciaire de Saguenay.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 11e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

58599-o

(P.G. 12691-61)

Omega Iron Works Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 30e jour de mai 1961, constituant en corporation: Jacqueline Matte, Micheline Verdon, toutes deux secrétaires, filles majeures, de Montréal, et Gilles Hébert, avocat, de Candiac, pour les objets suivants:

Industrie et commerce de toutes sortes de métaux, sous le nom de « Omega Iron Works Ltd. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions communes de \$10 chacune et en 900 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Verdun, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 30e jour de mai 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

58599-o

(P.G. 13875-61)

Les Placements Lamontagne Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 1er jour d'août 1961, constituant en corporation: Jean-Louis Lamontagne, administrateur, Germaine Lamontagne et Françoise Lamontagne, comptables, tous de Saint-Félicien, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placements, sous le nom de « Les Placements Lamontagne Ltée », avec un capital total de \$500,000, divisé en 150,000 actions privilégiées de \$1 chacune et en 50,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 7, rue Lamontagne, Saint-Félicien, district judiciaire de Roberval.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 1er jour d'août 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

58599-o

(P.G. 12713-61)

Provincial Paper Box Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 25e jour de mai 1961, constituant en corporation: André Veilleux, comptable, Rémy G. Taschereau, avocat, tous deux de la ville de Sainte-Marie, comté de Beauce, et Clermont Lamothe, vendeur, de Cap-de-la-Madeleine, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de produits en papier et en carton, sous le nom de « Provincial Paper Box Limited », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

which the company will begin its operations will be \$34,500.

The head office of the company will be at Sept-Iles, judicial district of Saguenay.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

58599

(A.G. 12691-61)

Omega Iron Works Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 30th day of May, 1961, incorporating: Jacqueline Matte, Micheline Verdon, both secretaries, filles majeures, of Montreal, and Gilles Hébert, advocate, of Candiac, for the following purposes:

To carry on the industry and business dealing in all kinds of metals, under the name of "Omega Iron Works Ltd.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 common shares of \$10 each and 900 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Verdun, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of May, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

58599

(A.G. 13875-61)

Les Placements Lamontagne Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 1st day of August, 1961, incorporating: Jean-Louis Lamontagne, administrator, Germaine Lamontagne, and Françoise Lamontagne, accountants, all of Saint-Félicien, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Les Placements Lamontagne Ltée", with a total capital stock of \$500,000, divided into 450,000 preferred shares of \$1 each and 50,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company will be at 7 Lamontagne Street, Saint-Félicien, judicial district of Roberval.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

58599

(A.G. 12713-61)

Provincial Paper Box Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 25th day of May, 1961, incorporating: André Veilleux, accountant, Rémy G. Taschereau, advocate, both of the town of Sainte-Marie, county of Beauce, and Clermont Lamothe, salesman, of Cap-de-la-Madeleine, for the following purposes:

To manufacture and carry on the business dealing in paper and cardboard products, under the name of "Provincial Paper Box Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Cap-de-la-Madeleine, district judiciaire des Trois-Rivières.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 25e jour de mai 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
585599-0 RAYMOND DOUVILLE.

The head office of the company will be at Cap-de-la-Madeleine, judicial district of Trois-Rivières.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of May, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
585599 Assistant Secretary of the Province.

(P.G. 13316-61)

Les Publications DuMay Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 7e jour de juillet 1961, constituant en corporation: Pierre Côté, Charles Tremblay et André Miville-Dechéne, tous avocats, de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'imprimeurs, d'éditeurs, papetiers, lithographes, graveurs, relieurs, libraires, et autres commerces connexes ou semblables, sous le nom de « Les Publications DuMay Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et en 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 403, rue St-Jean, Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 7e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
585599-0 RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 13316-61)

Les Publications DuMay Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 7th day of July, 1961, incorporating: Pierre Côté, Charles Tremblay and André Miville-Dechéne, all advocates, of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as printers, editors, paper-makers, lithographers, engravers, book-binders, librarians, and in other similar trades, under the name of "Les Publications DuMay Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of a par value of \$1 each and 30,000 preferred shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at 403 St. John street, Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
585599 Assistant Secretary of the Province.

(P.G. 12728-61)

Queen Leather Products Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 31e jour de mai 1961, constituant en corporation: Boris Garmaise, avocat, Mlles Laura Frishling et Honoria Sharpe, secrétaires, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de fourrures, peaux tannées, peaux de veau, peaux vertes, cuirs et de substituts naturels ou artificiels pour tous les précédents, et exercer en général le commerce de tanneurs, corroyeurs, teinturiers, manufacturiers de courroies et de manufacturiers et de négociants en gros et au détail de tous les articles et matériaux utilisés dans les commerces mentionnés ci-haut et de tous les produits et sous-produits de tels articles et matériaux, sous le nom de « Queen Leather Products Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 31e jour de mai 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
585599 RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 12728-61)

Queen Leather Products Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 31st day of May, 1961, incorporating: Boris Garmaise, advocate, Misses Laura Frishling and Honoria Sharpe, secretaries, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds of pelts, hides, kips, skins, leathers and natural or artificial substitutes for all of the foregoing, and generally to carry on business as tanners, curriers, dyers, belting manufacturers and manufacturers of and wholesale and retail dealers in all articles and materials used in the aforesaid businesses and all products and by-products of such articles and materials, under the name of "Queen Leather Products Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of a par value of \$10 each and 200 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 31st day of May, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
585599-0 Assistant Secretary of the Province.

(P.G. 13297-61)

**Restaurant Rustik Inc.
Rustik Restaurant Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date

(A.G. 13297-61)

**Restaurant Rustik Inc.
Rustik Restaurant Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 7th day of

du 7e jour de juillet 1961, constituant en corporation: Gérard H. Bourdon, restaurateur, Gilles Yergeau, comptable agréé, Raymond Naud, cuisinier, tous trois de Châteauguay, Liliane Reid Bourcier, ménagère, épouse séparée de biens de Louis Bourcier, et Paul-Émile L'Écuyer, avocat, ces deux derniers de Châteauguay-Centre, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'hôteliers, d'aubergistes, de taverniers et de restaurateurs, sous le nom de « Restaurant Rustik Inc. — Rustik Restaurant Inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 5,000 actions communes de \$10 chacune et en 5,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Châteauguay, district judiciaire de Beauharnois.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 7e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58599-0

RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13091-61)

Rosen Metal Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 21e jour de juin 1961, constituant en corporation: Sydney Lazarovitz, avocat, de Sillery, Jules Bernatchez, avocat, et Madeleine Bilodeau, secrétaire, célibataire, ces deux derniers de Québec, pour les objets suivants:

Faire le commerce de métaux ferreux et non ferreux neufs ou usagés, ainsi que de produits en bois et de toutes sortes de bouteilles, verre, articles de verre, ferraille, guenilles, caoutchouc et matériaux de rebuts, sous le nom de « Rosen Metal Inc. », avec un capital total de \$50,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 400 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 21e jour de juin 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58599

RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 12725-61)

St Faustin Development Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 31e jour de mai 1961, constituant en corporation: Jean-Paul Zigby, avocat, Monique Bouchard, Monique Piché, secrétaires, et Henriette Pelletier, copiste, ces trois dernières filles majeures, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie foncière, d'entreprise et de sous-entreprise, de construction et de développement général, sous le nom de « St Faustin Development Co. Ltd. », avec un capital total de \$45,000, divisé en 800 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$50 chacune et en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 31e jour de mai 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58599-0

RAYMOND DOUVILLE.

July, 1961, incorporating: Gérard H. Bourdon, restaurant owner, Gilles Yergeau, chartered accountant, Raymond Naud, cook, all three of Châteauguay, Liliane Reid Bourcier, housewife, wife separate as to property of Louis Bourcier, and Paul-Émile L'Écuyer, advocate, the two latter of Châteauguay-Centre, for the following purposes:

To carry on business as hotel owners, inn-keepers, tavern owners and restaurant owners, under the name of "Restaurant Rustik Inc. — Rustik Restaurant Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 5,000 common shares of \$10 each and 5,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Châteauguay, judicial district of Beauharnois.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58599

Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 13091-61)

Rosen Metal Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 21st day of June, 1961, incorporating: Sydney Lazarovitz, advocate, of Sillery, Jules Bernatchez, advocate, and Madeleine Bilodeau, secretary, spinster, the latter two of Quebec, for the following purposes:

To deal in kinds of new and second-hand ferrous and non-ferrous metals, as well as wood products and all kinds of bottles, glass, glassware, junk, rags, rubber and waste material, under the name of "Rosen Metal Inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 400 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of June, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58599-0

Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 12725-61)

St Faustin Development Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 31st day of May, 1961, incorporating: Jean-Paul Zigby, advocate, Monique Bouchard, Monique Piché, secretaries, and Henriette Pelletier, copyist, the latter three spinsters of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, contracting and sub-contracting, building and general development company, under the name of "St Faustin Development Co. Ltd.", with a total capital stock of \$45,000, divided into 800 preferred shares of a par value of \$50 each and 1,000 common shares of a par value of \$5 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 31st day of May, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58599

Assistant Secretary of the Province.

(P.G. 13328-61)

St. Lawrence Bowmen Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 28e jour de juin 1961, constituant en corporation sans capital-actions: Ben Pope, comptable, d'Outremont, Donald St. Denis, chauffeur de locomotive, de Lachine, et Lloyd Birmingham, médecin, de Beaufort, pour les objets suivants:

Organiser et diriger un club de tir à l'arc, sous le nom de « St. Lawrence Bowmen Inc. ».

Le montant auquel est limité la valeur des propriétés immobilières que la corporation peut posséder est de \$50,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 28e jour de juin 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58599 RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 13328-61)

St. Lawrence Bowmen Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 28th day of June, 1961, to incorporate as a corporation without share capital: Ben Pope, accountant, of Outremont, Donald St. Denis, locomotive fireman, of Lachine, and Lloyd Birmingham, physician, of Beaufort, for the following purposes:

To organize and direct an archery club, under the name of "St. Lawrence Bowmen Inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may possess, is to be limited, is \$50,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of June, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58599-0 *Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 11721-61)

S. & C. Repro Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 7e jour d'avril 1961, constituant en corporation: Gérard Sanscartier, ingénieur, Robert Bergeron, dessinateur, tous deux de Hull, et Jeannine Deschênes, secrétaire, fille majeure, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme lithographeurs, graveurs, relieurs, imprimeurs et agents de publicité ou de papeterie, sous le nom de « S. & C. Repro Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions communes de \$10 chacune et en 600 actions privilégiées de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 16, rue Langevin, Hull, district judiciaire de Hull.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 7e jour d'avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58599-0 RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 11721-61)

S. & C. Repro Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 7th day of April, 1961, incorporating: Gérard Sanscartier, engineer, Robert Bergeron, draughtsman, both of Hull, and Jeannine Deschênes, secretary, spinster of the full age of majority, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as lithographers, engravers, book-binders, printers and publicity or stationery agents, under the name of "S. & C. Repro Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 600 preferred shares of \$50 each.

The head office of the company will be at 16 Langevin Street, Hull, judicial district of Hull.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of April, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58599 *Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 13299-61)

Simgar Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 10e jour de juillet 1961, constituant en corporation: Fraser Ronald Lindsay, avocat, de Dorval, James Knatchbull Hugessen, et Derek Austin Hanson, tous deux avocats, de Westmount, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de portefeuille, sous le nom de « Simgar Limited », avec un capital-actions divisé en 15,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et 200 actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations ne sera pas inférieur à \$151,000.

Le siège social de la compagnie sera 485 rue McGill, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 10e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58599 RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 13299-61)

Simgar Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 10th day of July, 1961, incorporating: Fraser Ronald Lindsay, advocate, of Dorval, James Knatchbull Hugessen, and Derek Austin Hanson, both advocates, of Westmount, for the following purposes:

To carry on the business of a holding company, under the name of "Simgar Limited", with a capital stock divided into 15,000 preferred shares of the par value of \$100 each and 200 common shares without nominal or par value, and the amount with which the company shall commence its operations will not be less than \$151,000.

The head office of the company will be at 485 McGill street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58599-0 *Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 13552-61)

**Société Générale d'Épuration
et d'Assainissement Ltée
General Purification
and Sanitation Company Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 10e jour de juillet 1961, constituant en corporations: J.-Jacques Beauchemin, avocat, d'Outremont, Mme Thérèse Beaulieu Ouellette, secrétaire, épouse séparée de biens de Jean Ouellette, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, de Ste-Geneviève, et André Valiquette, avocat, de la cité de Saint-Laurent, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de l'entretien d'égouts, du traitement des eaux usées et de la transformation des déchets, sous le nom de « Société Générale d'Épuration et d'Assainissement Ltée — General Purification and Sanitation Company Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 159, rue Craig, ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 10e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58599-o

RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 13552-61)

**Société Générale d'Épuration
et d'Assainissement Ltée
General Purification
and Sanitation Company Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 10th day of July, 1961, to incorporate as a corporation: J.-Jacques Beauchemin, advocate, of Outremont, Mrs. Thérèse Beaulieu Ouellette, secretary, wife separate as to property of Jean Ouellette, and duly authorized by him for these presents, of Ste-Geneviève, and André Valiquette, advocate, of the city of Saint-Laurent, for the following purposes:

To carry on a business for the maintenance of sewers, sewer-water and the transformation of refuse, under the name of "Société Générale d'Épuration et d'Assainissement Ltée — General Purification and Sanitation Company Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 shares of \$1 each.

The head office of the corporation will be at 159 Craig street, West, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58599

Assistant Secretary of the Province.

(P.G. 12945-61)

Spiro Mortgage Corporation Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 3e jour de juillet 1961, constituant en corporation: Moe G. Solomon, manufacturier, Harriet Solomon, ménagère, épouse séparée de biens d'Alan Spiro, et Alan Spiro, gérant, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de financement et de placements, sous le nom de « Spiro Mortgage Corporation Ltd. », avec un capital total de \$225,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de \$100 chacune et 750 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 3e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58599

RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 12945-61)

Spiro Mortgage Corporation Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 3rd day of July, 1961, incorporating: Moe G. Solomon, manufacturer, Harriet Solomon, housewife, wife separate as to property of Alan Spiro, and Alan Spiro, manager, all of Montreal, for the following purposes:

To do business as a financial and investment company, under the name of "Spiro Mortgage Corporation Ltd.", with a total capital stock of \$225,000, divided into 1,500 common shares of \$100 each and 750 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 3rd day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58599-o

Assistant Secretary of the Province.

(P.G. 13300-61)

**Stevedoring Contractors
Great Lakes Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 29e jour de juin 1961, constituant en corporation: Roy Fraser Elliott, avocat et conseil en loi de la Reine, de Mont-Royal, Margot Mary Quinn et Mary Elizabeth Spracklin, secrétaires, célibataires, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce d'arrimage et agir comme préposé de terminus, sous le nom de « Stevedoring Contractors Great Lakes Ltd. », avec un capital total de \$500,000, divisé en 4,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune,

(A.G. 13300-61)

**Stevedoring Contractors
Great Lakes Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 29th day of June, 1961, incorporating: Roy Fraser Elliott, advocate and Queen's Counsel, of Mount Royal, Margot Mary Quinn and Mary Elizabeth Spracklin, secretaries, spinsters, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of stevedoring and to act as terminal operators, under the name of "Stevedoring Contractors Great Lakes Ltd.", with a total capital stock of \$500,000, divided into 4,500 preferred shares of the par value of

25,000 actions, catégorie « A », d'une valeur au pair de \$1 chacune et 25,000 actions, catégorie « B », d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 282 ouest, rue Notre-Dame, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 29e jour de juin 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58599 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13141-61)

Suburban Bakeries Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 30e jour de juin 1961, constituant en corporation: Morris Chaikelson, Arthur Shulman, et Gregory Charlap, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de boulangers, confiseurs et fabricants de biscuits, sous le nom de « Suburban Bakeries Inc. », avec un capital total de \$5,000, divisé en 5,000 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chomedey, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 30e jour de juin 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58599 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13281-61)

Sunny Island Development Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 17e jour de juillet 1961, constituant en corporation: Bernard Gardner, avocat, de Rosemère, Gabriel Glazer, Hilliard Ginsberg, tous deux avocats, et Anne Zifkin, secrétaire, fille majeure, ces trois derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Sunny Island Development Corp. », avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5757 avenue Decelles, chambre 10, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 17e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58599 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13325-61)

Talbot Chaussures Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 28e jour de juin 1961, constituant en corporation: Paul Talbot, négociant, Annette C. Talbot, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Paul Talbot, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de Sillery, Jean-Pierre Talbot, comptable, de Sainte-Foy, et René Boily, comptable agréé, de Québec, pour les objets suivants:

\$100 each, 25,000 class "A" shares of the par value of \$1 each and 25,000 class "B" shares of the par value of \$1 each.

The head office of the company will be at 282 Notre-Dame Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of June, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58599-o *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 13141-61)

Suburban Bakeries Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 30th day of June, 1961, incorporating: Morris Chaikelson, Arthur Shulman and Gregory Charlap, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as bakers, confectioners and biscuit manufacturers, under the name of "Suburban Bakeries Inc.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 5,000 shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Chomedey, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of June, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58599-o *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 13281-61)

Sunny Island Development Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 17th day of July, 1961, incorporating: Bernard Gardner, advocate, of Rosemère, Gabriel Glazer, Hilliard Ginsberg, both advocates, and Anne Zifkin, secretary, spinster of the full age of majority, the latter three of Montreal, for the following purposes:

To do business as a real estate and construction company, under the name of "Sunny Island Development Corp.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 5757 Decelles Avenue, Room 10, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58599-o *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 13325-61)

Talbot Chaussures Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 28th day of June, 1961, to incorporate as a corporation: Paul Talbot, tradesman, Annette C. Talbot, housewife, wife contractually separate as to property of the said Paul Talbot, and duly authorized by him for these presents both of Sillery, Jean-Pierre Talbot, accountant, of Sainte-Foy, and René Boily, chartered accountant, of Québec, for the following purposes:

Commerce de chaussures, souliers, bottes, bottines, pantouffles, sacoches, gants et tous autres articles dans la composition desquelles entrent le cuir, sous le nom de « Talbot Chaussures Inc. », avec un capital divisé en 2,000 actions sans valeur au pair et en 500 actions privilégiées de \$100 chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera d'au moins \$15,000.

Le siège social de la compagnie sera 74, rue St-Paul, Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 28e jour de juin 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58599-o

RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 12672-61)

Terrazzo Rental Equipment Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 29e jour de mai 1961, constituant en corporation: J.-Roch St-Germain, avocat, Rita Dufresne et Estelle Thérien, secrétaires, filles majeures et usant de leurs droits, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Commerce de toutes sortes de machines et de matériaux de construction, sous le nom de « Terrazzo Rental Equipment Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 29e jour de mai 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58599-o

RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 12705-61)

Three & Four Blouse Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 29e jour de mai 1961, constituant en corporation: Hyman Eric Feigelson, de Côte-Saint-Luc, George Whelan, de Beaconsfield, tous deux avocats, Morton Hyman Bessner, avocat, et Millie Tobenstein, secrétaire, célibataire, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de vêtements de toute description, sous le nom de « Three & Four Blouse Corp. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 3,600 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 215 ouest, rue Jean-Talon, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 29e jour de mai 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58599

RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 12596-61)

Vorias Luncheonettes Ltd.

Dans la version française de l'avis concernant l'octroi de lettres patentes constituant en corpo-

To carry on a business dealing in footwear shoes, boots, oxfords, slippers, bags, gloves and all other articles into the composition of which enters leather, under the name of "Talbot Chaussures Inc.", with a capital stock divided into 2,000 shares of no par value and into 500 preferred shares of \$100 each, and the amount with which the company shall start its operations shall be of at least \$15,000.

The head office of the corporation will be at 74 St. Paul Street, Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of June, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58599

Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 12672-61)

Terrazzo Rental Equipment Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 29th day of May, 1961, incorporating: J.-Roch St-Germain, advocate, Rita Dufresne and Estelle Thérien, secretaries, spinsters of the full age of majority and in use of their rights, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds of machines and construction materials, under the name of "Terrazzo Rental Equipment Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of May, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58599

Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 12705-61)

Three & Four Blouse Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 29th day of May, 1961, incorporating: Hyman Eric Feigelson, of Côte-Saint-Luc, George Whelan, of Beaconsfield, both advocates, Morton Hyman Bessner, advocate, and Millie Tobenstein, secretary, spinster, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To deal in clothing of every description, under the name of "Three & Four Blouse Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of a par value of \$1 each and 3,600 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at 215 Jean-Talon Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of May, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58599-o

Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 12596-61)

Vorias Luncheonettes Ltd.

In the French version of the notice concerning the granting of letters patent incorporating the

ration la compagnie ci-haut mentionnée — voir *Gazette officielle de Québec*, Tome 93, No 34, du 26 août 1961, à la page 3730 — prière de lire, en ce qui regarde le nom, « Luncheonettes » au lieu de « Luncheonettes ».

58599-o

(P.G. 13666-61)

Vito Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 11e jour de juillet 1961, constituant en corporation: Adrien-R. Paquette, avocat, d'Outremont, Françoise Frégeau, d'Ahuntsic, et Micheline Simard, de Montréal, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Commerce de produits alimentaires, sous le nom de « Vito Ltée », avec un capital total de \$10,000, divisé en 2,000 actions de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 11e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58599-o

RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13375-61)

West End Piano and Furniture Service Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 30e jour de juin 1961, constituant en corporation: Abraham Shuster, avocat, Linda Kashner et Dorothy K. Gunston, secrétaires, filles majeures, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de meubles, instruments de musique et nouveautés de toute description, sous le nom de « West End Piano and Furniture Service Ltd. », avec un capital total de \$20,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 10,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 30e jour de juin 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58599

RAYMOND DOUVILLE.

above-mentioned corporation — see the *Quebec Official Gazette*, Volume 93, No. 34, dated August 26, 1961, on page 3730 — please read, as regards the name, "Luncheonettes", instead of "Luncheonettes".

58599

(A.G. 13666-61)

Vito Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 11th day of July, 1961, incorporating: Adrien-R. Paquette, advocate, of Outremont, Françoise Frégeau, of Ahuntsic, and Micheline Simard, of Montreal, the latter two secretaries, filles majeures, for the following purposes:

To deal in food products, under the name of "Vito Ltée", with a total capital stock of \$10,000, divided into 2,000 shares of \$5 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58599

Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 13375-61)

West End Piano and Furniture Service Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 30th day of June, 1961, incorporating: Abraham Shuster, advocate, Linda Kashner and Dorothy K. Gunston, secretaries, filles majeures, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in furniture, musical instruments and novelties of every description, under the name of "West End Piano and Furniture Service Ltd.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 10,000 common shares of the par value of \$1 each and 10,000 preferred shares of the par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of June, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58599-o

*Assistant Secretary of the Province.***Lettres patentes supplémentaires**

(P.G. 13242-61)

Industrial Life Holding Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 22 juin 1961, à la compagnie « Crédit Interprovincial Limitée », constituée par lettres patentes du 20 août 1941, 1° changeant son nom en celui de « Industrial Life Holding Inc. »; 2° modifiant et étendant ses pouvoirs.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 22 juin 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58599-o

RAYMOND DOUVILLE.

Supplementary Letters Patent

(A.G. 13242-61)

Industrial Life Holding Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the 22nd day of June, 1961, to "Crédit Interprovincial Limitée", incorporated by letters patent on August 20, 1941, 1. changing its name to "Industrial Life Holding Inc."; 2. altering and extending its powers.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of June, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58599

Assistant Secretary of the Province.

**Action en séparation
de biens**

Giambalardino vs Macri

Canada, province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, No 547006. Dame Natalia Giambalardino, épouse commune en biens de Nick Macri, de la cité de Montréal-Nord, district de Montréal, demanderesse, vs Nick Macri, peintre, des cité et district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 25e jour d'août 1961.

Montréal, 30e jour d'août 1961.

Les Procureurs de la demanderesse,
MES. MALOUF & PATERAS.

7200 Hutchison, chambre 301,

Montréal 15.

58615-0

**Action for separation
as to property**

Giambalardino vs Macri

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 547006. Dame Natalia Giambalardino, wife common as to property of Nick Macri, of the city of Montreal-North, district of Montreal, plaintiff, vs Nick Macri, painter, of the city and district of Montreal, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause on the 25th day of August, 1961.

Montreal, 30th day of August, 1961.

MESSRS MALOUF & PATERAS,
Attorneys for the plaintiff.

7200 Hutchison, Room 301,

Montreal 15.

58615

Arrêtés en Conseil

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 1794

Québec, le 25 août 1961.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la Loi de l'impôt sur les corporations.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition du Ministre du revenu:

QUE les règlements concernant les affaires faites en dehors de Québec et la taxe sur les profits adoptés par l'arrêté en conseil numéro 521, du 28 février 1961, soient modifiés en remplaçant dans le sous-paragraphe (b) du paragraphe 1 de l'article 1 desdits règlements, les mots: « , agences et autres places d'affaires » par les mots: « et agences ».

L. DÉSILETS,

58603-0

Greffier du Conseil Exécutif.

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 1795

Québec, le 25 août 1961.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la loi de l'impôt sur les corporations.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition du Ministre du revenu:

1° QUE les règlements concernant les allocations relatives au coût et aux frais de conversion des navires adoptés par l'arrêté en conseil numéro 227 du 27 janvier 1961 et modifiés par l'arrêté en conseil numéro 1338 du 2 juin 1961 soient de nouveau modifiés en remplaçant dans la deuxième ligne du paragraphe « c » de l'article 1 desdits règlements et dans la première ligne du sous-paragraphe « a » du paragraphe « 1 » de l'article 2 desdits règlements les mots « dans la province de Québec » par les mots « au Canada »;

2° QUE les règlements concernant les allocations à l'égard des immobilisations adoptés par l'arrêté en conseil numéro 709 du 17 mars 1961 et modifiés par l'arrêté en conseil numéro 1338

Orders in Council

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 1794

Quebec, August 25, 1961.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the Corporation Tax Act.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Minister of Revenue:

THAT the regulations concerning business transacted outside Quebec and the tax on profits adopted by Order-in-Council number 521, of February 28, 1961, be modified by replacing in subparagraph (b) of paragraph 1 of section 1 of the said regulations, the words " , agencies and other places of business " by the words "and agencies" .

L. DÉSILETS,

58603-0

Clerk of the Executive Council.

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 1795

Quebec, August 25, 1961.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the Corporation Tax Act.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Minister of Revenue:

1. THAT the regulations concerning the allowance relative to the costs of vessels and conversion costs of vessels adopted by the Order-in-Council number 227 of January 27, 1961 and modified by the Order-in-Council number 1338 of June 2, 1961, be again modified by replacing in the second line of paragraph "c" of section 1 of said regulations and in the first line of subparagraph "a" of paragraph "1" of section 2 of the said regulations the words "the Province of Quebec" by the word "Canada" .

2. THAT the regulations concerning allowances in respect of capital costs adopted by the Order-in-Council number 709 of March 17, 1961, and modified by the Order-in-Council number 1338

du 2 juin 1961 soient de nouveau modifiés en ajoutant après les mots « (S.R.C. 1952, chapitre 43) » de la sixième ligne du deuxième alinéa du paragraphe 2, les mots suivants: « et lorsque l'arrêté en conseil numéro 227 du 27 janvier 1961 n'a pas d'application ».

La présente modification apportée à l'arrêté en conseil numéro 227 du 27 janvier 1961 aura son effet à compter du 1er janvier 1961, et la présente modification de l'arrêté en conseil numéro 709 du 17 mars 1961 s'appliquera aux années financières de toute compagnie commençant après le 31 décembre 1960.

L. DÉSILETS,
58603-o Greffier du Conseil Exécutif.

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 1488

Québec, le 30 juin 1961.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT les primes de défrichement, d'essouchement et de labour à être payées aux colons.

ATTENDU qu'il est opportun de favoriser l'agrandissement du terrain cultivé et la consolidation des établissements, et qu'il y a lieu d'établir les conditions que les colons doivent remplir pour avoir droit aux primes;

ATTENDU qu'il est désirable de fixer à soixante acres, et dans certains cas à 60%, la superficie sujette aux primes et à \$60.00 l'acre le maximum des primes payables, et de déterminer que le paiement de ces primes se fera progressivement en tenant compte du travail que le colon effectuera sur son lot, du cheptel qu'il y maintient et du genre de culture qu'il y pratique;

ATTENDU qu'il est loisible au Ministre de la colonisation de payer, à même les crédits votés annuellement par la Législature pour ces fins, des primes de colonisation pour encourager les colons à défricher leurs lots, à les labourer et à y résider, et qu'en vertu de l'article 60 de la Loi des terres de colonisation le lieutenant-gouverneur en conseil peut passer tous les règlements qu'il juge à propos pour déterminer les conditions qu'il sera nécessaire de remplir afin de gagner ces primes.

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition du Ministre de l'agriculture et de la colonisation:

QUE soient adoptés les règlements énoncés dans l'annexe « A » jointe au présent arrêté en conseil.

L. DÉSILETS,
Greffier du Conseil Exécutif.

ANNEXE « A »

Règlements déterminant les conditions que les colons doivent remplir afin de gagner les primes de défrichements, d'essouchement et de labour.

I. Définition de l'expression « détenteur »:

1° Le « détenteur » signifie la personne qui détient un lot en vertu d'un billet de location ou d'un permis d'occupation, ou qui détient un lot sujet aux primes concédé pour fins de culte.

II. État de vie du détenteur:

2° Un détenteur est considéré comme chargé de famille s'il est marié et s'il réside sur le lot sujet aux primes, ou s'il y réside avec les dépendants dont il est effectivement le soutien.

of June 2, 1961, be again modified by adding after the words "(R.S.C. 1952, chapter 43)" in the fourth line of the second subparagraph of paragraph 2 the following words: "and when the Order-in-Council number 227 of January 27, 1961 is not applicable".

The present modification to Order-in-Council number 227 of January 27, 1961, shall take effect as from January 1, 1961, and the present modification to Order-in-Council number 709 of March 17, 1961, shall apply to financial years of companies commencing after December 31, 1960.

L. DÉSILETS,
58603-o Clerk of the Executive Council.

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 1488

Quebec, June 30, 1961.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING premiums for clearing, grubbing and ploughing to be paid to settlers.

WHEREAS it is advisable to favour the extension of cultivated land and the consolidation of establishments, and it is expedient to establish the conditions which settlers must fulfil in order to be entitled to premiums;

WHEREAS it is desirable to fix at sixty acres, and in certain cases at 60%, the area subject to premium, and at \$60.00 per acre the maximum premiums to be paid, and to determine that the payment of these premiums shall be made progressively by taking into account the work the settler does on his lot, the live-stock he keeps there and the kind of farming he carries on;

WHEREAS it is permissible for the Minister of Colonization to pay, out of the credits voted annually by the Legislature for such purposes, premiums to settlers to encourage them to clear their lots, to plough them and to reside thereon, and that under section 60 of the Colonization Land Sales Act the Lieutenant-Governor in Council may pass such by-laws as he deems expedient to determine the conditions to be fulfilled in order to earn such premiums.

IT IS THEREFORE ORDERED, upon the proposition of the Minister of Agriculture and Colonization:

THAT the regulations set forth in annex "A" attached to the present Order in Council be adopted.

L. DÉSILETS,
Clerk of the Executive Council.

ANNEX "A"

Regulations determining the conditions which settlers must fulfil in order to earn the premiums for clearing, grubbing and ploughing.

I. Definition of the term "holder":

1. "Holder" means the person who holds a lot under ticket of location or an occupation license, or who holds a lot subject to premiums conceded for religious purposes.

II. Status of the holder:

2. A holder shall be considered as a supporter of a family if he is married and if he resides on the lot subject to premiums or if he resides thereon with dependents effectively supported by him.

3. a) Un détenteur qui réside sur le lot sujet aux primes mais qui y vit sans responsabilité familiale est considéré comme célibataire.

b) Tout détenteur qui demeure chez un parent dans le voisinage est aussi considéré comme célibataire.

4. Tout autre détenteur est considéré comme non résidant.

5. « Résider », pour un détenteur, signifie le fait de tenir feu et lieu en permanence dans une habitation érigée sur le lot sujet aux primes.

Cependant, lorsque pour des raisons majeures, cette habitation ne peut être érigée sur le lot sujet aux primes, elle pourra être érigée sur un lot ou partie de lot adjacent dont le détenteur est propriétaire, pourvu que ce lot ou cette partie de lot forme, avec le lot sujet aux primes, un seul établissement agricole.

III. Conditions relatives aux défrichements anciens et nouveaux:

6. Pour avoir droit aux primes le détenteur doit maintenir en bonne culture cette partie du lot sujette aux primes qui a déjà fait l'objet de primes ou qui a déjà été défrichée.

7. Lorsqu'une partie d'un lot a été améliorée alors qu'elle n'était pas sujette aux primes, la superficie maximum de ce lot qui peut faire l'objet de primes est réduite par la superficie de la partie ainsi améliorée.

8. Lorsqu'un nouveau détenteur acquiert un lot qui a déjà fait l'objet de primes dont un autre a bénéficié, la partie du lot défrichée ou labourée qui reste en état convenable à la date de l'acquisition ne peut faire l'objet de primes en vertu de ces règlements et la superficie maximum de ce lot qui peut faire l'objet de primes est réduite par la superficie de la partie qui reste en état convenable.

9. Le défrichement doit être fait en un seul bloc à moins que la topographie du terrain ou la nature du sol ne se prête pas à une culture immédiatement rentable.

IV. Description des améliorations qui peuvent faire l'objet des primes:

10. Les améliorations qui peuvent faire l'objet des primes sont le défrichement, l'essouchement et le premier labour.

11. a) Le « défrichement » signifie la coupe des arbrisseaux, des arbustes, des arbres, la récupération des bois de construction, de commerce et de chauffage, la mise en tas et le brûlage des résidus conformément à la loi et aux règlements de la protection des forêts, de sorte qu'il ne reste sur le terrain que les souches.

b) « L'essouchement » signifie que toutes les souches ont été arrachées et détruites de sorte que le sol est prêt à être cultivé ou labouré.

c) Le « premier labour » signifie le premier labour à une profondeur proportionnée à la nature du sol après épierrement et drainage.

V. Superficie maximum sujette aux primes sur un lot et tarif des primes à l'acre:

12. La superficie maximum sujette aux primes pour le défrichement, l'essouchement et le premier labour est déterminée par l'état de vie du détenteur comme suit:

a) 60 acres dans le cas d'un détenteur considéré chargé de famille;

b) 30 acres dans le cas d'un détenteur considéré comme célibataire;

c) 10 acres dans le cas d'un détenteur considéré comme non résidant.

13. Nonobstant les dispositions de l'article précédent, dans le cas d'un établissement de plus

3. a) A holder who resides on the lot subject to premiums but lives there without family responsibilities shall be considered as a bachelor.

b) Any holder who lives with a relative in the neighbourhood shall also be considered as a bachelor.

4. Any other holder shall be considered as a non-resident.

5. "To reside", for a holder, means having a permanent hearth and home in a house erected on the lot subject to premiums.

However, when for major reasons such house cannot be erected on the lot subject to premiums, it may be erected on an adjoining lot or part of a lot belonging to the holder provided that such lot or part of lot forms, with the lot subject to premiums a single agricultural establishment.

III. Conditions relative to old and new clearings:

6. To be entitled to premiums, the holder must maintain in good tillth that part of the lot subject to premiums which has previously been subject to premiums or which has already been cleared.

7. When part of a lot has been improved at a time when it was not subject to premiums, the maximum area of such lot which may be subject to premiums shall be reduced by the area of the part so improved.

8. When a new holder acquires a lot which has been the subject of premiums paid to another, the part of the lot cleared or ploughed which remains in a suitable state at the time of acquisition may not be the subject of premiums under these regulations and the maximum area of such lot which may be subject to premiums shall be reduced by the area of the part which remains in a suitable state.

9. Clearing must be done wholly in one block unless the topography of the land or the nature of the soil is not appropriate to immediate profitable cultivation.

IV. Description of improvements for which premiums may be given:

10. The improvements which may be the subject of premiums are clearing, grubbing and the first ploughing.

11. a) "Clearing" means the cutting of shrubbery, bushes, trees, the salvaging of lumber fit for construction, trade and fuel, the putting into piles and the burning of the residues in accordance with the law and regulations for the protection of the forests, so that there remain in the ground only the stumps.

b) "Grubbing" means that all stumps have been pulled out and destroyed so that the soil is ready to be cultivated or ploughed.

c) "First ploughing" means the first ploughing at a depth suitable to the nature of the soil after clearing of stones and drainage.

V. Maximum area subject to premiums on a lot and rate of premiums per acre:

12. The maximum area subject to premiums for clearing, grubbing and the first ploughing shall be determined by the status of the holder as follows:

a) 60 acres in the case of a holder considered as a supporter of a family;

b) 30 acres in the case of a holder considered as a bachelor;

c) 10 acres in the case of a holder considered as a non-resident.

13. Notwithstanding the provisions of the preceding article, in the case of an establishment

de 100 acres dont font partie des lots de rachat ou des compléments de ferme, la superficie maximum sujette aux primes est fixée à 60% de la superficie totale de l'établissement pourvu que le détenteur soit considéré comme chargé de famille, que l'établissement soit formé de lots ou de parties de lots adjacents ou situés dans un rayon d'un demi-mille du lot de résidence et que ces lots ou parties de lots soient propres à la culture.

Ces primes ne sont payées que sur les lots ou parties de lots détenus en vertu d'un billet de location ou d'un permis d'occupation.

Cette disposition n'a pas d'effet rétroactif et ne peut servir à justifier le paiement de primes pour des améliorations faites dans le passé.

14° Pour tout détenteur, le montant de la prime est comme suit :

- \$20.00 l'acre pour le défrichement;
- \$20.00 l'acre pour l'essouchement; et
- \$20.00 l'acre pour le premier labour.

15° Au cas d'infraction à la loi de la protection des forêts commise sur le lot sujet aux primes, une somme de \$10.00 à \$20.00 est déduite des primes payables au détenteur, selon la décision du ministre des Terres et Forêts.

16° La prime de défrichement n'est payée que si le travail a été exécuté par le colon lui-même et de manière à ne pas compromettre la fertilité du sol.

Le défrichement au moyen de la machinerie lourde ne donne lieu aux primes qu'au cas où il a fait l'objet d'une autorisation préalable du ministre de la Colonisation.

17° La prime de premier labour n'est payée que si le terrain précédemment labouré a été proprement ensemené.

18° Les primes pour l'essouchement et le premier labour pour une superficie supérieure à 40 acres ne sont payées que si le détenteur du lot possède six unités animales établies sur le lot ou si le rendement de cultures spécialisées compense l'insuffisance ou le défaut de chaptel.

19° Dans le cas d'un détenteur non résidant, les primes de défrichement et d'essouchement ne lui sont payables que lorsqu'il a droit à ses primes de premier labour.

20° Le ministre de la Colonisation peut retenir sur toute prime autre que celle de défrichement toute somme due par le détenteur à ce ministre.

58626-o

of more than 100 acres of which repurchased lots or farm complements are a part, the maximum area subject to premiums is fixed at 60% of the total area of the establishment, provided the holder is considered as a supporter of a family, that the establishment is formed of lots or parts of lots which are adjacent or situate within a radius of half a mile from the residence lot, and that such lots or parts of lots are suitable for cultivation.

Such premiums shall be paid only on lots or parts of lots held under a ticket of location or an occupation license.

This provision shall not have a retroactive effect and may not serve to justify the payment of premiums for improvements made in the past.

14. For every holder, the amount of the premium shall be as follows:

- \$20.00 per acre for clearing;
- \$20.00 per acre for grubbing; and
- \$20.00 per acre for the first ploughing.

15. In the case of violation of the Forest Protection Act committed on the lot subject to premiums, a sum of \$10.00 to \$20.00 shall be deducted from the premiums payable to the holder, according to the decision of the Department of Lands and Forests.

16. The premium for clearing shall be only if the work has been done by the settler himself and in such a way as not to impair the fertility of the soil.

Grubbing done by heavy machinery shall not be subject to premiums unless it has been previously authorized by the Department of Colonization.

17. The premium for the first ploughing shall be paid only if the land previously ploughed has been properly sown.

18. The premiums for grubbing and the first ploughing for an area over 40 acres shall be paid only if the holder of the lot owns six animal units stabled on the lot or if the return from specialized cultures compensates for the insufficiency or lack of live-stock.

19. In the case of a non-resident holder, the clearing and grubbing premiums shall be paid to him only when he is entitled to his premiums for the first ploughing.

20. The Department of Colonization may retain out of any premium other than that for clearing any amount due by the holder to such Department.

58626

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 1833
Section « A »

Québec, 31 août 1961.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région du Bas St-Laurent.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Rimouski, rendue obligatoire par le décret numéro 802 du 8 juillet 1953 et amendements, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 1833
Section "A"

Quebec, August 31, 1961.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree relating to the construction industry and trades in the Lower St-Lawrence region.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective agreement relating to the construction industry and trades in the region of Rimouski, rendered obligatory by decree number 802 of July 8, 1953 and amendments, have petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council some amendments to the said decree;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la Gazette officielle de Québec, édition du 22 juillet 1961;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 802, soit modifié comme suit:

1° L'article III est remplacé par le suivant:

« III. *Jurisdiction territoriale*: La jurisdiction territoriale du décret comprend les districts électoraux de Rivière-du-Loup (sauf la cité de Rivière-du-Loup, les municipalités de Notre-Dame du Portage et de St-Antoine du comté de Rivière-du-Loup), Témiscouata, Rimouski, Matane, Matapédia, Gaspé-Nord, Gaspé-Sud et Bonaventure.

Aux fins d'application du décret, cette jurisdiction territoriale est divisée en quatre (4) zones de la façon suivante:

Zone I: La ville de Rimouski, les municipalités de Notre-Dame du Sacré-Cœur, Rimouski-Ouest (Ste-Odile), Rimouski-Est (St-Yves), Pointe-au-Père et l'Île St-Barnabé.

Zone II: Les villes de Mont-Joli et de Matane ainsi que la municipalité de Price, comté de Matane.

Zone III: Le territoire non compris dans les autres zones.

Zone IV: Les districts électoraux de Gaspé-Nord, Gaspé-Sud et Bonaventure ».

2° À l'article IV, les taux minima de salaires suivants sont ajoutés pour la nouvelle zone IV:

WHEREAS the petition has been published in the Quebec Official Gazette, issue of July 22, 1961;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the said decree, number 802, be amended as follows:

1. Article III is replaced by the following:

« III. *Territorial jurisdiction*: The territorial jurisdiction of the decree shall comprise the electoral districts of Rivière-du-Loup (with the exception of the city of Rivière-du-Loup, the municipalities of Notre-Dame du Portage and of St-Antoine of the county of Rivière-du-Loup), Témiscouata, Rimouski, Matane, Matapédia, Gaspé-North, Gaspé-South and Bonaventure.

For the purposes of enforcement of the decree, this territorial jurisdiction is divided into four (4) zones as follows:

Zone I: The town of Rimouski, the municipalities of Notre-Dame du Sacré-Cœur, Rimouski-Ouest (Ste-Odile), Rimouski-Est (St-Yves), Pointe-au-Père and St-Barnabé Island.

Zone II: The towns of Mont-Joli and Matane and the municipality of Price (county of Matane).

Zone III: The territory not included in the other zones.

Zone IV: The electoral districts of Gaspé-North, Gaspé-South and Bonaventure ».

2. In article IV, the following minimum rates of wages are added for the new zone IV:

	<i>Salaires horaires Hourly rates Zone IV</i>
« <i>Métiers — Trades</i> :	
Briqueleur, maçon et plâtrier — Bricklayer, mason and plasterer	\$1.65
Calfat — Caulker	1.25
Charpentier-menuisier — Carpenter-joiner	1.55
Compagnon junior, 1 an — Junior journeyman, one year	1.50
Électricien — Electrician:	
Entrepreneur (services personnels) — Contractor (personal services)	2.15
Compagnon — Journeyman	1.60
Ferblantier-couvreur — Tinsmith-roofer:	
Compagnon — Journeyman	1.55
Compagnon junior, 1 an — Junior journeyman, one year	1.45
Fer et bronze d'ornementation — Ornamental iron and bronze:	
Mécanicien ou forgeron — Mechanic or blacksmith	1.55
Compagnon junior, 1 an — Junior journeyman, one year	1.45
Foreur — Driller	1.40
Gratteur, polisseur et sableur de plancher à la main ou à la machine — Floor scraper, polisher and sander, hand or machine	1.45
Isolement de laine minérale, soufflage par pression — Steel wool insulation, blower method:	
Chef d'équipe — Chief operator	1.55
Assistant du chef d'équipe — Assistant operator	1.45
Aide — Helper	1.20
Jointoyeur, finisseur de ciment — Joint pointer, cement finisher	1.50
Manoeuvre, faiseur de mortier, brasseur de célanite, couleur de blanc, porteur d'oiseau — Labourer, mortar maker, celanite mixer, plaster pourer, hod carrier	1.20
Mécanicien de machines fixes et portatives — Engineman (stationary or portable)	1.40
Mécanicien en isolement d'amiante — Asbestos insulation mechanic	1.55
Peintre — Painter	1.50
Compagnon junior, 1 an — Junior journeyman, one year	1.40
Polisseur de terrazzo à la machine — Terrazzo polishing machine operator	1.35
1er semestre — 1st six months	1.30
Poseur de lattes (bois ou métal) — Lather (wood or metal)	1.40
Poseur de tuiles, marbre et terrazzo — Tile, marble and terrazzo setter	1.50
Compagnon junior, 1 an — Junior journeyman, one year	1.40
Préposer aux malaxeurs ou compresseurs — Mixe or compressor operator:	
7 pieds cubes ou plus — 7 cubic feet or more	1.35
moins de 7 pieds cubes — under 7 cubic feet	1.20
Préposé aux monte-charge non actionnés par la vapeur — Freight elevator operator (not steam driven)	1.35

	Salaires horaires Hourly rates Zone IV
Préposé au marteau pneumatique — Air Hammer operator	\$1 35
Préposé aux tracteurs ou grues — Tractor or crane operator	1 45
Tailleur de pierre sur chantier de construction — Stone cutter on construction job	1 65
Épandeur d'asphalte — Asphalt spreader	1 75
Rateleur d'asphalte — Asphalt raker	1 60
Aide rateleur d'asphalte — Asphalt raker's helper	1 40
Préposé au rouleau compresseur (2 à 5 tonnes) — Asphalt roller operator (2 to 5 tons)	1 50
Préposé au rouleau compresseur (8 à 12 tonnes) — Asphalt roller operator (8 to 12 tons)	1 60
Gréer — Rigger	1 50
Forgeron — Blacksmith	1 40
Préposé à la pelle mécanique (qualifié) — Shovel operator (qualified)	1 65
Aide conducteur de pelle mécanique — Shovel operator's helper	1 45
Porteur d'eau — Water carrier	0 85
Soudeur (gaz ou électricité) — Welder (gas or electricity)	1 60
Conducteur de tracteur RDS — Tractor (RDS) operator	1 65
Apprenti, 1ère année — Apprentice, 1st year	1 25
Apprenti, 2ème année — Apprentice, 2nd year	1 40
Conducteur de tracteur RD 6 ou 7 — Tractor (RD 6 or 7) operator	1 55
Préposé aux autres tracteurs — Operator of other tractors	1 50
Préposé aux tracteurs de ferme — Operator of farm tractors	1 30
Poseur de linoléum — Linoleum layer	1 50
Apprenti, 1ère année — Apprentice, 1st year	1 20
Couvreur: composition, gravier, sable, asphalte — Roofer: composition, gravel, sand, asphalt	1 35
Préposé aux bouilloires (asphalte de couverture) — Kettleman (roofing asphalt)	1 35
Polisseur de terrazzo à sec — Terrazzo polisher (dry)	1 50
1er semestre — 1st six months	1 40
Gardien sur chantier (nuit et jour, dimanche et fête) maximum 72 heures par semaine — Watchman on job (night and day, Sundays and holidays) maximum of 72 hours per week	1 15
Chauffeur de camion employé directement par les entrepreneurs de l'industrie de la construction — Truck driver employed directly by construction contractors	1 20
Par semaine (maximum 60 heures) — Per week (maximum of 60 hours)	60 50
Mécanicien en tuyauterie, plombier — Pipe Mechanic, Plumber:	
Entrepreneur, services personnels — Contractor (personal services)	2 15
Compagnon — Journeyman	1 60
Compagnon junior, 1 an — Junior journeyman (1 year)	1 40
Soudeur en tuyauterie — Pipe welder	1 55"

3° L'alinéa suivant est ajouté au paragraphe « a » de l'article V:

« Dans la zone IV, la durée maximum du travail à temps simple est de dix (10) heures par jour, réparties entre 7 a.m. et 6 p.m. les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi et de cinq (5) heures réparties entre 7 a.m. et midi le samedi, le tout devant constituer une durée maximum de cinquante-cinq (55) heures par semaine à temps simple ».

4° L'alinéa suivant est ajouté au paragraphe « b » de l'article V:

« Dans la zone IV, la durée du travail ne doit en aucune cas excéder dix (10) heures par jour ».

5° L'alinéa suivant est ajouté au paragraphe « e » de l'article V:

« Dans la zone IV, la durée maximum de travail est de cinquante-cinq (55) heures pendant une même semaine de calendrier ».

6° L'alinéa suivant est ajouté au paragraphe « a » de l'article VII:

« Dans la zone IV, ce travail reste sujet à la limite de dix (10) heures par jour ».

7° Le paragraphe « d » de l'article IX est remplacé par le suivant:

« d) En dehors de la zone I, un employeur peut, pour fins de salaires, embaucher à titre d'apprenti tout salarié qui ne possède pas sa carte de compétence, pourvu qu'il s'en tienne au nombre des apprentis prévus par le présent article ».

8° Les alinéas 1 et 2 du paragraphe « i » de l'article IX sont remplacés par les suivants:

« 1. Charpentier-menuisier: un (1) apprenti par cinq (5) compagnons ou fraction de ce nombre; dans la zone IV, un (1) apprenti par deux (2) compagnons ou fraction de ce nombre.

3. The following sub-paragraph is added to paragraph "a" of article V:

"In zone IV, the maximum duration of work at straight time consists of ten (10) hours per day distributed between 7:00 a.m. and 6:00 p.m. on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday and five (5) hours, distributed between 7:00 a.m. and 12:00 (noon) on Saturday, making a maximum of fifty-five (55) hours per week at straight time."

4. The following sub-paragraph is added to paragraph "b" of article V:

"In zone IV, the duration of work shall never exceed ten (10) hours per day."

5. The following sub-paragraph is added to paragraph "e" of article V:

"In zone IV, the maximum duration of work shall be fifty-five (55) hours for a same calendar week."

6. The following sub-paragraph is added to paragraph "a" of article VII:

"In zone IV, this work is subject to the limit of ten (10) hours per day."

7. Paragraph "d" of article IX is replaced by the following:

"d) As regards wages, employers may, outside zone I, hire employees not certificated to work as apprentices providing the number of apprentices limited under the present article be observed.

8. Sub-paragraphs 1 and 2 of paragraph "i" of article IX are replaced by the following:

"1. Carpenter-joiner: one (1) apprentice to five (5) journeymen or fraction thereof; in zone IV, one (1) apprentice to two (2) journeymen or fraction thereof."

2. Briqueteur, peintre: un (1) apprenti par quatre (4) compagnons ou fraction de ce nombre; dans la zone IV, un (1) apprenti par deux (2) compagnons ou fraction de ce nombre ».

9° Le paragraphe « j » de l'article IX est remplacé par le suivant:

« j) *Taux de salaires des apprentis*: Les taux horaires minima sont les suivants:

Apprenti briqueteur, maçon et plâtrier — Apprentice bricklayer, mason and plasterer:

	1ère année	2ième année	3ième année	4ième année
	1st year	2nd year	3rd year	4th year
Zone I	\$1.10	\$1.40	\$1.65	\$1.80
Zone II	1.05	1.35	1.60	1.75
Zone III	0.95	1.25	1.50	1.65
Zone IV	0.95	1.25	1.45	1.60

Autres apprentis — Other apprentices:

Zone I	1.05	1.25	1.45	1.60
Zone II	1.00	1.20	1.40	1.55
Zone III	0.90	1.10	1.30	1.45
Zone IV	0.90	1.10	1.25	1.40

10° L'alinéa suivant est ajouté à l'article X et au paragraphe « a » de l'article XI:

« Cet article ne s'applique pas dans la zone IV, sauf si le salarié est déplacé par son employeur ».

11° Le 2ème alinéa du paragraphe « e » de l'article II est remplacé par le suivant:

« Toutefois, les travaux de construction de ponts exécutés pour le compte de l'un ou l'autre de ces départements sont assujettis au décret. »

L. DÉSILETS,

Greffier du Conseil Exécutif.

58600-o

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 1833

Section « B »

Québec, 31 août 1961.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie de la chapellerie pour dames et enfants dans la province.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la chapellerie pour dames et enfants dans la province de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 142 du 22 janvier 1947 et amendements, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 22 juillet 1961;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 142, soit modifié comme suit:

1° Le paragraphe « a-1 » de l'article III est remplacé par le suivant:

« III. *Salaires minima*: a-1) Les taux de salaires minima sont les suivants pour les salariés qualifiés de chacun des métiers ci-après:

“2. Bricklayer, painter: one (1) apprentice to four (4) journeymen or fraction thereof; in zone IV, one (1) apprentice to two (2) journeymen or fraction thereof.”

9. Paragraph “j” of article IX is replaced by the following:

“j) *Wage rates of apprentices*: The following shall be the minimum wage rates of apprentices:

	1ère année	2ième année	3ième année	4ième année
	1st year	2nd year	3rd year	4th year

10. The following sub-paragraph is added to article X and to paragraph “a” of article XI:

“This article does not apply in zone IV, except when the travelling of the employee is required by the employer.”

11. The second sub-paragraph of paragraph “e” of article II is replaced by the following:

“However, bridge construction operations carried out on behalf of anyone of these Departments are subject to the decree.”

L. DÉSILETS,

Clerk of the Executive Council.

58600-o

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 1833

Section “B”

Quebec, August 31, 1961.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments of the decree relating to the women's and children's headwear industry in the province of Quebec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the women's and children's headwear industry in the province of Quebec, rendered obligatory by the decree number 142 of January 22, 1947 and amendments, have petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council some amendments to the said decree;

WHEREAS the petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of July 22, 1961;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour;

THAT the said decree, number 142, be amended as follows:

1. Paragraph “a-1” of article III is replaced by the following:

“III. *Minimum wages*: a-1) The minimum wage rates shall be as follows in each of the following trades (crafts):

Semaine régulière de travail

Standard work week
37½ heures — 37½ hours

Métiers — Trade (Crafts):	Par semaine Per week	L'heure per hour
Préposé au blocage à la main — Hand Blockers	\$77.00	\$2.053
Bloqueur — Blockers	71.80	1.915
Coupeur — Cutters	69.40	1.851
Préposé à la couture des tissus — Fabric Operators	69.40	1.851
Préposé à la couture des pailles — Straw Operators	69.40	1.851
Drapeuse — Drapers	49.40	1.317
Drapeuse préposée aux garnitures — Trimmer-Drapers	44.60	1.19
Préposée aux garnitures — Trimmers	41.40	1.104
Employés généraux — General workers	37.00	0.987
Expéditeur: (doit recevoir le salaire actuel hebdomadaire nonobstant la réduction des heures et une augmentation de \$3.00 par semaine, tel que stipulé à l'article III (a-3) ci-dessous) — Shippers: shall receive their present weekly salaries notwithstanding reduced hours as above and an additional \$3.00 increase per week, as stated in article III (a-3) below.)		

2° Les taux des commençants apparaissant au paragraphe « a-2 » de l'article III sont remplacés par les suivants:

2. The starting rates in article III, paragraph "a-2" are replaced by the following:

Taux des commençants — Starting rate schedule

Préposé aux garnitures — For trimmers:

1ers 3 mois — First 3 months	\$28.00	\$0.745
3 mois à 6 mois — 3 months to 6 months	30.00	0.80
6 mois à 9 mois — 6 months to 9 months	33.00	0.88
9 mois à 12 mois — 9 months to 12 months	35.00	0.933
12 mois à 15 mois — 12 months to 15 months	38.00	1.014
15 mois à 18 mois — 15 months to 18 months	40.00	1.067
18 mois et plus — 18 months and thereafter	41.40	1.104

Taux des commençants — Starting rate schedule

Drapeuse préposée aux garnitures — For trimmer-drapers:

1er 3 mois — First 3 months	28.00	0.745
3 mois à 6 mois — 3 months to 6 months	30.00	0.80
6 mois à 9 mois — 6 months to 9 months	33.00	0.88
9 mois à 12 mois — 9 months to 12 months	35.00	0.933
12 mois à 15 mois — 12 months to 15 months	38.00	1.014
15 mois à 18 mois — 15 months to 18 months	40.00	1.067
18 mois à 21 mois — 18 months to 21 months	43.00	1.147
21 mois et plus — 21 months and thereafter	44.60	1.19

Taux des commençants — Starting rate schedule

Drapeuse — For drapers:

1ers 3 mois — First 3 months	28.00	0.745
3 mois à 6 mois — 3 months to 6 months	30.00	0.80
6 mois à 9 mois — 6 months to 9 months	33.00	0.88
9 mois à 12 mois — 9 months to 12 months	35.00	0.933
12 mois à 15 mois — 12 months to 15 months	38.00	1.014
15 mois à 18 mois — 15 months to 18 months	40.00	1.067
18 mois à 21 mois — 18 months to 21 months	43.00	1.147
21 mois à 24 mois — 21 months to 24 months	45.00	1.20
24 mois à 27 mois — 24 months to 27 months	47.00	1.253
27 mois à 30 mois — 27 months to 30 months	49.00	1.307
30 mois et plus — 30 months and thereafter	49.40	1.317

Taux des commençants — Starting rate schedule

Préposé à la couture des tissus et des pailles — For fabric and straw operators:

1ers 3 mois — First 3 months	32.00	0.853
3 mois à 6 mois — 3 months to 6 months	36.00	0.96
6 mois à 9 mois — 6 months to 9 months	40.00	1.067
9 mois à 12 mois — 9 months to 12 months	45.00	1.20
12 mois à 15 mois — 12 months to 15 months	49.00	1.307
15 mois à 18 mois — 15 months to 18 months	53.00	1.413
18 mois à 21 mois — 18 months to 21 months	58.00	1.547
21 mois à 24 mois — 21 months to 24 months	62.00	1.653
24 mois à 27 mois — 24 months to 27 months	66.00	1.76
27 mois et plus — 27 months and thereafter	69.40	1.851

Taux des commençants — Starting rate schedule

Employés généraux — For general workers:

1ers 3 mois — First 3 months	28.00	0.745
3 mois à 6 mois — 3 months to 6 months	31.00	0.827
6 mois à 9 mois — 6 months to 9 months	34.00	0.907
9 mois et plus — 9 months and thereafter	37.00	0.987

3° Le nouveau paragraphe « a-3 » suivant est ajouté à l'article III:

« a-3) À compter de la 1ère semaine de paye commençant après la date de publication du présent arrêté dans la *Gazette officielle de Québec*, les majorations suivantes devront être accordées à tous les salariés, à savoir:

- i. \$2.00 par semaine à tous les apprentis en plus de leur salaire régulier.
- ii. \$3.00 par semaine pour tous les préposés aux garnitures, drapeuse préposée aux garnitures, drapeuses, préposés à la couture, expéditeurs, et coupeurs (homme ou femme) en plus de leur salaire régulier.
- iii. \$4.00 par semaine pour tous les bloqueurs, bloqueurs à la main en plus de leur salaire régulier ».

4° L'article XIV est remplacé par le suivant: « XIV. *Durée du décret*: Le présent décret est valable à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*, et demeure en vigueur jusqu'au 15 février 1963. Il se renouvelle automatiquement d'année en année, par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant le 15 février 1963 ou avant le 15 février de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail ».

58600-o L. DÉSILETS,
Greffier du Conseil Exécutif.

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 1833
Section « C »

Québec, 31 août 1961.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la prolongation du décret relatif à l'industrie du Fer et du Bronze d'ornementation dans la région de Montréal.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le décret numéro 660 du 19 juin 1958 et amendements, relatif à l'industrie du Fer et du Bronze d'ornementation dans la région de Montréal, soit de nouveau prolongé jusqu'au 30 novembre 1961.

58600-o L. DÉSILETS,
Greffier du Conseil Exécutif.

3° The following new paragraph "a-3" is added to article III:

"a-3. Effective with the first pay week commencing after the date of publication of this Order in the *Quebec Official Gazette*, the following increases shall be granted to all employees, to wit:

- i. \$2.00 per week for all apprentices over and above their present wages;
- ii. \$3.00 per week for all trimmers, trimmers-drapers, drapers, operators, shippers and cutters (male and female) over and above their present wages;
- iii. \$4.00 per week for all blockers and hand blockers, over and above their present wages."

4. Article XIV is replaced by the following: "XIV. *Duration of the decree*: The present decree comes into force from the date of its publication in the *Quebec Official Gazette* and remains in force until February 15, 1963. It then renews itself automatically from year to year unless one of the contracting parties notifies the other party, in writing, to the contrary within the period extending from the sixtieth (60th) to the thirtieth (30th) day before February 15, 1963 or before February 15 of any subsequent year. Such a notice must also be filed with the Minister of Labour."

58600-o L. DÉSILETS,
Clerk of the Executive Council.

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 1833
Section "C"

Quebec, August 31, 1961.

Present: The Lieutenant-Governor in council.

CONCERNING an extension of the duration of the decree relating to the ornamental iron and bronze industry in the region of Montreal.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT decree number 660 of June 19, 1958 and amendments, relating to the ornamental iron and bronze industry in the region of Montreal be again extended until November 30, 1961.

58600-o L. DÉSILETS,
Clerk of the Executive Council.

Chartes — Abandon de

Cimon Iron Works Ltd

Prenez avis que la compagnie « Cimon Iron Works Ltd » demandera au procureur général la permission d'abandonner sa charte.

58606-o Le Procureur de la compagnie,
(S) ME GILLES HÉBERT.

Le Club des Moose de Montréal, 1111 Inc.

Prenez avis que la compagnie « Le Club des Moose de Montréal, 1111 Inc. » demandera au Procureur général la permission d'abandonner sa charte.

58618-o Montréal, le 21 août 1961.
Le Procureur de la compagnie,
GASTON DUBREUIL.

Charters — Surrender of

Cimon Iron Works Ltd

Notice is hereby given that "Cimon Iron Works Ltd" will apply to the Attorney General of the Province of Quebec to ask a permission to surrender its charter.

58606-o (S) ME GILLES HÉBERT,
Company's Attorney.

Le Club des Moose de Montréal, 1111 Inc.

Notice is hereby given that the company "Le Club des Moose de Montréal, 1111 Inc." will seek permission from the Attorney General to abandon its charter.

58618-o Montreal, August 21, 1961.
GASTON DUBREUIL,
Proctor of the company.

J. P. Normand Ltée

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « J. P. Normand Ltée », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social en la cité de Montréal, s'adressera au Procureur général de la province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Daté à Montréal, ce 29^e jour d'août 1961.

Le Secrétaire,

58619-0 Mme MARIE REINE CHOUINARD.

A. Wesley Mason & Son Ltd.

Avis est donné que la compagnie « A. Wesley Mason & Son Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec en date du 6 octobre 1944, et ayant son siège social en la cité de Montréal, a l'intention de s'adresser au Secrétaire de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, 5 septembre 1961.

Les Procureurs de la compagnie,

MACKLAIR, CHISHOLM, SMITH,
DAVIS, ANGLIN & LAING.

58635

Clin Ltd.

Avis est donné conformément à la Loi des compagnies de Québec que la compagnie « Clin Ltd. », demandera la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 5 septembre 1961.

Le Secrétaire,

58636 (Signé) NICOLAS MATEESCO.

J. P. Normand Ltée

Notice is hereby given that "J. P. Normand Ltée", a corporation constituted under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Attorney General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter.

Dated at Montreal, this 29th day of August, 1961.

Secretary,

58619-0 Mme MARIE REINE CHOUINARD.

A. Wesley Mason & Son Ltd.

Notice is hereby given that "A. Wesley Mason & Son Ltd.", incorporated by letters patent under Part I of the Quebec Companies Act dated October 6, 1944 and having its head office at the city of Montreal, intends to apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter.

Montreal, September 5, 1961.

Solicitors for the company,

MACKLAIR, CHISHOLM, SMITH,
DAVIS, ANGLIN & LAING.

58635-0

Clin Ltd.

Notice is given pursuant to the Quebec Companies Act that "Clin Ltd.", will apply for leave to surrender its charter.

Montreal, September 5, 1961.

(Signed) Secretary,

58636 NICOLAS MATEESCO.

**Divers
Compagnies**

(P.G. 12866-60)

Dupont Automobile Ltée**Règlement # 3**

Il est statué par le règlement # 3 que le nombre des directeurs composant le bureau de direction de la compagnie soit augmenté de cinq à sept directeurs.

Certifié vraie copie d'un règlement adopté à une assemblée des directeurs tenue le 17 avril 1961, et ratifié à une assemblée générale des actionnaires dûment convoquée à cette fin et tenue le 17 avril 1961 à Alma, à laquelle assemblée les actionnaires présents ou représentés détenaient 150 actions ordinaires sur un total de 185 actions souscrites et payées, lesdits actionnaires ont voté unanimement ledit règlement.

Le Secrétaire,

58604-0 GASTON CÔTÉ.

(P.G. 12563-57)

Les Petits Chanteurs de Granby Inc.

Extrait du règlement spécial B de la corporation ci-haut mentionnée, tel qu'adopté à une assemblée tenue le 26 mars 1961, concernant l'augmentation du nombre des directeurs de neuf à treize:

« Conseil d'administration: Les affaires de la corporation sont conduites et administrées par un conseil d'administration composé de treize membres, soit cinq officiers et huit directeurs. »

Certifiée vraie copie.

Le Secrétaire-trésorier,

58605-0 MARCEL CHAPDELAINÉ, C.P.E.

**Miscellaneous
Companies**

(A.G. 12866-60)

Dupont Automobile Ltée**By-law # 3**

It is stated by by-law # 3 that the number of directors forming the board of directors of the company be increased from five to seven directors.

Certified true copy of a by-law adopted at a meeting of the directors held on April 17, 1961, and ratified at a general meeting of the shareholders duly called for this purpose and held on April 17, 1961, at Alma, at which meeting the shareholders present or represented held 150 common shares out of a total of 185 shares subscribed and paid, the said shareholders have unanimously voted the said by-law.

Secretary,

58604 GASTON CÔTÉ.

(A.G. 12563-57)

Les Petits Chanteurs de Granby Inc.

Extract of special by-law B of the above-mentioned corporation, as adopted at a meeting held on March 26, 1961, concerning the increasing of the number of directors from nine to thirteen:

"Board of directors: The corporation's business will be directed and managed by a board of directors composed of thirteen members, that is, five officers and eight directors."

Certified true copy.

Secretary-Treasurer,

58605 MARCEL CHAPDELAINÉ, C.P.E.

(P.G. 13242-61)

Industrial Life Holding Inc.

Règlement No 37

Le nombre des directeurs de la compagnie « Industrial Life Holding Inc. » est changé de neuf (9) qu'il était auparavant à celui de cinq (5) et le règlement No 33 de la compagnie est modifié en conséquence.

Vraie copie certifiée, Montréal, le 3 août 1961.

Le Secrétaire,

PIERRE MERCIER.

58614-o

(A.G. 13242-61)

Industrial Life Holding Inc.

By-law No. 37

The number of the directors of the company "Industrial Life Holding Inc." is changed from nine (9) that it was previously to five (5) and by-law No. 33 of the company is modified accordingly.

Certified true copy, Montreal, August 3, 1961.

PIERRE MERCIER,

Secretary.

58614-o

(P.G. 2297-47)

International Food Distributors Corp.

Règlement No « A »

Qu'il soit décrété et il est décrété comme étant un règlement de la compagnie « International Food Distributors Corp. » (ici nommée la « compagnie »), ce qui suit:

1^o Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est augmenté de trois (3) à quatre (4) de sorte que le conseil d'administration de la compagnie sera dorénavant composé de quatre (4) directeurs.

2^o Trois (3) directeurs constitueront un quorum à toute assemblée du conseil d'administration.

3^o Tous les règlements, résolutions et procédures antérieurs de la compagnie incompatibles à celui sont amendés, modifiés et révisés de manière à donner effet à ce règlement.

Vraie copie certifiée du règlement No « A » de la compagnie « International Food Distributors Corp. », lequel a été dûment décrété à une assemblée du conseil d'administration de la compagnie, dûment tenue le 19^e jour d'avril 1961, et subséquemment confirmé par le vote unanime de tous les actionnaires de la compagnie, présents ou représentés, à une assemblée générale spéciale des actionnaires tenue le 19^e jour d'avril 1961.

Daté ce 6^e jour de juillet 1961.

Le Secrétaire,

HILDA HAHAMOVITCH.

58616

(A.G. 2297-47)

International Food Distributors Corp.

By-law No. "A"

Be it enacted and it is hereby enacted as a by-law of "International Food Distributors Corp." (herein called the "Company"), as follows:

1. The number of directors of the company be and the same is hereby increased from three (3) to four (4) so that the board of directors of the company shall hereafter be composed of four (4) directors.

2. Three (3) directors shall constitute a quorum at any meeting of the board of directors.

3. All prior by-laws, resolutions and proceedings of the company inconsistent herewith are hereby amended, modified and revised in order to give effect to this by-law.

Certified to be a true copy of by-law No. "A" of "International Food Distributors Corp.", which was duly enacted at a meeting of the board of directors of the company, duly held on the 19th day of April, 1961, and was subsequently confirmed by the unanimous vote of all the shareholders of the company, present or represented, at a special general meeting of the shareholders held on the 19th day of April, 1961.

Dated this 6th day of July, 1961.

HILDA HAHAMOVITCH,

Secretary.

58616-o

(P.G. 15491-60)

La Salle Foods Limited,

Produits Alimentaires La Salle Limitée

Règlement spécial « B »

Règlement augmentant le nombre des directeurs de la compagnie de trois (3) à cinq (5).

Qu'il soit décrété et il est décrété comme étant le règlement spécial « B » de la compagnie « La Salle Foods Limited, Produits Alimentaires La Salle Limitée » (ici nommée la « compagnie »), ce qui suit:

1^o Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est augmenté de trois (3) à cinq (5) de sorte que le conseil d'administration soit dorénavant composé de cinq (5) directeurs.

2^o Trois (3) directeurs constitueront un quorum à toute assemblée du conseil d'administration.

3^o Tous les règlements, résolutions et procédures antérieurs de la compagnie incompatibles à celui sont amendés, modifiés et révisés de manière à donner effet à ce règlement.

Vraie copie certifiée du règlement spécial « B » de la compagnie « La Salle Foods Limited, Produits Alimentaires La Salle Limitée », décrété par les directeurs à une assemblée tenue le 7^e jour d'avril 1961, et unanimement confirmé à une assemblée générale spéciale des actionnaires tenue ce même jour.

Le Secrétaire-trésorier,

BRUCE O'N HYLAND.

58617

(A.G. 15491-60)

La Salle Foods Limited,

Produits Alimentaires La Salle Limitée

Special by-law "B"

Being a by-law increasing the number of directors of the company from three (3) to five (5).

Be it enacted and is hereby enacted as special by-law "B" of "La Salle Foods Limited, Produits Alimentaires La Salle Limitée" (herein called the "Company"), as follows:

1. The number of directors of the company be and the same is hereby increased from three (3) to five (5) so that the board of directors shall hereafter be composed of five (5) directors.

2. Three (3) directors shall constitute a quorum at any meeting of the board of directors.

3. All prior by-laws, resolutions and proceedings of the company inconsistent herewith are hereby amended, modified and revised in order to give effect to this by-law.

Certified a true copy of special by-law "B" of "La Salle Foods Limited, Produits Alimentaires La Salle Limitée", enacted by the directors at a meeting held on the 7th day of April, 1961, and unanimously confirmed at a special general meeting of the shareholders held on the same day.

BRUCE O'N HYLAND,

Secretary-Treasurer.

58617-o

A. Wesley Mason & Son Ltd.

Le règlement spécial « B » adopté par les directeurs de la compagnie « A. Wesley Mason & Son Ltd. », le 29 août 1961, prévoit la distribution immédiate de tout l'actif de la compagnie au pro rata entre ses actionnaires conformément à l'article 90 de la Loi des compagnies de Québec et autorise les directeurs et les officiers de la compagnie à prendre toute action qui peut être requise à cette fin.

Montréal, 5 septembre 1961.

Les Procureurs de la compagnie,
 MACKLAIER, CHISHOLM, SMITH,
 DAVIS, ANGLIN & LAING.

58635

A. Wesley Mason & Son Ltd.

Special by-law "B", adopted by the directors of "A. Wesley Mason & Son Ltd.", on August 29, 1961, provides for the immediate the distribution of all of the assets of the company ratably among its shareholders pursuant to section 90 of the Quebec Companies Act and authorizes the directors and officers of the company to take all such action as may be required for such purpose.

Montreal, September 5, 1961.

MACKLAIER, CHISHOLM, SMITH,
 DAVIS, ANGLIN & LAING,
Solicitors for the company.

58635-0

Sièges sociaux**Hôpital Notre-Dame de Lourdes**

Avis est, par les présentes, donné que la corporation « Hôpital Notre-Dame de Lourdes », constituée en corporation par lettres patentes en date du 24 novembre 1960, a établi son bureau et siège social à 1870 Boulevard Pie IX, en les cité et district de Montréal, province de Québec.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la corporation comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, le neuvième jour d'août 1961.

Hôpital Notre-Dame de Lourdes,
La Supérieure,
 SOEUR ALBERT DE JÉRUSALEM.

58607-0

**Les Pétroles Tremblay Ltée
Tremblay Petroleum Ltd.**

Avis est donné que la compagnie « Les Pétroles Tremblay Ltée — Tremblay Petroleum Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes selon la Loi des compagnies de Québec, en date du 22 juin 1961, et ayant son bureau principal dans la ville de Victoriaville, district d'Arthabaska, a établi son bureau au numéro 8a, rue Dubord, à Victoriaville, dans le district d'Arthabaska.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Victoriaville, ce vingt et unième jour d'août 1961.

Les Pétroles Tremblay Ltée,
Le Président,
 SYLVIO TREMBLAY.

58608-0

(Sec. P. 736-55)

**Bristol Quebec Mining Co., Limited
(Loi des compagnies à fonds social étrangères)**

Avis est donné que, par une nouvelle procuration en date du 13 juin 1961, dont une copie a été transmise au Secrétaire de la province, le bureau principal dans la province de Québec de la compagnie « Bristol Quebec Mining Co., Limited », une compagnie à fonds social étrangère dûment autorisée à exercer son commerce dans ladite province, en vertu de la Loi des compagnies à fonds social étrangères ci-haut mentionnée, a été changé de 215 ouest, rue St-Jacques, en la cité de Montréal, à 129 ouest, rue St-Jacques, dans ladite cité, et dans le district judiciaire de Montréal.

Avis est aussi donné que, selon la nouvelle procuration ci-haut mentionnée, M. Arthur M.

Head Offices**Hôpital Notre-Dame de Lourdes**

Notice is hereby given that "Hôpital Notre-Dame de Lourdes", company incorporated by letters patent bearing the date of November 24, 1960, has established its office at 1870 Pie IX Boulevard, city of Montreal, district of Montreal, Province of Quebec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Given at Montreal, this nine day of August, 1961.

Hôpital Notre-Dame de Lourdes,
 SOEUR ALBERT DE JÉRUSALEM,
Superior.

58607-0

**Les Pétroles Tremblay Ltée
Tremblay Petroleum Ltd.**

Notice is hereby given that "Les Pétroles Tremblay Ltée — Tremblay Petroleum Ltd.", incorporated by letters patent under the Quebec Companies Act dated June 22, 1961, and having its head office in the town of Victoriaville, district of Arthabaska, has established its office at number 8a Dubord Street, Victoriaville, in the district of Arthabaska.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Victoriaville, this twenty-first day of August, 1961.

Les Pétroles Tremblay Ltée,
 SYLVIO TREMBLAY,
President.

58608

(P. Sec. 736-55)

**Bristol Quebec Mining Co., Limited
(Extra-Provincial Companies Act)**

Notice is hereby given that, by new power of attorney, dated June 13, 1961, a copy of which has been transmitted to the Provincial Secretary, the principal office in the Province of Quebec of "Bristol Quebec Mining Co., Limited", an extra-provincial company duly licensed to carry on business in the said Province, in virtue of the above-mentioned Extra-Provincial Companies Act, has been changed from 215 St. James Street West, in the city of Montreal, to 129 St. James Street West, in the said city, and in the judicial district of Montreal.

Notice is also given that, according to the above-mentioned new power of attorney, Mr.

Minnion, c.r., de 129 ouest, rue St-Jacques, dans ladite cité de Montréal, demeure l'agent principal, dans cette province, de ladite compagnie.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 1er jour de septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58620

RAYMOND DOUVILLE.

Laporte & Loiselle Inc.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Laporte & Loiselle Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en vertu de la Loi des compagnies de Québec, le douzième jour de juillet 1961, et ayant son siège social en la province de Québec, district de Montréal, a établi son bureau à 1197 rue Ropery, suite 2, Montréal, district de Montréal, Québec.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce huitième jour d'août 1961.

Le Président,

JOFFRE LAPORTE.

58621

(Sec. P. 420-57)

Wabush Iron Co. Limited

(Loi des compagnies à fonds social étrangères)

Avis est donné que, par une nouvelle procuration en date du 13 juin 1961, dont une copie a été transmise au Secrétaire de la province, le bureau principal dans la province de Québec de la compagnie « Wabush Iron Co. Limited », une compagnie à fonds social étrangère dûment autorisée à exercer son commerce dans ladite province, en vertu de la Loi des compagnies à fonds social étrangères ci-haut mentionnée, a été changé de 215 ouest, rue St-Jacques, dans la cité de Montréal, à 129 ouest, rue St-Jacques, dans ladite cité, et dans le district judiciaire de Montréal.

Avis est aussi donné que, selon la nouvelle procuration ci-haut mentionnée, M. Arthur M. Minnion, c.r., de 129 ouest, rue St-Jacques, dans ladite cité de Montréal, demeure l'agent principal, dans cette province, de ladite compagnie.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 1er jour de septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

58622

Quebec Imports Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Quebec Imports Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes de la province de Québec, le 25e jour de novembre 1960, et ayant son siège social à Montréal, où son bureau était situé jusqu'à aujourd'hui à Chambre 509, 606 rue Cathcart, l'a déménagé à Suite 110, 915 rue Windsor.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à Montréal, ce 24e jour de juin 1961.

Le Président,

MAURICE GERMAIN.

58630

Davidson (Bonavista) Inc.

Avis est donné que la compagnie « Davidson (Bonavista) Inc. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des com-

Arthur M. Minnion, Q.C., of 129 St. James Street West, in the said city of Montreal, remains as chief agent, in this Province, of the said company.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58620-o Assistant Secretary of the Province.

Laporte & Loiselle Inc.

Notice is hereby given that "Laporte & Loiselle Inc.", incorporated by letters patent under the Quebec Companies Act on the twelfth day of July, 1961, and having its head office in the Province of Quebec, district of Montreal, has established its office at 1197 Ropery Street, suite 2, Montreal, district of Montreal, Quebec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this eighth day of August, 1961.

JOFFRE LAPORTE,

President.

58621-o

(P. Sec. 420-57)

Wabush Iron Co. Limited

(Extra-Provincial Companies Act)

Notice is hereby given that, by new power of attorney, dated June 13, 1961, a copy of which has been transmitted to the Provincial Secretary, the principal office in the Province of Quebec of "Wabush Iron Co. Limited", an extra-provincial company duly licensed to carry on business in the said Province, in virtue of the above-mentioned Extra-Provincial Companies Act, has been changed from 215 St. James Street West, in the city of Montreal, to 129 St. James Street West, in the said city, and in the judicial district of Montreal.

Notice is also given that, according to the above-mentioned new power of attorney, Mr. Arthur M. Minnion, Q.C., of 129 St. James Street West, in the said city of Montreal, remains as chief agent, in this Province, of the said company.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58622-o Assistant Secretary of the Province.

Quebec Imports Ltd.

Notice is hereby given that "Quebec Imports Ltd.", incorporated by letters patent of the Province of Quebec, on the 25th day of November, 1960, and having its head office in Montreal, where its office was situated up to today at Room 509, 606 Cathcart Street, has moved it to Suite 110, 915 Windsor Street.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 24th day of June, 1961.

MAURICE GERMAIN,

President.

58630-o

Davidson (Bonavista) Inc.

Notice is hereby given that "Davidson (Bonavista) Inc.", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act by letters patent dated

pagnies de Québec par lettres patentes en date du 25e jour de mai 1960, a déménagé son siège social de 5165 ouest, rue Sherbrooke, en la cité de Montréal, à Chambre 1000, 1255, rue University, Montréal, Québec.

Daté à Montréal, ce 24e jour d'août 1961.

(Sceau)
58631

Le Secrétaire,
SIMON DAVIDSON.

Rainbow Oil & Gas Ltd.
(No Personal Liability)

Avis est donné que la compagnie « Rainbow Oil & Gas Ltd. » (No Personal Liability), constituée en corporation par lettres patentes en date du 16 novembre 1960, en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social en les cité et district de Montréal, a établi son bureau au 491 carré Victoria.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Daté à Montréal, Québec, ce 5e jour de septembre 1961.

58637

Le Président,
LOUIS CAMERON DES BOIS.

World Wide Enterprises Corporation

Avis est donné que la compagnie « World Wide Enterprises Corporation », constituée en corporation dans la province de Québec par lettres patentes accordées en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 28e jour d'octobre 1960, et ayant son siège social en la cité de Montréal, a établi son bureau à 491, carré Victoria, Montréal 1, P.Q.

Daté à Montréal, P.Q., ce 5e jour de septembre 1961.

58638

Le Président,
LÉONARD S. LEIFFER.

the 25th day of May, 1960, has moved its head office from 5165 Sherbrooke Street West in the city of Montreal, to Room 1000, 1255 University Street, Montreal, Quebec.

Dated at Montreal, this 24th day of August, 1961.

(Seal)
58631-o

SIMON DAVIDSON,
Secretary.

Rainbow Oil & Gas Ltd.
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that "Rainbow Oil & Gas Ltd." (No Personal Liability), incorporated by letters patent dated November 16, 1960, under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act, and having its head office in the city and district of Montreal, has established its office at 491 Victoria Square.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Dated at Montreal, Quebec, this 5th day of September, 1961.

58637-o

LOUIS CAMERON DES BOIS,
President.

World Wide Enterprises Corporation

Notice is hereby given that "World Wide Enterprises Corporation", incorporated in the Province of Quebec by letters patent granted under Part I of the Quebec Companies Act, on the 28th. day of October, 1960, and having its head office in the city of Montreal, has established its office at 491 Victoria Square, Montreal 1, P.Q.

Dated at Montreal, P.Q., this 5th. day of September, 1961.

58638-o

LÉONARD S. LEIFFER,
President.

Examen des Agronomes

Agronomists Examination

Aspirants à l'étude de l'Agronomie — Candidates to the study of Agriculture

LA CORPORATION DES AGRONOMES DE LA PROVINCE DE QUÉBEC
Aspirants à l'étude de l'agronomie — Candidates to the study of Agriculture

Tableau contenant les noms, prénoms, âge et domicile des aspirants à l'étude de l'agronomie ainsi que le nom de la dernière institution où ils ont étudié.
Table containing the names, surnames, age and residence of candidates to the study of Agriculture and also the name of the last institution where they have studied.

Noms et prénoms Names and surnames	Domicile Residence	Age	Institutions
Basque, Sylvain.....	34 — 66e Avenue, Pointe-aux-Trembles, Montréal 5, P.Q.....	20	
Beaumont, Gaston.....	3293 — 1ère Avenue, Limoilou, P.Q.....	19	Collège Roussin, École Secondaire St-Jean- de-Bréboeuf.
Bédard, Rénéald.....	982, rue Cartier, Shawinigan, comté de St-Maurice, P.Q.....	17	Institut Agricole d'Oka.
Béland, Roger.....	2258, rue d'Iberville, Montréal 24, P.Q.....	18	École Secondaire Meilleur.
Bergeron, Zénon.....	Danville, comté de Richmond, P.Q.....	18	Institut Agricole d'Oka.
Bernier, Pierre-Julien.....	St-Charles, comté de Bellechasse, P.Q.....	21	Séminaire de Québec.
Blanchard, Henri-Paul.....	2186, rue Nicolet, Montréal 4, P.Q.....	18	École Secondaire Chomedey de Maisonneuve.
Bolduc, Louis-Aimé.....	St-Alfred, comté de Beauce, P.Q.....	18	Collège St-Joseph de Beauce.
Boucher, Jean-Marie.....	Rue St-Pierre, St-Pacôme, comté de Kamouraska, P.Q.....	28	Faculté d'Agriculture de Ste-Anne-de-la-Pocatière.
Boulé, Alain.....	St-Constant, comté de Laprairie, P.Q.....	25	Séminaire de St-Jean.

Noms et prénoms Names and surnames	Domicile Residence	Age	Institutions
Bourassa, André	C.P. 172 Banlieu de Trois-Rivières, comté de St-Maurice, P.Q.	20	École d'Agriculture de St-Barthélemy.
Bradley, Keith T.	Box 188, Knowlton, county of Brome, P.Q.	38	Macdonald College.
Brulotte, Jacques	12, rue Bouchard, Lauzon, comté de Lévis, P.Q.	19	Institut Agricole d'Oka.
Bruneau, Yvon	St-Henri, comté de Lévis, P.Q.	18	Collège Notre-Dame de Lévis.
Casey, Donald	528 Lansdowne Avenue, Westmounth, Montreal 6, P.Q.	20	Loyola College.
Cayer, Marc	C.P. 149, St-Raymond, comté de Portneuf, P.Q.	18	Institut Agricole d'Oka.
Chamko, Yvan	R.R. no 1, St-Chrysostôme, comté de Châteauguay, P.Q.	18	Collège Sacré-Coeur de Ste-Martine.
Chaput, André	1869, rue William David, Montréal 4, P.Q.	22	École Secondaire Chomedey de Maisonneuve.
Chartier, Bernard	R.R. no 1, Kiamika, comté de Labelle, P.Q.	21	Séminaire de Mont-Laurier.
Ché, Jacques	842, rue Commerciale, St-David, comté de Lévis, P.Q.	21	Faculté d'Agriculture de Ste-Anne-de-la-Pocatière.
Cousineau, Claude	10780, rue Meunier, app. 1, Montréal 12, P.Q.	21	École Mgr Georges Gauthier.
Dagenais, Daniel	St-Georges de Windsor, comté de Richmond, P.Q.	17	Collège St-Aimé d'Asbestos.
Dandurand, Yves	109, boul. Desmarchais, Verdun, Montréal 19, P.Q.	19	École Secondaire Richard.
Daneault, Louis-Philippe	550-Se Avenue, Grand'Mère, comté de Champlain, P.Q.	19	École Secondaire Sacré-Coeur de Grand'Mère.
Dansereau, Gilles	Verchères, P.Q.	19	Institut Agricole d'Oka.
Daoust, Viateur	Rang Double, Valleyfield, comté de Beauharnois, P.Q.	20	Institut Agricole d'Oka.
Deachènes, Jean-Marc	St-Jean Port-Joli, comté de L'Islet, P.Q.	20	Faculté d'Agriculture de Ste-Anne-de-la-Pocatière.
Duperron, Roland	Papineauville, comté de Papineau, P.Q.	18	Institut Agricole d'Oka.
Dupuis, Robert	Henryville, comté d'Iberville, P.Q.	20	École St-Georges d'Iberville.
Fernet, Camille	St-Cuthbert, comté de Berthier, P.Q.	19	École Philippe Perrier de Montréal.
Gaudreault, Marc-Aurèle	St-David de Falardeau, comté de Chicoutimi, P.Q.	18	Institut Agricole d'Oka.
Gendron, Benoit	St-Hugues, comté de Bagot, P.Q.	19	Institut Agricole d'Oka.
Genest, Paul-Henri	4765, ave. Villa, St-Vincent, Québec 7, P.Q.	17	École St-Fidèle.
Grammond, Gaston	Ste-Véronique, comté de Labelle, P.Q.	27	École Secondaire L'Annonciation.
Grégoire, Rodrigue	C.P. 225, Berthierville, comté de Berthier, P.Q.	20	Collège Ste-Marie de Montréal.
Henshaw, Donald H.	Hemmingford, county of Huntingdon	38	Macdonald College.
Jobin, Gratien	348, rue St-Alexis, St-Raymond, comté de Portneuf, P.Q.	19	Collège St-Joseph de St-Raymond.
Joyal, André	1625, rue William David, Montréal 4, P.Q.	18	École Secondaire Chomedey de Maisonneuve.
Kalimbet, Thomas Charles	490 Crescent Street, St. Lambert, P.Q.	17	Chambly county High School.
Lachance, Bertrand	East Broughton, comté de Beauce, P.Q.	19	Collège De La Salle de Thetford-Mines.
Lambert, Claude	11931, boul. St-Germain, Montréal 9, P.Q.	19	École Secondaire Mgr Georges Gauthier.
Larivée, Jean-Marc	Ste-Anne-de-la-Pocatière, comté de Kamouraska, P.Q.	20	Faculté d'Agriculture de Ste-Anne-de-la-Pocatière.
Laurendeau, Michel	Louiseville, comté de Maskinongé, P.Q.	20	Institut Agricole d'Oka.
Lauzon, Jean-Marc	102e Avenue, Ile Perrot, comté de Vaudreuil, P.Q.	18	École Secondaire St- Viateur de Montréal.
Leclerc, Magella	R.R. no 2, Cabano, comté de Témiscouata, P.Q.	22	Institut Agricole d'Oka.
Leduc, Alain	Côteau-du-Lac, comté de Soulanges, P.Q.	18	Institut Agricole d'Oka.
Lees, David H.	43 Belton Road, Pointe Claire, P.Q.	17	Beaconsfield High School.
Light, Marilyn	116 Fieldfair Avenue, Beaupaire, P.Q.	18	John Rennie High School.
Locas, Antoine	4435 est boul. Gouin, Montréal 39, P.Q.	18	École Secondaire Pie IX.
MacDonald, Hugh	R.R. 3, Lennoxville, County of Sherbrooke	18	Lennoxville High School.
Mageau, Alain	4483, ave de Lorimier, Montréal 34, P.Q.	19	École Le Plateau.
Ménard, Guy	8331, ave Esplanade, Montréal 11, P.Q.	18	École Secondaire Chris- tophe-Colomb.
Michon, Lionel	La Présentation, comté de St-Hyacinthe, P.Q.	23	Grand Séminaire de St-Hyacinthe.
Mitchell, Donald T. Jr.	30 Marian Street, Royal Dixie Apts, apt 1F, Dorval, P.Q.	18	Montreal High School.
Moffet, Gordon	75 Strathcona Drive, Town of Mount Royal, P.Q.	18	Mount Royal High School.
Morin, Claude	St-Émile d'Auclair, comté de Témiscouata, P.Q.	21	Faculté d'Agriculture de Ste-Anne-de-la-Pocatière.

Noms et prénoms Names and surnames	Domicile Residence	Age	Institutions
Payant, Yves	10586, rue Chambord, Montréal 12, P.Q.	19	Collège St-Paul.
Pépin, Paul	4024, rue Garnier, Montréal 34, P.Q.	22	École Secondaire St-Stanislas.
Poirier, Denis	65, rue Villeneuve, Mont-Joli, comté de Rimouski, P.Q.	19	École Supérieure St-Joseph.
Proulx, Denis	554, rue Robert, Lachute, comté d'Argenteuil, P.Q.	18	École Secondaire de St-Jérôme.
Robert, Claude	R.R. 1 Magog comté Stanstead	00	Collège Commercial Desmarais, Sherbrooke.
Robert, Jean-Marie	790, ave Whitehead, Trois-Rivières, comté de St-Maurice, P.Q.	19	Académie de la Salle.
Roy, Lucien	139 Main Street, Box 25, Bedford, county of Missisquoi, P.Q.	21	University of Sherbrooke.
Saint-Pierre, Maurice	7465, rue Durocher, Montréal 15, P.Q.	19	École Secondaire Christophe-Colomb.
Silverson, Sandra	P.O. Box 256, Brownsburg, county of Missisquoi	17	Brownsburg High School.
Simard, Ronald	430, rue St-Georges, St Jérôme, comté de Terrebonne, P.Q.	22	École Secondaire de St Jérôme.
Soucy, Benoit	St Antonin, comté de Rivière du Loup	25	Collège classique de Ste-Anne-de-la-Pocatière.
Thibault, Gilles	3612, rue Dickens, Montréal 38, P.Q.	19	Faculté d'Agriculture de Ste-Anne-de-la-Pocatière.
Thibault, Jacques	241 ouest, rue Golt, Dorion, comté de Vaudreuil, P.Q.	20	École Secondaire St-Henri.
Thibodeau, Oliva	St-Sébastien, comté d'Iberville, P.Q.	21	Collège des Eudistes de Montréal.
Tremblay, Alain	29, rue Ménard, C.P. 225, Roberval Nord, P.Q.	19	Institut Agricole d'Oka.
Trudel, Marc	33, rue St-Paul, Ste-Martine, comté de Châteauguay, P.Q.	18	Institut Agricole d'Oka.
Turgeon, Jean-Marc	7620, rue Raoul, Montréal 35, P.Q.	21	Séminaire St-Joseph de Mont-Laurier.
Vaillancourt, Laurent	590-81e Avenue, Pointe-aux-Trembles, Montréal 5, P.Q.	18	Collège Roussin.
Vinet, Thaddée	St-Louis-de-Gonzague, comté de Beauharnois, P.Q.	21	Séminaire de Valleyfield.
Wills, W.A. James	Sweetsburg, county of Missisquoi	20	Lorne Park Secondary School of Ontario.

Montréal 11, le 21 août 1961 — Montréal 11, August 21, 1961.

*Le Secrétaire-trésorier de la Corporation
des Agronomes de la Province de Québec,
THÉODORE MONCEON, agronome,
Secretary-treasurer of La Corporation
des Agronomes de la Province de Québec.*

58534-35-2-0

Examen du Barreau**Bar Examination****Barreau de St-François — Bar of St. Francis**

CANDIDATS POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT
CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Noms Names	Prénom Surname	Age	Résidence Residence
Genest	Andrée Yvette	27	Sherbrooke, Que.
Yergeau	Paul	21	Lennoxville, Qué.

Sherbrooke, 1er septembre 1961 — Sherbrooke, 1st September, 1961.

*Le Secrétaire du Barreau de St-François,
A. R. MONTY,
Secretary for the Bar of St. Francis.*

58629-0

**Ministère des
Affaires municipales****Department of
Municipal Affairs****Cité de Sainte-Thérèse****City of Sainte-Thérèse**

Avis est par les présentes donné que, par l'arrêté en conseil No 1834 du 31 août 1961 et conformément aux dispositions de l'article 43 de la Loi des cités et villes (S.R.Q., 1941, chapitre

Notice is hereby given that, by Order in Council No. 1834 of August 31, 1961, and pursuant to the provisions of section 43 of the Cities and Towns Act (S.R.Q., 1941, chapter 233), the Lieu-

233), il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil d'approuver le règlement No 163 N.S. du conseil municipal de la cité de Sainte-Thérèse et de décréter que, à compter de la date de la publication du présent avis, le territoire mentionné audit règlement et décrit ci-dessous est détaché de la municipalité de Sainte-Thérèse-Ouest, comté de Terrebonne, et annexé à la cité de Sainte-Thérèse.

Ce territoire est le suivant:

Un territoire faisant actuellement partie de la municipalité de Sainte-Thérèse-Ouest, comté de Terrebonne, comprenant, en référence au cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Thérèse-de-Blainville les lots ou parties de lot et leurs subdivisions présentes et futures ainsi que les chemins, rues, ruelles, cours d'eau ou partie d'eux renfermés dans les limites suivantes à savoir: partant du sommet de l'angle ouest du lot 554; de là, successivement, les lignes et démarcations suivantes: la ligne séparant le lot 727 des lots 554 et 553; la ligne séparative des lots 551 et 553 sur une longueur de 5,559 pieds; une ligne droite traversant le lot 553 intersectant la ligne séparative des lots 553 et 554 à une distance de 5,555 pieds de la ligne sud-est du lot 727 et continuant dans le lot 554 jusqu'à un point à une distance de 150 pieds du coin est du lot 573; une ligne d'une longueur de 125 pieds jusqu'au coin nord-ouest du lot 571; la ligne nord-est du lot 571 sur une longueur de 83 pieds; une ligne perpendiculaire au côté nord-est de cette partie du chemin de la côté nord en front des lots de 560 à 568 jusqu'à une ligne parallèle au même côté dudit chemin; ladite ligne parallèle audit côté dudit chemin sur une longueur de 575.5 pieds; une ligne perpendiculaire audit côté nord-est dudit chemin sur une longueur de 191.835 pieds (un arpent) jusqu'au dit côté nord-est dudit chemin; ledit côté nord-est dudit chemin en allant vers le nord-ouest jusqu'à la ligne nord-ouest du lot 570; ladite ligne nord-ouest dudit lot 570 et enfin la ligne séparative des lots 554 et 573 jusqu'au point de départ.

Le Ministre des Affaires municipales,
58627-o RENÉ HAMEL, C.R.

tenant-Governor in Council has been pleased to approve by-law No. 163 N.S. of the municipal council of the city of Sainte-Thérèse and to enact that, from and after the publication of the present notice, the territory mentioned in the said by-law and described below is detached from the municipality of Sainte-Thérèse-West, county of Terrebonne, and annexed to the city of Sainte-Thérèse.

This territory is the following:

A territory presently forming part of the municipality of Sainte-Thérèse-West, county of Terrebonne, comprising, with reference to the official cadaster of the parish of Sainte-Thérèse-de-Blainville lots or parts of lot and their present and future subdivisions, as well as the roads, streets, lanes, water-courses or part thereof enclosed within the following limits, to wit: starting from the summit of the west angle of lot 554; thence, successively, the following lines and demarcations: the line dividing lot 727 from lots 554 and 553; the dividing line of lots 551 and 553 along a length of 5,559 feet; a straight line crossing lot 553 intersecting the dividing line of lots 553 and 554 for a distance of 5,555 feet from the southeast line of lot 727 and continuing in lot 554 up to a point for a distance of 150 feet from the east corner of lot 573; a line for a length of 125 feet to the northwest corner of lot 571; the northeast line of lot 571 for a length of 83 feet; a perpendicular line on the northeast side of this part of the road on the north side in front of lots 560 to 568 up to a line parallel to the said side of the said road over a length of 575.5 feet; a perpendicular line on the said northeast side of the said road on a length of 191.835 feet (one arpent) up to the said northeast side of the said road; the said northeast side of the said road going towards the northwest up to the northwest line of lot 570; the said northwest line of the said lot 570 and finally the dividing of lots 554 and 573 up to the starting point.

RENÉ HAMEL, Q.C.,
58627 Minister of Municipal Affairs.

**Ministère des Finances
Assurances**

**Department of Finance
Insurance**

**La Forteresse, Compagnie d'Assurance
sur la Vie
The Fortress Life Insurance Company**

**La Forteresse, Compagnie d'Assurance
sur la Vie
The Fortress Life Insurance Company**

Avis de constitution d'une compagnie d'assurance

Notice of formation of an insurance company

Avis est, par les présentes, donné que messieurs: Louis-Olivier Vallerand, 174, rue Montenach, cité de Longueuil, assureur-vie - Sarto Doré, 1165, avenue Maguire, cité de Sillery, courtier d'assurances - Paul Lemieux, 409, rue Vauquelin, Beloeil, avocat et conseil en loi de la Reine - Louis de Gonzague Giguère, 5610, rue Decelles, cité de Montréal, industriel - Laurent Poiré, 2010, avenue Dixon, cité de Sillery, courtier en valeurs mobilières - tous de la province de Québec, ont l'intention de présenter au lieutenant-gouverneur en conseil une requête ayant pour objet de les constituer en compagnie d'assurance conformément aux dispositions des articles 2 et suivants de la Loi des assurances (chapitre 299, S.R.Q. 1941), sous le nom de « La Forteresse, Compagnie d'Assurance sur la Vie - The Fortress Life Insurance Company », dont le siège social sera dans la cité de Montréal, district

Notice is hereby given that Messrs: Louis-Olivier Vallerand, 174, Montenach street, city of Longueuil, life insurer - Sarto Doré, 1165, Maguire Avenue, city of Sillery, insurance broker - Paul Lemieux, 409, Vauquelin street, Beloeil, lawyer and Queen Counsel - Louis de Gonzague Giguère, 5610, Decelles street, city of Montreal, industrial - Laurent Poiré, 2010, Dixon Avenue, city of Sillery, real estate broker - all of the Province of Quebec, intend to present to the Lieutenant-Governor in Council a petition for the purpose of constituting them into an insurance company in accordance with the provisions of sections 2 and following of the Quebec Insurance Act (chapter 299, R.S.Q. 1941), under the name of "La Forteresse, Compagnie d'Assurance sur la Vie - The Fortress Life Insurance Company", with head office in the city of Montreal, judicial district of Montreal, a share capital of one million

judiciaire de Montréal, ayant un capital-actions de un million de dollars (\$1,000,000.00) divisé en dix mille (10,000) actions d'une valeur au pair de cent dollars (\$100.00) chacune, et les pouvoirs de réaliser des opérations d'assurance et de réassurance de personne, de faire des contrats d'annuité et de rente de toute espèce et, sans restreindre l'étendue de ces pouvoirs, de faire notamment des contrats:

a) d'assurance sur la vie, contre les accidents, l'invalidité, la maladie et de tous autres risques de même nature;

b) d'annuité et de rente de toute espèce;

c) d'assurance pour frais d'hospitalisation, médicaux, chirurgicaux, pharmaceutiques et de tous autres frais de même nature encourus en raison d'accident, de maladie et de maternité;

d) de réassurance soit comme réassuré ou comme réassureur relatifs à des contrats d'assurance de personne, d'annuité et de rente de toute espèce.

Donné à Montréal, ce 18ième jour d'août 1961.

Signature des requérants,

LOUIS-OLIVIER VALLERAND,

SARTO DORÉ,

PAUL LEMIEUX,

LOUIS DE GONZAGUE GIGUÈRE,

58532-34-4-o LAURENT POIRÉ.

**Adanac General Insurance
Company of Canada**

*Avis d'émission de permis et de
certificat d'enregistrement*

Avis est donné, par les présentes, que « Adanac General Insurance Company of Canada » enregistrée sous le numéro 638, a obtenu le permis et le certificat d'enregistrement numéro 2807 qui l'autorise à compter du 9 août 1961, à effectuer dans la province des contrats d'assurance relatifs aux genres suivants: Incendie, et accessoirement — agitation civile, choc de véhicules, chute d'aéronef, défektivité d'extincteurs automatiques, explosion limitée ou inhérente, fuite d'eau, grêle, intempéries, ouragan, tremblement de terre; Automobile; Biens mobiliers; Responsabilité civile; Responsabilité de l'employeur; Transport intérieur.

Le siège social de la compagnie est situé à London, Ontario.

La compagnie a nommé monsieur Claude S. Richardson, C.R., 360 ouest, rue St-Jacques, Montréal, son procureur dans la province.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 30 août 1961.

*Pour le Ministre des finances
de la province,*

Le Surintendant des assurances,

58628-36-2-o

GUSTAVE-E. TREMBLAY.

dollars (\$1,000,000.00) divided up into ten thousand (10,000) shares of a par value of one hundred dollars (\$100.00) each, and the powers to carry on the business of assurance and reinsurance of the person and, without restricting the scope of these powers, to effect contracts of:

a) life assurance, accident, disability, sickness and all other risks of a similar nature;

b) annuities of all kinds;

c) hospitalization, medical, surgical, pharmaceutical expenses and all other similar expenses arising out of accident, sickness and maternity;

d) reinsurance either as reassured or as reinsurer pertaining to contracts of life assurance and annuities of all kinds.

Given at Montreal, this 18th day of August 1961.

LOUIS-OLIVIER VALLERAND,

SARTO DORÉ,

PAUL LEMIEUX,

LOUIS DE GONZAGUE GIGUÈRE,

LAURENT POIRÉ,

58532-34-4-o

Signature of the Petitioners.

**Adanac General Insurance
Company of Canada**

*Notice of Issue of Licence and
Certificate of Registration*

Notice is hereby given that "Adanac General Insurance Company of Canada" registered under number 638, has obtained the license and certificate of registry number 2807 authorizing it, as from the 9th of August 1961, to undertake in this Province contracts of insurance of the following classes: Fire, and supplementary thereto — civil commotion, earthquake, falling aircraft, hail, impact by vehicles, limited or inherent explosion, sprinkler leakage, water damage, weather, windstorm; Automobile, Employers' liability; Inland transportation; Personal property; Public liability.

The head office of the company is situated at London, Ontario.

The company has appointed Mr. Claude S. Richardson, Q.C., 360 St. James Street West, Montreal, its attorney in the Province.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 30th of August, 1961.

*For the Minister of Finance
of the Province,*

GUSTAVE-E. TREMBLAY,

58628-36-2-o

Superintendent of Insurance.

**Département de
l'Instruction publique**

No 603-61.

Ville des Laurentides

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 1786, en date du 25 août 1961, de détacher de la municipalité scolaire de la paroisse de St-Lin, dans le comté de l'Assomption, le territoire ci-dessous décrit, pour l'annexer à la municipalité scolaire de la Ville des Laurentides, dans le comté de l'Assomption.

**Department of
Education**

No. 603-61.

Town of Laurentides

The Lieutenant-Governor, by Order in Council No. 1786, dated August 25, 1961, has been pleased to detach from the school municipality of the parish of St-Lin, in the county of l'Assomption, the territory hereinafter described, in order to annex it to the school municipality of Town of Laurentides, in the county of l'Assomption.

Le territoire annexé comprend les lots suivants, tous inclusivement du cadastre officiel de la paroisse de St-Roch-de-l'Achigan, savoir: 616 à 646; les lots 340 à 370, 1736 à 1764, 1772 à 1776, tous inclusivement du cadastre officiel de la paroisse de St-Lin.

Ce changement prendra effet, pour fins électorales au premier juin 1962 et pour toutes autres fins, au premier juillet 1962.

Québec, le 29 août 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
58602-o O.-J. DESAULNIERS.

No 986-61.

Béthanie

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 1786, en date du 25 août 1961, de changer le nom de la municipalité scolaire d'Ély-Ouest, dans le comté de Shefford, en celui de « Béthanie », dans le comté de Shefford.

Ce changement prendra effet le 10 septembre 1961.

Québec, le 30 août 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
58602-o O.-J. DESAULNIERS.

No 1800-60.

La Commission Scolaire Régionale de Soulanges

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 1786, en date du 25 août 1961, de constituer les commissions scolaires de St-Polycarpe, Côteau-du-Lac, Village du Côteau-Landing, Village de la Station du Côteau, St-Télesphore-de-Montjoy, St-Clet, la Rivière-Beaudette et Ste-Zotique, dans le comté de Soulanges et Ste-Justine-de-Newton, dans le comté de Vaudreuil, en une commission scolaire régionale sous le nom de « La commission scolaire régionale de Soulanges ».

Québec, le 31 août 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
58602-o O.-J. DESAULNIERS.

No 480-61.

La Commission Scolaire Régionale de Vaudreuil

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 1786, en date du 25 août 1961, de constituer les commissions scolaires de Rigaud-Village, Village de Pointe-Fortune, Très St-Rédempteur, Village de Dorion, Hudson Cath., l'Île-Perrot-Nord, l'Île-Perrot, Village de Pincourt, St-Lazare, Terrasse-Vaudreuil Cath., Vaudreuil et Ste-Marthe, dans le comté de Vaudreuil et St-Joseph-de-Soulanges, dans le comté de Soulanges, en une commission scolaire régionale sous le nom de « La commission scolaire régionale de Vaudreuil ».

Québec, le 31 août 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
58602-o O.-J. DESAULNIERS.

No 633-61.

Ste-Anne-de-la-Pocatière No. 1

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 1484, en date du 30 juin 1961, de détacher de la municipalité scolaire de St-Roch-des-Aulnaies, dans le comté de l'Islet, le territoire ci-dessous décrit, pour l'annexer à la municipalité scolaire de Ste-Anne-de-la-Pocatière No 1, dans le comté de Kamouraska:

The annexed territory includes the following lots, all, inclusively, in the official cadaster of the parish of St-Roch-de-l'Achigan, to wit: 616 to 646; lots 340 to 370, 1736 to 1764, 1772 to 1776, all inclusively in the official cadaster of the parish of St-Lin.

This change will take effect, for electoral reasons, on June first, 1962, and for all other purposes, on July first, 1962.

Quebec, August 29, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,
58602 Superintendent of Education.

No. 986-61.

Béthanie

His Honour, the Lieutenant-Governor, by Order in Council No. 1786, dated August 25, 1961, has been pleased to change the name of the school municipality of Ély-West, in the county of Shefford, to "Béthanie", in the county of Shefford.

This change will take effect on September 10, 1961.

Quebec, August 30, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,
58602 Superintendent of Education.

No. 1800-60.

The Regional School Commission of Soulanges

His Honour, the Lieutenant-Governor, by Order in Council No. 1786, dated August 25, 1961, has been pleased to incorporate the school commissions of St-Polycarpe, Côteau-du-Lac, Village of Côteau-Landing, Village of Côteau Station, St-Télesphore-de-Montjoy, St-Clet, Rivière-Beaudette and Ste-Zotique, in the county of Soulanges, and Ste-Justine-de-Newton, in the county of Vaudreuil, into a single regional school commission under the name of "The regional school commission of Soulanges".

Quebec, August 31, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,
58602 Superintendent of Education.

No. 480-61.

The Regional School Commission of Vaudreuil

His Honour, the Lieutenant-Governor, by Order in Council No. 1786, dated August 25, 1961, has been pleased to incorporate the school commissions of Rigaud-Village, Village of Pointe-Fortune, Très St-Rédempteur, Village of Dorion, Hudson Cath., Ile-Perrot-North, Ile-Perrot, Village of Pincourt, St-Lazare, Terrasse-Vaudreuil Cath., Vaudreuil and Ste-Marthe, in the county of Vaudreuil and St-Joseph-de-Soulanges, in the county of Soulanges, into a single regional school commission under the name of "The regional school commission of Vaudreuil".

Quebec, August 31, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,
58602 Superintendent of Education.

No. 633-61.

Ste-Anne-de-la-Pocatière No. 1

The Lieutenant-Governor, by Order in Council No. 1484, dated June 30, 1961, has been pleased to detach from the school municipality of St-Roch-des-Aulnaies, in the county of l'Islet, the territory hereinafter described, in order to annex it to the school municipality of Ste-Anne-de-la-Pocatière No. 1, in the county of Kamouraska:

Une parcelle de terrain de ferme irrégulière, située dans les limites de la paroisse de St-Roch-des-Aulnaies, comprenant une partie du lot 4 du plan et livre de renvoi officiel pour la paroisse de St-Roch-des-Aulnaies, dans la division d'enregistrement de l'Islet.

Ladite parcelle est bornée vers le nord-ouest par le lot 396 (C.N.R.) vers le nord-est par le lot 4-A, vers le sud-est par un chemin public, et vers le sud-ouest par le lot 6.

Cette parcelle mesure 600 pieds dans sa ligne nord-ouest, 1848 pieds et 781 pieds dans sa ligne nord-est, 150 pieds et 389 pieds dans sa ligne sud-est, et 2690 pieds dans sa ligne sud-ouest.

Cette parcelle de terrain contient une superficie de 41 arpents et 63 perches. Toutes les dimensions de la présente description technique sont anglaises.

Ce changement a pris effet le premier juillet 1961.

Québec, le 31 août 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
58602-o O.-J. DESAULNIERS.

No 1291-61.

St-Alphonse de Castagnier

Avis est par la présente donné que je me propose de soumettre au lieutenant-gouverneur en conseil, conformément aux dispositions de l'article 71-B, du chapitre 59, des Statuts refondus de Québec, 1941, d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de St-Alphonse-de-Castagnier, dans le comté d'Abitibi-Est, à la municipalité scolaire de Lac Castagnier, dans le même comté.

Québec, le 30 août 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
58609-36-2-o O.-J. DESAULNIERS.

No 891-61.

Paroisse de St-Hilaire

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de la paroisse de St-Hilaire, dans le comté de Rouville, le territoire ci-dessous décrit, pour l'annexer à la municipalité scolaire du village de St-Hilaire, dans le même comté.

Le territoire en question comprend les lots suivants, tous inclusivement du cadastre officiel de la paroisse de St-Hilaire, dans le comté de Rouville, savoir:

- a) Les lots 1 à 27 inclusivement dans le premier Rang.
- b) Les lots 230 à 268 inclusivement dans le deuxième Rang.
- c) Les lots 269 à 300 inclusivement dans le troisième Rang.
- d) Les lots 301-1 à 301-69 inclusivement et une partie non subdivisée dudit lot 301 dans la Montagne.
- e) Toutes les subdivisions des lots ci-haut mentionnés.

Québec, le 30 août 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
58610-36-2-o O.-J. DESAULNIERS.

No 1357-61.

St-Damien-de-Buckland

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de St-Damien-de-Buckland, dans le comté de Bellechasse, les lots 736 à 742 inclusivement du cadastre officiel de St-Lazare, pour les annexer à la municipalité scolaire de St-Lazare, dans le même comté.

Québec, le 31 août 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
58611-36-2-o O.-J. DESAULNIERS.

A parcel of land irregular in shape, situated on the boundary of the parish of St-Roch-des-Aulnaies, comprising a part of lot 4 in the official plan and book of reference for the parish of St-Roch-des-Aulnaies, in the registry division of l'Islet.

The said parcel is bounded on the northwest by lot 396 (C.N.R.) on the northeast by lot 4-A, on the southeast by the public road, and on the southwest by lot 6.

Said parcel measures 600 feet on its northwest boundary, 1848 feet and 781 feet on its northeast line, 150 feet and 389 feet on its southeast line, and 2690 feet on its southwest boundary.

This parcel of land has an area of 41 arpents and 63 rods. All the dimensions of the present technical description are English.

This change took effect on July first, 1961.

Quebec, August 31, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,
58602 Superintendent of Education.

No. 1291-61.

St-Alphonse de Castagnier

Notice is hereby given that I propose to submit to the Lieutenant-Governor in Council, pursuant to the provisions of section 71-B, chapter 59, of the Revised Statutes of Quebec, 1941, to annex the present territory of the school municipality of St-Alphonse-de-Castagnier, in the county of Abitibi-East, to the school municipality of Lac Castagnier, in the same county.

Quebec, August 30, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,
58609-36-2 Superintendent of Education.

No. 891-61.

Parish of St-Hilaire

Application is made to detach from the school municipality of the parish of St-Hilaire, in the county of Rouville, the territory hereunder described, to annex it to the school municipality of the village of St-Hilaire, in the same county.

The territory in question comprises the following lots, all inclusive from the official cadaster of the parish of St-Hilaire, in the county of Rouville, wit:

- a) Lots 1 to 27 inclusively in the first range.
- b) Lots 230 to 268 inclusively in the second range.
- c) Lots 269 to 300 inclusively in the third range.
- d) Lots 301-1 to 301-69 inclusively and a non-subdivided part of said lot 301 in the mountain.
- e) All the subdivisions of the heretofore mentioned lots.

Quebec, August 30, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,
58610-36-2 Superintendent of Education.

No. 1357-61.

St-Damien-de-Buckland

Application is made to detach from the school municipality of St-Damien-de-Buckland, in the county of Bellechasse, lots 736 to 742 inclusively in the official cadaster of St-Lazare, in order to annex them to the school municipality of St-Lazare, in the same county.

Quebec, August 31, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,
58611-36-2 Superintendent of Education.

**Ministère des Terres et Forêts
Cadastre**

**Department of Lands and Forests
Cadastre**

Paroisse de Beauport

Cadastre officiel de la paroisse de Beauport, municipalité de Courville, division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que les lots 196-6 et 201-6 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 31 août 1961.

Le Sous-ministre,
J.-ÉDOUARD GUAY.

58601-o

Parish of Beauport

Official cadastre of the parish of Beauport, municipality of Courville, registration division of Quebec.

Notice is hereby given that lots 196-6 and 201-6 are cancelled in virtue of the article 2174A of the Civil Code.

Quebec, August the 31, 1961.

J.-ÉDOUARD GUAY,
Deputy Minister.

58601-o

Paroisse de St-Bruno

Cadastre officiel de la paroisse de St-Bruno municipalité de la ville de St-Bruno de Montarville, division d'enregistrement de Chambly.

Avis est par la présente donné qu'une partie du lot 130 est annulée en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 29 août 1961.

Le Sous-ministre,
J.-ÉDOUARD GUAY.

58601-o

Parish of St-Bruno

Official cadastre of the parish of St. Bruno municipality of town of St. Bruno de Montarville, registration division of Chambly.

Notice is hereby given that a part of the lot 130 is cancelled in virtue of the article 2174A of the Civil Code.

Quebec, August the 29, 1961.

J.-ÉDOUARD GUAY,
Deputy Minister.

58601-o

Paroisse de Ste-Thérèse de Blainville

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Thérèse de Blainville, municipalité de la paroisse de Ste-Thérèse de Blainville, division d'enregistrement de Terrebonne.

Avis est par la présente donné que les lots 785-3 à 785-6, 786-3, 786-10, 786-26 à 786-28, 786-51 à 786-56 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 28 août 1961.

Le Sous-ministre,
J.-ÉDOUARD GUAY.

58601-o

Parish of Ste-Thérèse of Blainville

Official cadastre of the parish of Ste. Therese of Blainville, municipality of the parish of Ste. Therese of Blainville, registration division of Terrebonne.

Notice is hereby given that lots 785-3 to 785-6, 786-3, 786-10, 786-26 to 786-28, 786-51 to 786-56 are cancelled in virtue of the article 2174A of the Civil Code.

Quebec, August the 28, 1961.

J.-ÉDOUARD GUAY,
Deputy Minister.

58601-o

Paroisse de St-Jean-Baptiste de Nicolet

Cadastre officiel de la paroisse de St-Jean-Baptiste de Nicolet, municipalité de la ville de Nicolet, division d'enregistrement de Nicolet.

Avis est par la présente donné que les lots 369-1-11, 369-1-12 et 369-1-13, et 365-1-45, 365-1-46, 365-1-47 et 364-1-2 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 30 août 1961.

Le Sous-ministre,
J.-ÉDOUARD GUAY.

58601-o

Parish of St-Jean-Baptiste de Nicolet

Official cadastre of the parish of St-Jean-Baptiste de Nicolet, municipality of the town of Nicolet, registration division of Nicolet.

Notice is hereby given that lots 369-1-11, 369-1-12 and 369-1-13, and 365-1-45, 365-1-46, 365-1-47 and 364-1-2 are cancelled in virtue of article 2174A of Civil Code.

Quebec, August 30, 1961.

J.-ÉDOUARD GUAY,
Deputy Minister.

58601-o

Ministère du Travail

Department of Labour

Avis de modification

*Barbiers, coiffeurs et coiffeuses
Roberval*

L'honorable René Hamel, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans le comté de Roberval, rendue obligatoire par le décret numéro 1283 du 15 novembre 1951 et amendements, lui ont

Notice of amendment

*Barbering and hairdressing trades
Roberval*

The Honourable René Hamel, the Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the barbering and hairdressing trades in the county of Roberval, rendered obligatory by the decree No. 1283 of November 15, 1951 and amendments, have petitioned

présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret:

1° L'alinéa 2° du paragraphe « a » de l'article IV sera remplacé par le suivant:

« 2° Pour les coiffeurs et coiffeuses:

Le lundi: de 1 p.m. à 6 p.m.;

Les mardi, mercredi et jeudi: de 8 a.m. à 6 p.m.;

Le vendredi: de 8 a.m. à 9 p.m.;

Le samedi: de 8 a.m. à midi.

La veille de Noël et du Premier de l'An: de 8 a.m. à 6 p.m. »

2° Le paragraphe « b » de l'article VII sera remplacé par le suivant:

« b) Services de coiffeur ou de coiffeuse:

Coupe de cheveux pour adultes	\$1.00
Coupe de cheveux pour enfants de moins de 12 ans	0.75
Ondulation permanente à froid, y compris coupe de cheveux, shampooing et mise en pli	7.00
Ondulation permanente à froid, y compris coupe de cheveux, shampooing et mise en pli pour enfants de moins de 12 ans	5.00
Ondulation permanente à l'électricité, sachets chimiques, y compris coupe de cheveux, shampooing et mise en pli pour enfants de moins de 12 ans	4.00
Teinture de cheveux avec mise en pli	7.00
Retouche de teinture avec mise en pli	5.00
Décoloration	3.50
Rinçage	0.25
Rinçage nuanceur ou colorant	2.00
Ondulation à l'eau	1.25
Shampooing	0.75
Traitement du cuir chevelu	1.50
Peignage à sec	0.50
Mèche soleil (chacune)	1.00
Mèche individuelle (jusqu'à 12) (chacune)	0.25
Plus de 12 mèches (prix de la permanente complète)	
Manucure	1.00
Épilation	0.75 »

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté-en-conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté-en-conseil entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente-jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,

GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,

Québec, le 9 septembre 1961.

58600-0

Avis de modification

Employés de garage — Drummond

Conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), l'honorable René Hamel, ministre du Travail, donne avis, par les présentes, de son intention de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes au décret numéro 102 du 31 janvier 1957 et amendements, relatif aux employés de garage dans le district électoral de Drummond:

him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendments to the said decree:

1. Sub-paragraph 2 of paragraph "a" of article IV will be replaced by the following:

"2. Hairdressers (male and female):

Monday: 1:00 p.m. to 6:00 p.m.;

Tuesday, Wednesday and Thursday: 8:00 a.m. to 6:00 p.m.;

Friday: 8:00 a.m. to 9:00 p.m.;

Saturday: 8:00 a.m. to 12:00 (noon);

Christmas Eve and New Year's Eve: 8:00 a.m. to 6:00 p.m."

2. Paragraph "b" of article VII will be replaced by the following:

"b) Services of hairdressers (male or female):

Haircut, adults
 \$1.00 |

Haircut for children under 12 years of age
 0.75 |

Cold wave, including haircut, shampoo and finger wave
 7.00 |

Cold wave, including haircut, shampoo and finger wave for children under 12 years of age
 5.00 |

Permanent wave (electric), chemical pads, including haircut, shampoo and finger wave for children under 12 years of age
 4.00 |

Dyeing of the hair with finger wave
 7.00 |

Retouching of dyed hair with finger wave
 5.00 |

Bleaching
 3.50 |

Rinse
 0.25 |

Tinting or colouring rinse
 2.00 |

Finger wave
 1.25 |

Shampoo
 0.75 |

Scalp treatment
 1.50 |

Dry combing of the hair
 0.50 |

Bleached curl (each)
 1.00 |

Single curls (up to twelve), each
 0.25 |

More than 12 curls: price of permanent wave
 |

Manicure
 1.00 |

Depilation
 0.75 " |

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order in Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,

Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,

Quebec, September 9, 1961.

58600-0

Notice of amendment

Garage Employees — Drummond

Pursuant to the procedure established under section 8 of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), the honourable René Hamel, the Minister of Labour, hereby gives notice of his intention to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendments to the decree number 102 of January 31, 1957 and amendments, relating to the garage employees in the electoral district of Drummond:

1° Le paragraphe « i » de l'article I sera biffé.

2° Le premier alinéa du paragraphe « a » de l'article II sera remplacé par le suivant:

« a) *Juridiction professionnelle*: Sont assujettis aux dispositions du présent décret les employeurs, les employeurs professionnels, les artisans et les salariés des garages, des débits d'essence, stations de service, terrains de démolition, ateliers de mécanique, ateliers de vulcanisation et de rechapage, situés dans la juridiction territoriale du présent décret ».

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté-en-conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendements. L'arrêté-en-conseil entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 9 septembre 1961. 58600-0

Avis de prélèvement

L'honorable René Hamel, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire de l'industrie de la construction de Sorel établi en exécution du décret numéro 602 du 9 juin 1954 et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1783 du 25 août 1961, (section « D ») d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisations

La période de cotisation s'étend du 10 septembre 1961 au 10 septembre 1962; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 602 et amendements doivent verser au Comité Paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% des salaires fixes et des pourcentages payés à leurs salariés.

b) Les artisans assujettis audit décret numéro 602 et amendements doivent verser au Comité Paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire minimum établi dans le décret pour leur métier.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 602 et amendements doivent verser au Comité Paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% des salaires fixes et pourcentages reçus.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité Paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport indiquant le nom de chaque salarié, son prénom, son âge, les heures de travail régulières et supplémentaires, le nombre total des heures de travail, le salaire horaire et l'argent reçu pour la période demandée.

L'employeur professionnel doit faire son rapport sur les formules approuvées par le Comité

1. Paragraph "i" of article I will be deleted.

2. The first sub-paragraph of paragraph "a" of article II will be replaced by the following:

"a) *Professional jurisdiction*: Those governed by the provisions of the decree shall be the employers, professional employers, artisans and wage-earners in garages, gasoline stations, service stations, scraping yards, machine shops, vulcanizing and retying shops, located in the territorial jurisdiction of the decree."

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order in Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, September 9, 1961. 58600-0

Notice of levy

The Honourable René Hamel, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Building Industry of Sorel, formed under decree number 602, of June 9, 1954, and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 1783 of August 25, 1961, (section "D"), in conformity with the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the conditions and rate hereinafter mentioned:

1. Assessments

The period of levy extends from September 10, 1961, to September 10, 1962; and is applied as follows:

a) The professional employers governed by the said decree, number 602 and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the regular wages and of the percentages paid to their employees.

b) The artisans governed by the said decree, number 602 and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the minimum wages established in the decree for their trade.

c) The employees governed by the said decree, number 602 and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their regular wages and of their percentages.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall supply the professional employers with report forms indicating the full name of each employee, his age, the number of regular and overtime working hours, the total number of working hours, the hourly wage rate and the money received for the period concerned.

The professional employer shall make his report on report forms approved by the Parity

Paritaire et le faire parvenir audit Comité Paritaire à tous les mois, avec ses cotisations.

L'employeur professionnel doit percevoir à même le salaire de chacun de ses salariés régis par le décret les sommes qui reviennent au Comité Paritaire et les faire parvenir audit comité en même temps que sa propre cotisation.

Le rapport accompagné des cotisations doit être adressé au Comité Paritaire le ou avant le dixième jour qui suit la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible.

Tous les rapports doivent être signés avant d'être adressés au Comité Paritaire. Ce comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation de tout rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi de la Convention Collective, le Comité Paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et le 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité Paritaire de l'Industrie de la Construction de Sorel, pour la période comprise entre le 10 septembre 1961 et le 10 septembre 1962.

COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION DE SOREL

État des recettes et des déboursés pour la période comprise entre le 10 septembre 1961 et le 10 septembre 1962.

Recettes:

Cotisations (1/2 de 1%):	
Employeurs professionnels	\$15,393.91
Salariés	15,393.91
Artisans	375.00
Honoraires d'examens	498.00
Intérêts sur obligations	2,565.00
	<hr/>
	\$34,225.82

Déboursés:

Administration générale:	
Salaires des employés	\$19,604.00
Frais de déplacements pour assemblées extérieures et inspection	4,550.00
Jetons de présence et frais d'assistance aux assemblées	1,080.00
Poste, téléphone	464.00
Vérificateur	250.00
Bureau des Examineurs	600.00
Papeterie	272.00
Assurance-chômage	338.00
Entretien des bureaux	525.00
Fonds de pension	576.20
Assurance-groupe	495.00
Chauffage	200.00
Éclairage	120.00
Taxes	220.00
Assurances	42.00
Entretien sur bâtisse	200.00
Divers	4,689.62
	<hr/>
	\$34,225.82

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 9 septembre 1961. 58600-o

Committee and forward it to the said Committee, every month, together with his assessments.

The professional employer shall collect from the wages of every one of his employees governed by the decree the sums owed to the Parity Committee, and mail them to the said committee together with his own assessments.

The report and the assessments shall be sent to the Parity Committee on or before the tenth day following the date of expiration of the period for which it is requirable.

All reports shall be signed before they are sent to the Parity Committee. The said Committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

3. Financial report

Under the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit to the Minister of Labour, a quarterly report covering its financial operations, on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of the Building Industry of Sorel, for the period between September 10, 1961 and September 10, 1962.

JOINT COMMITTEE OF THE BUILDING INDUSTRY OF SOREL

Estimate of the receipts and disbursements for the period between September 10, 1961, and September 10, 1962.

Receipts:

Assessments (1/2 of 1%):	
Professional employers	\$15,393.91
Employees	15,393.91
Artisans	375.00
Examination fees	498.00
Bonds interest	2,565.00
	<hr/>
	\$34,225.82

Expenses:

General administration:	
Employees' salaries	\$19,604.00
Travelling expenses	4,550.00
Attendance Fees	1,080.00
Postage and telephone	464.00
Auditor	250.00
Board of Examiners	600.00
Stationery	272.00
Unemployment insurance	338.00
Office maintenance	525.00
Pension fund	576.20
Group insurance	495.00
Heating	200.00
Electricity	120.00
Taxes	220.00
Insurances	42.00
Maintenance of building	200.00
Miscellaneous	4,689.62
	<hr/>
	\$34,225.82

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, September 9, 1961. 58600-o

Soumissions

Cité du Cap-de-la-Madeleine
Comté de Champlain

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le sous-signé Arthur Beaudin, greffier, Hôtel de Ville, 375, rue Notre-Dame, Cap-de-la-Madeleine, comté de Champlain, jusqu'à 7 heures p.m., lundi, le 25 septembre, pour l'achat de \$450,000 d'obligations de la cité du Cap-de-la-Madeleine, comté de Champlain, datées du 1er octobre 1961 et remboursables par séries du 1er octobre 1962 au 1er octobre 1981 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5% ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement No 374, tel que modifié — construction pour fins industrielles.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er octobre 1961.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$450,000 — 20 ans

Année	Capital
1er octobre 1962	\$12,000
1er octobre 1963	13,000
1er octobre 1964	13,500
1er octobre 1965	14,500
1er octobre 1966	15,500
1er octobre 1967	16,500
1er octobre 1968	17,500
1er octobre 1969	18,500
1er octobre 1970	19,500
1er octobre 1971	20,500
1er octobre 1972	22,000
1er octobre 1973	23,500
1er octobre 1974	24,500
1er octobre 1975	26,000
1er octobre 1976	27,500
1er octobre 1977	29,500
1er octobre 1978	31,000
1er octobre 1979	33,000
1er octobre 1980	35,000
1er octobre 1981	37,000

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des titres à vingt ans seulement et que les offres qui seront faites pour des titres à courte échéance ne seront pas considérées.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Cap-de-la-Madeleine, comté de Champlain.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 25 septembre 1961 à 7 heures du soir, à l'Hôtel de Ville, 375, rue Notre-Dame, Cap-de-la-Madeleine, comté de Champlain.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Tenders

City of Cap-de-la-Madeleine
County of Champlain

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Arthur Beaudin, city clerk, City Hall, 375 Notre-Dame Street, Cap-de-la-Madeleine, county of Champlain, until 7:00 o'clock p.m., on Monday, September 25, for the purchase of an issue of \$450,000 of bonds for the city of Cap-de-la-Madeleine, county of Champlain, dated October 1, 1961, and redeemable serially from October 1, 1962 to October 1, 1981 inclusively, with interest at a rate not less than 5% nor more than 6%, payable semi-annually on April 1 and October 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law No. 374, as modified — construction for industrial purposes.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from October 1, 1961.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$450,000 — 20 years

Year	Capital
October 1, 1962	\$12,000
October 1, 1963	13,000
October 1, 1964	13,500
October 1, 1965	14,500
October 1, 1966	15,500
October 1, 1967	16,500
October 1, 1968	17,500
October 1, 1969	18,500
October 1, 1970	19,500
October 1, 1971	20,500
October 1, 1972	22,000
October 1, 1973	23,500
October 1, 1974	24,500
October 1, 1975	26,000
October 1, 1976	27,500
October 1, 1977	29,500
October 1, 1978	31,000
October 1, 1979	33,000
October 1, 1980	35,000
October 1, 1981	37,000

Please note that tenders are called for twenty-year terms only and that tenders for short terms shall not be considered.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Cap-de-la-Madeleine, county of Champlain.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, September 25, 1961, at 7:00 o'clock p.m., in the City Hall, 375 Notre-Dame Street, Cap-de-la-Madeleine, county of Champlain.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Cap-de-la-Madeleine, (Comté de Champlain),
ce 1er septembre 1961.

Le Greffier,
ARTHUR BEAUDIN.
Hôtel de Ville, 375, rue Notre-Dame, B.P. 220,
Cap-de-la-Madeleine, (Champlain), P.Q.
Téléphone: FRontenac-4-3993. 58623-o

Ville de Rosemère
Comté de Terrebonne

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le sous-signé W. T. Aspell, secrétaire-trésorier, jusqu'à 8 heures p.m., Hôtel de Ville, rue Philipp, Rosemère, ou jusqu'à 8.30 heures p.m., Salle de l'école St-Joseph, route de l'Académie, Rosemère, lundi, 25 septembre 1961, pour l'achat de \$1,500,000 d'obligations de la ville de Rosemère, comté de Terrebonne, datées du 1er octobre 1961 et remboursables par séries du 1er octobre 1962 au 1er octobre 1991 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5% ni supérieur à 6% par année, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements d'emprunt Nos.: — T-24 — \$34,500, construction de trottoirs; T-33 — \$8,000, travaux de drainage; T-40 — \$546,250, construction d'une usine de filtration d'eau et achat de terrain; et T-41 — \$911,250 sur un montant total de \$1,968,418.20, construction d'un système de distribution d'eau.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er octobre 1961.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$1,500,000 — 30 ans

Année	Capital
1er octobre 1962	\$19,000
1er octobre 1963	21,000
1er octobre 1964	22,000
1er octobre 1965	24,000
1er octobre 1966	26,000
1er octobre 1967	26,000
1er octobre 1968	29,000
1er octobre 1969	30,000
1er octobre 1970	31,000
1er octobre 1971	34,000
1er octobre 1972	34,000
1er octobre 1973	37,000
1er octobre 1974	39,000
1er octobre 1975	42,000
1er octobre 1976	44,000
1er octobre 1977	47,000
1er octobre 1978	49,000
1er octobre 1979	52,000
1er octobre 1980	55,000
1er octobre 1981	59,000
1er octobre 1982	59,000
1er octobre 1983	63,000
1er octobre 1984	67,000
1er octobre 1985	70,000
1er octobre 1986	75,000
1er octobre 1987	80,000
1er octobre 1988	84,000
1er octobre 1989	89,000
1er octobre 1990	94,000
1er octobre 1991	99,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance de dix ans, des obligations à courte échéance de quinze ans, des obligations à courte échéance de vingt ans, ou des obligations à courte échéance de vingt-cinq ans. Cepen-

Cap-de-la-Madeleine, (County of Champlain),
September 1, 1961.

ARTHUR BEAUDIN,
City Clerk.
City Hall, 375 Notre-Dame Street, P.O.B. 220,
Cap-de-la-Madeleine, (Champlain), P.Q.
Telephone: FRontenac-4-3993. 58623

Town of Rosemère
County of Terrebonne

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned W. T. Aspell, secretary-treasurer, until 8:00 o'clock p.m., Town Hall, Philipp Street, Rosemere, or until 8:30 o'clock p.m., St. Joseph School Hall, Academy Road, Rosemere, Monday, September 25, 1961, for the purchase of an issue of \$1,500,000 of bonds of the town of Rosemere, county of Terrebonne, dated October 1, 1961 and redeemable serially from October 1, 1962 to October 1, 1991 inclusively, with interest at a rate not less than 5% nor more than 6% per annum, payable semi-annually on April 1 and October 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-laws Nos.: — T-24 — \$34,500, construction of sidewalks; T-33 — \$8,000, drainage works; T-40 — \$546,250, construction of a water filtration plan and acquisition of land; and T-41 — \$911,250 on a total amount of \$1,968,418.20, construction of a water distribution system.

For adjudication purposes only, computation of interest shall be made as of October 1, 1961.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$1,500,000 — 30 years

Year	Capital
October 1, 1962	\$19,000
October 1, 1963	21,000
October 1, 1964	22,000
October 1, 1965	24,000
October 1, 1966	26,000
October 1, 1967	26,000
October 1, 1968	29,000
October 1, 1969	30,000
October 1, 1970	31,000
October 1, 1971	34,000
October 1, 1972	34,000
October 1, 1973	37,000
October 1, 1974	39,000
October 1, 1975	42,000
October 1, 1976	44,000
October 1, 1977	47,000
October 1, 1978	49,000
October 1, 1979	52,000
October 1, 1980	55,000
October 1, 1981	59,000
October 1, 1982	59,000
October 1, 1983	63,000
October 1, 1984	67,000
October 1, 1985	70,000
October 1, 1986	75,000
October 1, 1987	80,000
October 1, 1988	84,000
October 1, 1989	89,000
October 1, 1990	94,000
October 1, 1991	99,000

In addition, tenders may be sent and shall be considered for ten-year short-term bonds, for fifteen-year short-term bonds, for twenty-year short-term bonds, or twenty-five-year short-term bonds. However, the tenders shall be for one only of the above terms. The award shall be

dant, les soumissions ne devront être que pour un seul des termes ci-haut. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Rosemère, comté de Terrebonne.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principale de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 25 septembre 1961, à 8.30 heures p.m., à la salle de l'école St-Joseph, chemin de l'Académie, Rosemère, comté de Terrebonne.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Rosemère, (Comté de Terrebonne), le 31 août 1961.

Le Secrétaire-trésorier,
W. T. ASPELL.

Adresse postale: B.P. 186,
Ste-Thérèse, (Terrebonne), P.Q.
Téléphone: NA-5-2446. 58632

**Les commissaires d'écoles
pour la municipalité de Disraëli
Comté de Wolfe**

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné J. A. Tessier, secrétaire-trésorier, Disraëli, comté de Wolfe, jusqu'à 8 heures p.m., lundi, le 25 septembre 1961, pour l'achat de \$60,000 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de Disraëli, comté de Wolfe, datées du 1er septembre 1961 et remboursables par séries du 1er septembre 1962 au 1er septembre 1981 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5% ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution en date du 27 juillet 1961 — telle que modifiée — agrandissement de l'Académie Pie XII.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er octobre 1961.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$60,000 — 20 ans

Année	Capital
1er septembre 1962.....	x\$24,500
1er septembre 1963.....	1,000
1er septembre 1964.....	1,000
1er septembre 1965.....	1,000
1er septembre 1966.....	1,000
1er septembre 1967.....	1,500
1er septembre 1968.....	1,500
1er septembre 1969.....	1,500
1er septembre 1970.....	1,500
1er septembre 1971.....	1,500
1er septembre 1972.....	2,000
1er septembre 1973.....	2,000
1er septembre 1974.....	2,000
1er septembre 1975.....	2,000
1er septembre 1976.....	2,500

made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Rosemère, county of Terrebonne.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, and at the main office of the same bank in Toronto.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, September 25, 1961, at 8:30 o'clock p.m. at St. Joseph School Hall, Academy Road, Rosemère, county of Terrebonne.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Rosemère, (County of Terrebonne), this 31st of August, 1961.

Secretary-Treasurer,
W. T. ASPELL.

Postal address: P.O. Box 186,
Ste-Thérèse, (Terrebonne), P.Q.
Telephone: NA-5-2446. 58632-o

**The school commissioners
for the municipality of Disraëli
County of Wolfe**

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned J. A. Tessier, secretary-treasurer, Disraëli, county of Wolfe, until 8:00 o'clock p.m. on Monday, September 25, 1961, for the purchase of an issue of \$60,000 of bonds for the school commissioners for the municipality of Disraëli, county of Wolfe, dated September 1, 1961, and redeemable serially from September 1, 1962 to September 1, 1981 inclusively, with interest at a rate not less than 5% nor more than 6%, payable semi-annually on March 1 and September 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Resolution dated July 27, 1961 — as modified — enlarging of Académie Pie XII.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from October 1, 1961.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$60,000 — 20 years

Year	Capital
September 1, 1962.....	x\$24,500
September 1, 1963.....	1,000
September 1, 1964.....	1,000
September 1, 1965.....	1,000
September 1, 1966.....	1,000
September 1, 1967.....	1,500
September 1, 1968.....	1,500
September 1, 1969.....	1,500
September 1, 1970.....	1,500
September 1, 1971.....	1,500
September 1, 1972.....	2,000
September 1, 1973.....	2,000
September 1, 1974.....	2,000
September 1, 1975.....	2,000
September 1, 1976.....	2,500

1er septembre 1977.....	\$ 2,500
1er septembre 1978.....	2,500
1er septembre 1979.....	2,500
1er septembre 1980.....	3,000
1er septembre 1981.....	3,000

September 1, 1977.....	\$ 2,500
September 1, 1978.....	2,500
September 1, 1979.....	2,500
September 1, 1980.....	3,000
September 1, 1981.....	3,000

Le « x » indique l'année durant laquelle le versement annuel d'un octroi total de \$24,754 accordé par le gouvernement provincial et payable en un versement de \$24,754, en 1962, sera reçu et appliqué au service de cet emprunt.

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des titres à vingt ans seulement et que les offres qui seront faites pour des titres à courte échéance ne seront pas considérées.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Disraëli, comté de Wolfe.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 25 septembre 1961 à 8 heures du soir, en l'école St-Antoine, Disraëli, comté de Wolfe.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Disraëli, (Comté de Wolfe), ce 31 août 1961.

Le Secrétaire-trésorier,

J. A. TESSIER.

C. P. 250, Disraëli, (Wolfe), P.Q.

Téléphone: 439.

58633-0

The letter "x" indicates the year during which an annual payment of a total amount of \$24,754 granted by the Provincial Government and payable in one instalment of \$24,754 in 1962 will be received and applied to the service of the said loan.

Please note that tenders are called for twenty years only and that offers for short-terms bonds shall not be considered.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Disraëli, county of Wolfe.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School commissioners to be held on Monday, September 25, 1961, at 8:00 o'clock p.m., in St-Antoine School, Disraëli, county of Wolfe.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Disraëli, (County of Wolfe), August 31, 1961.

J. A. TESSIER.

Secretary-Treasurer.

P.O.B. 250, Disraëli, (Wolfe), P.Q.

Telephone: 439.

53633

Cité de Charlesbourg

Comté de Québec

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Adolphe Roy, greffier, Hôtel de Ville, 182, 80ème rue est, Charlesbourg, comté de Québec, jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 26 septembre 1961, pour l'achat de \$693,500 d'obligations de la cité de Charlesbourg, comté de Québec, datées du 1er octobre 1961 et remboursables par séries du 1er octobre 1962 au 1er octobre 1981 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5% ni supérieur à 6% par année, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements d'emprunt Nos: — 144-A — \$34,000, travaux de voirie; 145-A — \$12,000, travaux de voirie; 146-A — \$17,000, travaux de voirie; 147-A — \$14,000, travaux de voirie; 148-A — \$12,000, travaux de voirie; 149-A — \$9,000, travaux de voirie; 150-A — \$16,000, travaux de voirie; 202-A — \$190,000, travaux de voirie; 208 — \$15,000, achat de matériel de construction et travaux d'améliorations; 214 — \$25,607 — travaux de voirie; 215 — \$22,500, achat de machinerie et d'équipement; 220 — \$101,500, travaux d'aqueduc; 223 — \$40,700, construction de trottoirs et chaînes de rues;

City of Charlesbourg

County of Quebec

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Adolphe Roy, City Clerk, Town Hall, 182, 80th Street, East, Charlesbourg, county of Quebec, until 8:00 o'clock p.m. Tuesday, September 26, 1961, for the purchase of an issue of \$693,500 of bonds for the city of Charlesbourg, county of Quebec, dated October 1, 1961, and redeemable serially from October 1, 1962 to October 1, 1981 inclusively, with interest at a rate not less than 5% nor more than 6% per annum, payable semi-annually on April 1 and October 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-laws Nos: — 144-A — \$34,000, work on roads; 145-A — \$12,000, work on roads; 146-A — \$17,000, work on roads; 147-A — \$14,000, work on roads; 148-A — \$12,000, work on roads; 149-A — \$9,000, work on roads; 150-A — \$16,000, work on roads; 202-A — \$190,000, work on roads; 208 — \$15,000, purchase of material for construction and improvement work; 214 — \$25,607 — work on roads; 215 — \$22,500, purchase of machinery and equipment; 220 — \$101,500, work on aqueduct; 223 — \$40,700, construction of sidewalks and street curbs; 225 — \$5,500, work on sewers; 226

225 — \$5,500, travaux d'égouts; 226 — \$30,600, construction d'égouts; 244 — \$37,000, travaux de voirie; et 245 — \$111,500, travaux de voirie:

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er octobre 1961.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$693,500 — 20 ans	
Année	Capital
1er octobre 1962.....	\$ 17,000
1er octobre 1963.....	19,000
1er octobre 1964.....	21,000
1er octobre 1965.....	22,000
1er octobre 1966.....	23,500
1er octobre 1967.....	24,500
1er octobre 1968.....	26,000
1er octobre 1969.....	26,500
1er octobre 1970.....	28,000
1er octobre 1971.....	30,000
1er octobre 1972.....	27,000
1er octobre 1973.....	29,500
1er octobre 1974.....	31,000
1er octobre 1975.....	32,500
1er octobre 1976.....	34,000
1er octobre 1977.....	35,500
1er octobre 1978.....	38,500
1er octobre 1979.....	41,000
1er octobre 1980.....	43,000
1er octobre 1981.....	144,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Charlesbourg, comté de Québec.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de la même banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 26 septembre 1961, à 8 heures du soir, en l'Hôtel de Ville, 182, 80ème rue est, Charlesbourg, comté de Québec.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Charlesbourg, (Comté de Québec), ce 6 septembre 1961.

Le Greffier,
ADOLPHE ROY.

Hôtel de Ville,
182, 80ème rue est,
Charlesbourg, (Québec), P.Q.
Téléphone: 623-9816. 58639-o

Les syndics d'écoles (Protestantes) pour la municipalité de St-Étienne de Chelsea
Comté de Gatineau

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné L. B. Skinner, secrétaire-trésorier, Chelsea, comté

— \$30,600, construction of sewers; 244 — \$37,000, work on roads; and 245 — \$111,500, work on roads.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from October 1, 1961.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$693,500 — 20 years	
Year	Capital
October 1, 1962.....	\$ 17,000
October 1, 1963.....	19,000
October 1, 1964.....	21,000
October 1, 1965.....	22,000
October 1, 1966.....	23,500
October 1, 1967.....	24,500
October 1, 1968.....	26,000
October 1, 1969.....	26,500
October 1, 1970.....	28,000
October 1, 1971.....	30,000
October 1, 1972.....	27,000
October 1, 1973.....	29,500
October 1, 1974.....	31,000
October 1, 1975.....	32,500
October 1, 1976.....	34,000
October 1, 1977.....	35,500
October 1, 1978.....	38,500
October 1, 1979.....	41,000
October 1, 1980.....	43,000
October 1, 1981.....	144,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tendered agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Charlesbourg, county of Quebec.

Capital and interest are payable at all the branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of the same bank at Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council, to be held on Tuesday, September 26, 1961, at 8:00 o'clock p.m., at the Town Hall, 182, 80th Street East, Charlesbourg, county of Quebec

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Charlesbourg, (County of Quebec), September 6, 1961.

ADOLPHE ROY,
City Clerk.

Town Hall,
182, 80th Street, East,
Charlesbourg, (Quebec), P.Q.
Telephone: 623-9816. 58639

The school trustees (Protestant) for the municipality of St-Étienne de Chelsea
County of Gatineau

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned L. B. Skinner, secretary-treasurer, Chelsea, county of Gatineau, until

de Gatineau, jusqu'à 8 heures p.m., mardi, le 26 septembre 1961, pour l'achat de \$48,000 d'obligations des syndics d'écoles pour la municipalité de St-Étienne de Chelsea, comté de Gatineau, datées du 1er octobre 1961, et remboursables par séries du 1er octobre 1962 au 1er octobre 1981 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5% ni supérieur à 6% par année, payable semi-annuellement les 1er octobre et 1er avril de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 2 juin 1961, tel qu'amendé — construction d'une annexe à l'école élémentaire.

Pour fin d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er octobre 1961.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$48,000 — 20 ans	
Année	Capital
1er octobre 1962	\$1,500
1er octobre 1963	1,500
1er octobre 1964	1,500
1er octobre 1965	1,500
1er octobre 1966	1,500
1er octobre 1967	1,500
1er octobre 1968	2,000
1er octobre 1969	2,000
1er octobre 1970	2,000
1er octobre 1971	2,000
1er octobre 1972	2,500
1er octobre 1973	2,500
1er octobre 1974	2,500
1er octobre 1975	3,000
1er octobre 1976	3,000
1er octobre 1977	3,000
1er octobre 1978	3,500
1er octobre 1979	3,500
1er octobre 1980	3,500
1er octobre 1981	4,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Hull.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto et Ottawa.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mardi, le 26 septembre 1961, à 8 heures p.m., à l'école protestante de Chelsea, Chelsea, comté de Gatineau.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Chelsea, (Comté de Gatineau), le 6 septembre 1961.

Le Secrétaire-trésorier,
L. B. SKINNER.

Chelsea, (Gatineau), P.Q.
Téléphone: Kirks Ferry 65 S 12. 58640-0

8:00 o'clock p.m., Tuesday, September 26, 1961, for the purchase of an issue of \$48,000 of bonds of the School Trustees for the municipality of St. Étienne de Chelsea, county of Gatineau, dated October 1, 1961 and redeemable serially from October 1, 1962 to October 1, 1981 inclusively, with interest at a rate not inferior to 5% nor exceeding 6% per annum, payable semi-annually on October 1 and April 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated June 2, 1961, as amended — building an extension to the elementary school.

For adjudication purpose only, interest shall be calculated as from October 1, 1961.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$48,000 — 20 years	
Year	Capital
October 1, 1962	\$1,500
October 1, 1963	1,500
October 1, 1964	1,500
October 1, 1965	1,500
October 1, 1966	1,500
October 1, 1967	1,500
October 1, 1968	2,000
October 1, 1969	2,000
October 1, 1970	2,000
October 1, 1971	2,000
October 1, 1972	2,500
October 1, 1973	2,500
October 1, 1974	2,500
October 1, 1975	3,000
October 1, 1976	3,000
October 1, 1977	3,000
October 1, 1978	3,500
October 1, 1979	3,500
October 1, 1980	3,500
October 1, 1981	4,000

In addition, tenders may be sent and shall be considered for ten-year short-term bonds or for fifteen-year short-term bonds. However, the tenders shall be for one only of the above terms. The award shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Hull.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec, of the bank whose name is mentioned in the loan procedure, and at the main office of the said bank in Toronto and Ottawa.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Tuesday, September 26, 1961 at 8:00 o'clock p.m., at Chelsea Protestant School, Chelsea, county of Gatineau.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Chelsea, (County of Gatineau), this 6th day of September, 1961.

L. B. SKINNER,
Secretary-Treasurer.

Chelsea, (Gatineau), P.Q.
Telephone: Kirks Ferry 65 ring 12. 58640

Les commissaires d'écoles catholiques pour la municipalité de Gatineau
Comté de Papineau

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Léo Giroux, secrétaire-trésorier, Hôtel de ville, 280 Boulevard Maloney, Gatineau, comté de Papineau, jusqu'à 8 heures p.m., mercredi, le 27 septembre 1961 pour l'achat de \$96,000 d'obligations des commissaires d'écoles catholiques pour la municipalité de Gatineau, comté de Papineau, datées du 1er octobre 1961 et remboursables par séries du 1er octobre 1962 au 1er octobre 1981 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5% ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution en date du 19 mai 1961, telle que modifiée — achat de terrains.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er octobre 1961.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Année	Capital
1er octobre 1962.....	\$2,500
1er octobre 1963.....	2,500
1er octobre 1964.....	3,000
1er octobre 1965.....	3,000
1er octobre 1966.....	3,500
1er octobre 1967.....	3,500
1er octobre 1968.....	3,500
1er octobre 1969.....	4,000
1er octobre 1970.....	4,000
1er octobre 1971.....	4,500
1er octobre 1972.....	4,500
1er octobre 1973.....	5,000
1er octobre 1974.....	5,500
1er octobre 1975.....	5,500
1er octobre 1976.....	6,000
1er octobre 1977.....	6,500
1er octobre 1978.....	6,500
1er octobre 1979.....	7,000
1er octobre 1980.....	7,500
1er octobre 1981.....	8,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Gatineau, comté de Papineau.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto et à Ottawa.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mercredi, le 27 septembre 1961 à 8 heures du soir, à l'Hôtel de ville, 280 Boulevard Maloney, Gatineau, comté de Papineau.

The catholic school commissioners for the municipality of Gatineau
County of Papineau

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds", will be received by the undersigned Léo Giroux, secretary-treasurer, Town Hall, 280 Boulevard Maloney, Gatineau, county of Papineau, until 8:00 o'clock p.m., Wednesday, September 27, 1961, for the purchase of an issue of \$96,000 of bonds for the catholic school commissioners for the municipality of Gatineau, county of Papineau, dated October 1, 1961, and redeemable serially from October 1, 1962 to October 1, 1981 inclusively, with interest at a rate not less than 5% nor more than 6%, payable semi-annually on April 1 and October 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Resolution dated May 19, 1961, as amended — purchase of lots of land.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from October 1, 1961.

The table of redemption is as follows:

Year	Capital
October 1, 1962.....	\$2,500
October 1, 1963.....	2,500
October 1, 1964.....	3,000
October 1, 1965.....	3,000
October 1, 1966.....	3,500
October 1, 1967.....	3,500
October 1, 1968.....	3,500
October 1, 1969.....	4,000
October 1, 1970.....	4,000
October 1, 1971.....	4,500
October 1, 1972.....	4,500
October 1, 1973.....	5,000
October 1, 1974.....	5,500
October 1, 1975.....	5,500
October 1, 1976.....	6,000
October 1, 1977.....	6,500
October 1, 1978.....	6,500
October 1, 1979.....	7,000
October 1, 1980.....	7,500
October 1, 1981.....	8,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tendered agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any by certified cheque payable at par at Gatineau, county of Papineau.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan resolution, as well as at the head office of the said bank at Toronto and at Ottawa.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Wednesday, September 27, 1961, at 8:00 o'clock p.m., at the Town Hall, 280 Maloney Boulevard, Gatineau, county of Papineau.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Gatineau, (Comté de Papineau), ce 6 septembre 1961.

Le Secrétaire-trésorier,
LÉO GIROUX.

Hôtel de ville, 280, Boul Maloney,

Gatineau, (Papineau), P.Q.

Téléphone: Mo-3-6543.

58641-0

**Les commissaires d'écoles
pour la municipalité de Ham-Nord
Comté de Wolfe**

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le sousigné J.-A. Comtois, secrétaire-trésorier, Ham-Nord, comté de Wolfe, jusqu'à 8 heures p.m., mercredi, le 27 septembre 1961, pour l'achat de \$56,500 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de Ham-Nord, comté de Wolfe, datées du 1er septembre 1961 et remboursables par séries du 1er septembre 1962 au 1er septembre 1981 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5% ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution en date du 28 juin 1961, telle que modifiée — construction d'une école élémentaire.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er octobre 1961.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Année	Capital
1er septembre 1962.....	x \$18,500
1er septembre 1963.....	x 20,000
1er septembre 1964.....	500
1er septembre 1965.....	500
1er septembre 1966.....	500
1er septembre 1967.....	500
1er septembre 1968.....	500
1er septembre 1969.....	1,000
1er septembre 1970.....	1,000
1er septembre 1971.....	1,000
1er septembre 1972.....	1,000
1er septembre 1973.....	1,000
1er septembre 1974.....	1,000
1er septembre 1975.....	1,000
1er septembre 1976.....	1,000
1er septembre 1977.....	1,500
1er septembre 1978.....	1,500
1er septembre 1979.....	1,500
1er septembre 1980.....	1,500
1er septembre 1981.....	1,500

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$40,640, accordé par le gouvernement provincial et payable en deux versements de \$20,320 chacun, de 1962 à 1963 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des titres à vingt ans seulement et que les offres qui seront faites pour des titres à courte échéance ne seront pas considérées.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Ham-Nord, comté de Wolfe.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Gatineau, (County of Papineau), September 6, 1961.

LÉO GIROUX,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 280 Maloney Boulevard,

Gatineau, (Papineau), P.Q.

Telephone: MO-3-6543.

58641

**The school commissioners
for the municipality of Ham-North
County of Wolfe**

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned J.-A. Comtois, secretary-treasurer, Ham-North, county of Wolfe, until 8:00 o'clock p.m., on Wednesday, September 27, 1961, for the purchase of an issue of \$56,500 of bonds for the school commissioners for the municipality of Ham-North, county of Wolfe, dated September 1, 1961, and redeemable serially from September 1, 1962 to September 1, 1981 inclusively, with interest at a rate not less than 5% nor more than 6%, payable semi-annually on March 1 and September 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Resolution dated June 28, 1961, as modified — construction of an elementary school.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from October 1, 1961.

The table of redemption is as follows:

Year	Capital
September 1, 1962.....	x \$18,500
September 1, 1963.....	x 20,000
September 1, 1964.....	500
September 1, 1965.....	500
September 1, 1966.....	500
September 1, 1967.....	500
September 1, 1968.....	500
September 1, 1969.....	1,000
September 1, 1970.....	1,000
September 1, 1971.....	1,000
September 1, 1972.....	1,000
September 1, 1973.....	1,000
September 1, 1974.....	1,000
September 1, 1975.....	1,000
September 1, 1976.....	1,000
September 1, 1977.....	1,500
September 1, 1978.....	1,500
September 1, 1979.....	1,500
September 1, 1980.....	1,500
September 1, 1981.....	1,500

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$40,640 granted by the Provincial Government and payable in two instalments of \$20,320 each, from 1962 to 1963 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

Please note that tenders are called for twenty-year terms only and that tenders for short terms shall not be considered.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Ham-North county of Wolfe.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mercredi, le 27 septembre 1961 à 8 heures du soir, en la salle Dubois, Ham-Nord, comté de Wolfe.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ham-Nord, (Comté de Wolfe), ce 6 septembre 1961.

Le Secrétaire-trésorier,
J.-A. COMTOIS.

Ham-Nord, (Wolfe), P.Q.

Téléphone: 4.

58642-0

Ville de Lac Mégantic
Comté de Frontenac

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Hervé Fecteau, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, Lac Mégantic, comté de Frontenac, jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 26 septembre 1961, pour l'achat de \$304,000 d'obligations de la ville de Lac Mégantic, comté de Frontenac, datées du 1er octobre 1961 et remboursables par séries du 1er octobre 1962 au 1er octobre 1981 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5% ni supérieur à 6% par année, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements d'emprunt Nos:—280—\$47,516.01 sur un montant total de \$60,000, construction d'un égout collecteur; 288—\$11,860.11 sur un montant total de \$18,500, construction d'un égout collecteur; 289 et 295—\$6,470.94 sur un montant total de \$75,000, construction d'un égout collecteur et système d'aqueduc; 292—\$210,000 sur un montant total de \$300,000, reconstruction de l'hôtel de ville; 294—\$14,817.39 sur un montant total de \$20,000, extension aux systèmes d'aqueduc et d'égout; et 298—\$13,520.22 sur un montant total de \$20,000, travaux d'aqueduc et d'égouts.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er octobre 1961.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$304,000 — 20 ans

<i>Année</i>	<i>Capital</i>
1er octobre 1962	\$12,000
1er octobre 1963	13,500
1er octobre 1964	14,000
1er octobre 1965	16,000
1er octobre 1966	16,500
1er octobre 1967	16,500
1er octobre 1968	18,000
1er octobre 1969	20,000
1er octobre 1970	21,000
1er octobre 1971	21,500
1er octobre 1972	10,000
1er octobre 1973	11,000
1er octobre 1974	11,500
1er octobre 1975	12,000
1er octobre 1976	13,000
1er octobre 1977	13,500
1er octobre 1978	14,500

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Wednesday, September 27, 1961, at 8:00 o'clock p.m., in Dubois auditorium, Ham-North, county of Wolfe.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Ham-North, (County of Wolfe), September 6, 1961.

J.-A. COMTOIS,
Secretary-Treasurer.

Ham-North, (Wolfe), P.Q.

Telephone: 4.

58642

Town of Lake Mégantic
County of Frontenac

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Hervé Fecteau, secretary-treasurer, Town Hall, Lake Mégantic, county of Frontenac, until 8:00 o'clock p.m. Tuesday, September 26, 1961, for the purchase of an issue of \$304,000 of bonds for the town of Lake Mégantic, county of Frontenac, dated October 1, 1961, and redeemable serially from October 1, 1962 to October 1, 1981 inclusively, with interest at a rate not less than 5% nor more than 6% per annum, payable semi-annually on April 1 and October 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-law Nos:—280—\$47,516.01 on a total amount of \$60,000, construction of a sewer system 288—\$11,860.11 on a total amount of \$18,500, construction of a sewer system; 289 and 295—\$6,470.94 on a total amount of \$75,000, construction of a sewer and aqueduct system; 292—\$210,000 on a total amount of \$300,000, reconstruction of the Town Hall; 294—\$14,817.39 on a total amount of \$20,000, extension to the aqueduct and sewer systems; and 298—\$13,520.22 on a total amount of \$20,000, work on the aqueduct and sewers systems.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from October 1, 1961.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$304,000 — 20 years

<i>Year</i>	<i>Capital</i>
October 1, 1962	\$12,000
October 1, 1963	13,500
October 1, 1964	14,000
October 1, 1965	16,000
October 1, 1966	16,500
October 1, 1967	16,500
October 1, 1968	18,000
October 1, 1969	20,000
October 1, 1970	21,000
October 1, 1971	21,500
October 1, 1972	10,000
October 1, 1973	11,000
October 1, 1974	11,500
October 1, 1975	12,000
October 1, 1976	13,000
October 1, 1977	13,500
October 1, 1978	14,500

1er octobre 1979	\$ 15,500
1er octobre 1980	16,500
1er octobre 1981	17,500

October 1, 1979	\$ 15,500
October 1, 1980	16,500
October 1, 1981	17,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Lac Mégantic, comté de Frontenac.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 26 septembre 1961, à 8 heures du soir, en l'Hôtel de Ville, Lac Mégantic, comté de Frontenac.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus-haute ni aucune des soumissions.

Lac Mégantic, (Comté de Frontenac), ce 5 septembre 1961.

Le Secrétaire-trésorier,
HERVÉ FECTEAU.

Hôtel de Ville,
Lac Mégantic, (Frontenac), P.Q.
Téléphone: 60. 58643-0

Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Ste-Foy Comté de Québec

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Jérôme Sauvageau, secrétaire-trésorier, École Supérieure des Filles, 288 Route de l'Église, Ste-Foy, comté de Québec, jusqu'à 8 heures du soir, mercredi, le 27 septembre 1961, pour l'achat de \$500,000 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de Ste-Foy, comté de Québec, datées du 1er octobre 1961 et remboursables par séries du 1er octobre 1962 au 1er octobre 1981 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5% ni supérieur à 6% par année, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 15 mai 1961, telle que modifiée — construction de deux écoles de onze classes.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er octobre 1961.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$500,000 — 20 ans

Année	Capital
1er octobre 1962	\$54,000
1er octobre 1963	57,000
1er octobre 1964	60,500
1er octobre 1965	64,000
1er octobre 1966	68,000
1er octobre 1967	8,500
1er octobre 1968	9,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tendered agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Lake Mégantic, county of Frontenac.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank at Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Tuesday, September 26, 1961, at 8:00 o'clock p.m., at the Town Hall, Lake Mégantic, county of Frontenac.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Lake Mégantic, (County of Frontenac), September 5, 1961.

HERVÉ FECTEAU,
Secretary-Treasurer.

Town Hall,
Lake Mégantic, (Frontenac), P.Q.
Telephone: 60. 58643

The school commissioners for the municipality of Ste-Foy County of Quebec

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Jérôme Sauvageau, secretary-treasurer, Girls' High School, 288 Church Road, Ste-Foy, county of Quebec, until 8:00 o'clock p.m. on Wednesday, September 27, 1961, for the purchase of an issue of \$500,000 of bonds for the school commissioners for the municipality of Ste-Foy, county of Quebec, dated October 1, 1961, and redeemable serially from October 1, 1962 to October 1, 1981 inclusively, with interest at a rate not less than 5% nor more than 6% per annum, payable semi-annually on April 1 and October 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated May 15, 1961, as modified — construction of two eleven-class schools.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from October 1, 1961.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$500,000 — 20 years

Year	Capital
October 1, 1962	\$54,000
October 1, 1963	57,000
October 1, 1964	60,500
October 1, 1965	64,000
October 1, 1966	68,000
October 1, 1967	8,500
October 1, 1968	9,000

1er octobre 1969.....	\$ 9,500
1er octobre 1970.....	10,000
1er octobre 1971.....	10,500
1er octobre 1972.....	11,500
1er octobre 1973.....	12,000
1er octobre 1974.....	12,500
1er octobre 1975.....	13,500
1er octobre 1976.....	14,500
1er octobre 1977.....	15,000
1er octobre 1978.....	16,000
1er octobre 1979.....	17,000
1er octobre 1980.....	18,000
1er octobre 1981.....	19,000

October 1, 1969.....	\$ 9,500
October 1, 1970.....	10,000
October 1, 1971.....	10,500
October 1, 1972.....	11,500
October 1, 1973.....	12,000
October 1, 1974.....	12,500
October 1, 1975.....	13,500
October 1, 1976.....	14,500
October 1, 1977.....	15,000
October 1, 1978.....	16,000
October 1, 1979.....	17,000
October 1, 1980.....	18,000
October 1, 1981.....	19,000

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$317,337.75, accordé par le gouvernement provincial et payable en cinq versements annuels de \$63,467.55 chacun, de 1962 à 1966 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$317,337.75 granted by the Provincial Government and payable in five instalments of \$63,467.55 each, from 1962 to 1966 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des titres à vingt ans seulement, et que les offres qui seront faites pour des titres à courte échéance ne seront pas considérées.

Please note that tenders are called for twenty years only, and that offers for short-term bonds shall not be considered.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Ste-Foy, comté de Québec.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Ste-Foy, county of Quebec.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of said bank in Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mercredi, le 27 septembre 1961, à 8 heures du soir, en l'École Supérieure des Filles, 288, Route de l'Église, Ste-Foy, comté de Québec.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Wednesday, September 27, 1961, at 8:00 o'clock p.m., in the Girls' High School, 288 Church Road, Ste-Foy, county of Quebec.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Ste-Foy, (Comté de Québec), ce 6 septembre 1961.

Ste-Foy, (County of Quebec), September 6, 1961.

Le Secrétaire-trésorier,
JÉRÔME SAUVAGEAU.

JÉRÔME SAUVAGEAU,
Secretary-Treasurer.

École Supérieure des Filles,
288, Route de l'Église,
Ste-Foy, (Québec), P.Q.
Téléphone: 653-5201.

58644-o

Girls' High School,
288 Church Road,
Ste-Foy, (Quebec), P.Q.
Telephone: 653-5201.

58644

Syndicat professionnel

Professional Syndicate

La Fraternité des Employés en Quincaillerie (Loi des syndicats professionnels)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « La Fraternité des Employés en Quincaillerie », a été autorisée par le Secrétaire de la province le 30 août 1961.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Québec, le 31 août 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

58624-o

La Fraternité des Employés en Quincaillerie (Professional Syndicates' Act)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "La Fraternité des Employés en Quincaillerie", has been authorized by the Provincial Secretary on August 30, 1961.

The head office of the said professional syndicate is situated at Montreal, judicial district of Montreal.

Quebec, August 31, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

58624

Vente par licitation**Angers vs Leclerc**

Canada, province de Québec, district de Québec, dans la Cour Supérieure, No 112-166. Marc Angers, demandeur ès-qualité, vs Agenor Leclerc, défendeur ès-qualité.

Avis de licitation

Le SEIZE OCTOBRE 1961, à DIX heures a.m., devant le protonotaire de la Cour Supérieure, district de Québec, à son bureau au Palais de Justice, en la cité de Québec, en exécution d'un jugement rendu par ce Tribunal le 22e jour d'août 1961, dans l'instance engagée entre: Marc Angers, comptable de la cité de Québec, en sa qualité de syndic à la faillite de Agenor Leclerc, manufacturier, faisant affaires seul sous les raisons sociales de « Les Ateliers Leclerc Enrg. », et « Leclerc Truck Equipment Reg'd. », 229, 7ième Rue Est, Charlesbourg, P.Q., demandeur ès-qualité, vs Agenor Leclerc, de la cité de Québec, en sa qualité de tuteur à sa fille mineure Huguette Leclerc, défendeur ès-qualité, cause numéro 112-166, Cour Supérieure, district de Québec, il sera procédé à l'adjudication par licitation, aux enchères publiques, de l'immeuble ci-après:

« Partie du lot numéro six cent quatre-vingt-sept (687) maintenant connue et désignée comme étant le lot numéro trente-quatre des subdivisions dudit lot originaire numéro six cent quatre-vingt-sept (687-34) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la paroisse de Charlesbourg, dans le comté de Québec, borné au nord-est par le lot No 687-A, au sud-est par le lot No 687-15, étant une rue connue sous le nom de 35e Rue Est, au sud-ouest par le lot No 682, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances », sujet aux charges, clauses et conditions stipulées au cahier des charges déposé au greffe.

Tout enchérisseur devra accompagner son offre, d'une consignation de \$200.00.

Les oppositions à la vente, s'il y avait lieu, devront être formées, au plus tard le 12ème jour avant la date de la licitation, et les oppositions à fin de conserver, dans les 6 jours après l'adjudication, à peine de déchéance ou forclusion.

Québec, le 30 août 1961.

Le Procureur du demandeur ès-qualité,
58625-36-2-0 SIMON LAVERDIÈRE.

Sale by Licitaton**Angers vs Leclerc**

Canada, Province of Quebec, district of Quebec, in the Superior Court, No. 112-166. Marc Angers, plaintiff, es-quality vs Agenor Leclerc, defendant es-quality.

Notice of licitation

On OCTOBER SIXTEEN, 1961, at TEN o'clock a.m., before the Prothonotary of the Superior Court, district of Quebec, at his office in the Court House, in the city of Quebec, in the carrying out of a judgment rendered by this court on August 22, 1961, in the suit-at-law entered into between: Marc Angers, accountant of the city of Quebec, in his capacity as trustee in the bankruptcy of Agenor Leclerc, manufacturer, carrying on business alone under the firm names of "Les Ateliers Leclerc Enrg.", and "Leclerc Truck Equipment Reg'd", 229, 7th St. East, Charlesbourg, P.Q., plaintiff es-quality, vs Agenor Leclerc, of the city of Quebec, in his capacity as tutor to his minor daughter, Huguette Leclerc, defendant es-quality, case number 112-166, Superior Court, district of Quebec, the following immoveable will be adjudged by licitation at the public auction:

"Part of lot number six hundred and eighty-seven (687), now known and designaged as being lot number thirty-four of the subdivisions of said original lot number six hundred and eighty-seven (687-34) in the official plan and book of reference of the cadaster of Charlesbourg parish, in the county of Quebec, bounded on the northeast by lot No. 687-A, on the southeast by lot No. 687-15, being a street known under the name 35th St. East, on the southwest by lot No. 682, with buildings threecn constructed, circumstances and dependencies", subject to the charges, clauses and conditions stipulated in the list of charges filed in the office of the Court.

Every bidder must accompany his offer with a deposit of \$200.00.

All oppositions to the sale, if there are any, must be formed, at the latest, the 12th day before the date of the licitation, and oppositions for payment, in the 6 days following the adjudication, under penalty of forfeiture or foreclosure.

Quebec, August 30, 1961.

SIMON LAVERDIÈRE,
58625-36-2 Attorney for the plaintiff es-quality.

Vente — Loi de faillite**Louis Dumont**

Canada, province de Québec, district de Chicoutimi, Cour Supérieure, No: 682-B (En matière de faillite), dans l'affaire de la faillite de: Louis Dumont, 6, rue Bergeron, Kénogami, débiteur;

Avis est par les présentes donné que: MERCREDI, le ONZE OCTOBRE 1961 à ONZE heures a.m., sera vendu par encan public, à la porte de l'église à St-Jean Vianney, l'immeuble ci-après décrit, savoir:

« Une propriété à St-Jean Vianney (St-Léonard) connue et désignée au bureau d'enregistrement de Chicoutimi, comme faisant partie du lot numéro vingt-huit A (P. 28-A) dans le rang A (rg. A) aux plan et livre de renvoi officiels

Sale — Bankruptcy Act**Louis Dumont**

Canada, Province of Quebec, district of Chicoutimi, Superior Court (in the matter of bankruptcy) No. 682-B. In the bankruptcy of Louis Dumont, 6 Bergeron St., Kénogami, debtor.

Notice is hereby given that: WEDNESDAY, OCTOBER ELEVEN, 1961, at ELEVEN o'clock a.m., will be sold by public auction, at the church door of St-Jean Vianney, the immoveable hereinafter described, to wit:

"A property at St-Jean Vianney (St-Léonard), known and designated in the registry office of Chicoutimi, as being part of lot number twenty-eight A (P. 28-A) on range A (Rg. A) in the official plan and book of reference of the cadaster of

du cadastre du canton Simard; le terrain mesurant soixante-neuf pieds de largeur du sud au nord, par cent pieds de profondeur de l'est à l'ouest, ladite borne sud, étant à soixante-douze pieds de la borne nord du terrain de Midas Robitaille; bornée en front à l'ouest au chemin public, en profondeur à l'est au résidu de la ferme de Cyprien Savard; tenant au nord à Arsène Duchesne, et au sud à Antonio Savard, le tout avec bâtisses, appartenances et dépendances.»

the township of Simard; the land measures sixty-nine feet in width, from south to north, by one hundred feet in depth, from east to west, the said south boundary being seventy-two feet distant from the north boundary of the land of Midas Robitaille; bounded in front, on the west, by the public road, in depth, on the east, by the remainder of the farm belonging to Cyprien Savard; bordering on the north, on the land of Arsène Duchesne, and on the south, on that of Antonio Savard, the whole with buildings, appurtenances and dependencies.”

Cet item sera offert en vente au plus haut et dernier enchérisseur, à charge des rentes et répartitions d'église qui peuvent exister ainsi que sujet aux servitudes actives et passives pouvant exister.

This item be offered in sale to the highest and last bidder, subject to ground rents and church assessments which may exist, and also subject to active and passive servitudes which may exist.

Les titres et certificats peuvent être examinés en tout temps en s'adressant aux bureaux des syndics soussignés.

The deeds and certificates may be examined at any time by applying to the offices of the undersigned trustees.

Cette vente est faite conformément aux articles 716, 717 et 719-A du Code de Procédure Civile et aussi à l'article 55 de la Loi de Faillite. Cette vente équivaut à la vente faite par le Shérif.

This sale is made pursuant to sections 716, 717 and 719-A of the Code of Civil Procedure, and also to section 55 of the Bankruptcy Act. This sale is equivalent to a sale made by the Sheriff.

Conditions de paiement: argent comptant.
Québec, 29 août 1961.

Conditions of payment: cash.
Quebec, August 29, 1961.

Les Syndics,

JOSEPH MARMETTE & RENÉ LEFAIVRE.
369, est rue Racine, Chicoutimi, et
111, Côte de la Montagne, Québec. 58595-35-2-o

JOSEPH MARMETTE & RENÉ LEFAIVRE,
Trustees.
369 Racine St. east, Chicoutimi, and
111 Mountain Hill, Québec. 58595-35-2

Ventes par Shérifs

Sheriffs' Sales

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ABITIBI

ABITIBI

Province de Québec — District d'Abitibi

Cour Supérieure, { L'OFFICE DU CRÉDIT
No 12,241. { AGRICOLE DU QUÉ-
BEC, corps politique et in-
corporé, ayant son siège social à Québec, requé-
rant, saisissant; vs GAUDIAS DENIS, cultiva-
teur, domicilié à Clerval, comté d'Abitibi-Ouest,
P.Q., intimé, saisi.

Province of Quebec — District of Abitibi

Superior Court, { QUEBEC FARM CREDIT
No. 12,241. { BUREAU, body politic
and corporate, having its head
office in Quebec, seizing creditor vs GAUDIAS
DENIS, farmer, domiciled at Clerval, county of
Abitibi-West, P.Q., respondent.

Avis de vente

Notice of Sale

L'immeuble connu et désigné comme étant le lot numéro huit (8) du rang deux (2) du canton de La Reine, tel que décrit au cadastre officiel pour ledit canton, avec bâtisses et autres constructions y dessus érigées, circonstances et dépendances, ce lot ayant environ soixante-seize (76) acres de terre en superficie plus ou moins;

The immovable known and designated as being lot number eight (8) of range two (2) of the township of La Reine, as described on the official cadaster for the said township, with buildings and other constructions thereon erected, circumstances and dependencies, this lot having an area of approximately seventy-six (76) acres, and more or less.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Ste-Jeanne d'Arc de Clerval, le VINGTIÈME jour de SEPTEMBRE 1961 à DIX heures a.m.

To be sold at the door of the parochial church of Ste-Jeanne d'Arc of Clerval, the TWENTIETH day of SEPTEMBER 1961 at TEN o'clock a.m.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, CONRAD PAQUETTE,
Amos, 14 août 1961. 58469-33-2-o

CONRAD PAQUETTE,
Sheriff's Office, *Sheriff.*
Amos, August 14, 1961. 58469-33-2

BEAUHARNOIS

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District de Beauharnois

Cour de Magistrat, { LES COMMISSAIRES
No 12360. { D'ÉCOLES DE LA
MUNICIPALITÉ DE LA

CITÉ DE SALABERRY DE VALLEYFIELD, corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires en la cité de Salaberry de Valleyfield, district de Beauharnois, demandeurs, vs JEAN CHARLES LEROUX, de Salaberry de Valleyfield, district de Beauharnois, défendeur.

À savoir: « Le lot No 172 de la subdivision du lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Ste-Cécile, sous le No 94 (94-172). Borné en front, au nord-est par le No 94-168, au nord-ouest, par le No 94-176, au sud-ouest par le No 95, et au sud-est par le No 94-173; mesurant cinquante pieds de front, par quatre-vingt-quinze pieds de profondeur, ayant une superficie de quatre milles sept cent cinquante pieds, mesure anglaise, (4750'). Avec bâtisses y érigées ».

Pour être vendu à mon Bureau au Palais de Justice à Valleyfield, le JEUDI, DOUZIÈME jour d'OCTOBRE 1961, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
Valleyfield, 30 août 1961. ERNEST POIRIER.
[Première insertion: le 9 septembre 1961.] 58613-36-2-0

BEAUHARNOIS

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District of Beauharnois

Magistrate's Court, { THE SCHOOL COM-
No. 12360. { MISSIONERS FOR
THE MUNICIPALITY

OF THE CITY OF SALABERRY DE VALLEYFIELD, body politic and corporate, having its place of business in the city of Salaberry de Valleyfield, district of Beauharnois, plaintiffs, vs JEAN CHARLES LEROUX, of Salaberry de Valleyfield, district of Beauharnois, defendant.

To wit: "Lot No. 172 of the subdivision of the lot of land known and designated in the official plan and book of reference of the parish of Ste-Cécile, under No. 94 (94-172). Bounded in front on the northeast by No. 94-168, on the northwest, by No. 94-176, on the southwest, by No. 95, and on the southeast by No. 94-173; measuring fifty feet in front, by ninety-five feet, in depth, forming in superficies, four thousand seven hundred and fifty feet, English measure, (4750'). With buildings thereon erected".

To be sold at my office, in the Court House at Valleyfield, on THURSDAY, the TWELFTH day of OCTOBER, 1961, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, ERNEST POIRIER,
Valleyfield, August 30, 1961. Sheriff.
[First insertion: September 9, 1961.] 58613-36-2

BEDFORD

Canada — Province de Québec
District de Bedford

Cour Supérieure, { MARCEL RACICOT,
No 10,694. { vendeur, domicilié à
Mansonville, district de Bed-

ford, demandeur, vs GÉRARD ADAM, résidant à Bonsecours, district de Bedford, défendeur.

« Les lots neuf cent quatre-vingt-trois (983) neuf cent soixante-dix-neuf (979) et neuf cent quatre-vingt-deux (982) moins la demi (1/2) sud du lot neuf cent quatre-vingt-trois (983), avec constructions dessus construites au plan et livre de renvoi officiel du canton de Stukely ».

Pour être vendus « en bloc » à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame de Bonsecours, district de Bedford, JEUDI, le DOUZIÈME jour d'OCTOBRE 1961, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, Le Député-Shérif,
Palais de Justice, ANTONIN BOURASSA.
Sweetsburg, Qué. 58612-36-2-0
ce 30 août 1961.

BEDFORD

Canada — Province of Quebec
District of Bedford

Superior Court, { MARCEL RACICOT,
No. 10,694. { salesman, residing at
Mansonville, district of Bed-

ford, plaintiff, vs GÉRARD ADAM, residing at Bonsecours, district of Bedford, defendant.

"Lots nine hundred and eighty-three (983), nine hundred and seventy-nine (979) and nine hundred and eighty-two (982) less the southern half (1/2) of lot nine hundred and eighty-three (983), with buildings thereon erected on the official plan and in the book of reference for the township of Stukely".

To be sold "en bloc" at the parochial church door of Notre-Dame de Bonsecours, district of Bedford, THURSDAY, the TWELFTH day of OCTOBER, 1961, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, ANTONIN BOURASSA,
Court House, Deputy-Sheriff.
Sweetsburg, Que., 58612-36-2
August 30, 1961.

CHICOUTIMI

Fieri Facias
District de Roberval

Cour de Magistrat, { MÉRÉRIC BERGE-
Séant à Alma, { RON, épiciier, Rue
No. 22,048. { St-Joseph, Alma, P.Q., de-

mandeur; vs PAUL GAUTHIER, Rang V, St-Nazaire, P.Q., défendeur;

« Un terrain ou emplacement sis et situé en ladite paroisse de St-Nazaire, de forme irrégulière,

CHICOUTIMI

Fieri Facias
District of Roberval

Magistrate's Court, { MÉRÉRIC BERGE-
Sitting at Alma, { RON, grocer, St-
No. 22,048. { Joseph Street, Alma, P.Q.,

plaintiff; vs PAUL GAUTHIER, Range V, St-Nazaire, P.Q., defendant;

"A lot of land or emplacement located and situated in the said parish of St-Nazaire, of

sans garantie de mesure précise, faisant partie de deux lots de terre soit les lots numéros quarante et un et le lot numéro quarante-deux (Pts Nos 41 et 42) du rang cinq, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton Taché, et compris, le dit lopin de terre dans les bornes suivantes, savoir: au sud à la route d'asphalte actuelle, au nord à l'ancien chemin et finissant à l'est et à l'ouest par une pointe aboutissant à la jonction de l'ancien chemin gravélé avec la route asphaltée d'aujourd'hui, le tout tel que clôturé actuellement, avec bâtiesse dessus construites, appartenances et dépendances.»

« Par ces mêmes présentes, le vendeur donne le droit à l'acquéreur de se creuser un puits sur le reste du lot No 42 à l'endroit désigné entre les parties, avec droit de passage pour aboutir à ce puits et aussi le droit de creusage et de passer un tuyau à partir du puits à gagner la maison que l'acquéreur se propose de construire, de faire les réparations au puits et au canal, en autant que besoin, sans aucune charge pour l'acquéreur.»

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Louis-Nazaire, le VINGTIÈME jour du mois de SEPTEMBRE 1961, à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, Chicoutimi, le 11 août 1961. Le Shérif, RENÉ DELISLE. 58451-33-2-0

irregular form, without guarantee of precise measurement, forming part of two lots of land, i.e. lots numbers forty-one and lot forty-two (Pts Nos. 41 and 42) of range five on the official plan and in the book of reference of the cadaster of the Taché township and including the said strip of land within the following boundaries, to wit: on the south by the present asphalt road, on the north, by the old road and ending on the east and on the west by a point abutting at the junction of the old gravel road with the present-day asphalted road, the whole as presently fenced-in, with building thereon erected, appurtenances and dependencies.»

“By these same presents, the salesman gives the right to the purchaser to dig himself a well on the remainder of the lot No. 42 at the place designated between the parts, with right of way to arrive at this well and also the right to dig and to pass a pipe from the well towards the house which the purchaser intends constructing, to repair the well and the canal, inasmuch as is required without any charge to the purchaser.”

To be sold at the parochial church door of St-Louis-Nazaire, on the TWENTIETH day of the month of SEPTEMBER, 1961, at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, Chicoutimi, August 11, 1961. RENÉ DELISLE, Sheriff. 58451-33-2

MONTMAGNY

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Québec
District of Montmagny

Cour Supérieure, No 8897. { M. EDMOND COMEAU, commerçant de Saint-Malachie, comté de Dorchester, demandeur, vs M. ALBERT BOUTIN, Notre-Dame-Auxiliatrice de Buckland, comté de Bellechasse, défendeur.

« Un morceau de terrain mesurant environ douze arpents de profondeur est-ouest sur trois arpents et demi de largeur nord-sud plus ou moins pour le tout, étant partie ouest du lot de terre connu au cadastre officiel du canton Buckland, 8ième rang nord-ouest, sous le numéro vingt-trois (P. 23, R. 8, N.O.) borné comme suit: à l'ouest par Henri Bilodeau et Henri Boulanger, ou le trait carré, au nord à Edmond Godbout, au sud à Émile Lejeune, à l'est à Henri Laflamme.»

Pour être vendu à la porte de l'église de Buckland, comté de Bellechasse, VENDREDI, le VINGT-DEUXIÈME jour de SEPTEMBRE 1961, à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, Montmagny, le 14 août 1961. Le Shérif, CHS OMER BERNIER. 58470-33-2-0

MONTMAGNY

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Québec
District of Montmagny

Superior Court, No. 8897. { MR. EDMOND COMEAU, trader, of Saint-Malachie, county of Dorchester, plaintiff, vs MR. ALBERT BOUTIN, Notre-Dame-Auxiliatrice de Buckland, county of Bellechasse, defendant.

“A parcel of land measuring approximately twelve arpents in depth east-west by three and one-half arpents in width north-south, more or less for the whole, being western part of lot of land known on the official cadaster of the township of Buckland, 8th range north-west, under number twenty-three (P. 23, R. 8, N.W.) bounded as follows: on the west by Henri Bilodeau and Henri Boulanger, or the “trait carré”, on the north by Edmond Godbout, on the south by Émile Lejeune, on the east by Henri Laflamme.”

To be sold at the church door of Buckland, county of Bellechasse, FRIDAY, the TWENTY-SECOND day of SEPTEMBER 1961, at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, Montmagny, August 14, 1961. CHS OMER BERNIER, Sheriff. 58470-33-2

MONTREAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: { LÉO PERRAULT No 533 541. { LÉO PERRAULT, demanderesse, vs ADRIEN SABOURIN, défendeur.

Subdivision 136 et subdivision 137 du lot originaire numéro 121 aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Laprairie avec la propriété

MONTREAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: { LÉO PERRAULT No. 533 541. { LÉO PERRAULT, plaintiff, vs ADRIEN SABOURIN, defendant.

Subdivision 136 and subdivision 137 of original lot number 121 on the official plan and book of reference of the parish of Laprairie with the

té immobilière dessus construite portant le numéro civique 19 rue Eddy, La Pinière.

Subdivision 114 et subdivision 115 du lot originaire numéro 121 aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Laprairie.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Laprairie, le DOUZIÈME jour d'OCTOBRE 1961, à ONZE heures du matin.

Bureau du Shérif, *Le Shérif,*
Montréal, le 5 septembre 1961. L.-P. CAISSE, C.R. 58645-36-2-o

immoveable property thereon erected bearing civic number 19 Eddy Street, La Pinière.

Subdivision 114 and subdivision 115 of original lot number 121 on the official plan and book of reference of the parish of Laprairie.

To be sold at the parochial church door of the parish of Laprairie, the TWELFTH day of OCTOBER, 1961, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, *L.-P. CAISSE, Q.C.,*
Montreal, September 5, 1961. *Sheriff.* 58645-36-2

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: { MONTREAL LIFE IN-
No 538 020. { SURANCE COM-
PANY, demanderesse, vs
GORDON WALTER RADFORD, défendeur,

Description

Un emplacement ayant front sur la rue St-Aubin, en la cité de St-Laurent, connue comme étant la subdivision numéro soixante-trois du lot originaire numéro quatre cent soixante-quinze (475-63) aux plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse de St-Laurent, mesurant cinquante pieds de largeur par une profondeur de soixante-quinze pieds, mesure anglaise et plus ou moins.

Avec la bâtisse dessus construites portant le numéro civique 965 de ladite rue St-Aubin, dont le mur nord-ouest est mitoyen.

Tel que ladite propriété existe présentement avec tous ses droits, membres et appartenances sans exception ou réserve d'aucune sorte.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DOUZIÈME jour du mois d'OCTOBRE 1961, à DIX heures du matin.

Bureau du Shérif, *Le Shérif,*
Montréal, le 5 septembre 1961. L.-P. CAISSE, C.R. 58646-36-2-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: { WILFRID PARENT,
No 530 524. { demandeur, vs WIL-
FRID DESCHÊNES, dé-
fendeur.

« Un immeuble connu et désigné comme suit:

« La partie nord-est du lot numéro cent trente-huit de la subdivision du lot originaire numéro cent trente-sept (137-Ptie N.E. 138) aux plan et livre de renvoi officiels du Village Incorporé de la Côte St-Louis, borné au nord-est par le lot No 137-259, au sud-est par la rue De Varennes, au sud-ouest par la partie sud-ouest dudit lot No 137-138 et au nord-ouest par le lot No 137-139, mesurant cette dite partie de lot vingt-deux pieds et un pouce et demi de largeur par quarante-deux pieds et six pouces de profondeur et contenant une superficie de 939 pieds carrés, le tout mesure anglaise et plus ou moins. Avec toutes les bâtisses dessus érigées et portant les numéros civiques 171, 173 et 175 rue De Varennes, Montréal; avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes y attachées, sans exception ni réserve et notamment sujet à cette servitude de vue enregistrée le douze mars, mil neuf cent cinquante-sept, au bureau d'enregistrement de Montréal, sous le numéro: 1,259,707. »

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: { MONTREAL LIFE IN-
No. 538 020. { SURANCE COM-
PANY, plaintiff, vs GOR-
DON WALTER RADFORD, defendant.

Designation

An emplacement fronting on St. Aubin Street in the city of St-Laurent, known as subdivision number sixty-three of original lot number four hundred and seventy-five (475-63) on the official plan and book of reference of the parish of St. Laurent, measuring fifty feet in width by a depth of seventy-five feet, English measure and more or less.

With the building thereon erected bearing the civic number 965 of said St. Aubin Street, of which the north-west wall is mitoyen.

As the said property now subsists with all its rights, members and appurtenances without exception or reserve of any kind.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the TWELFTH day of the month of OCTOBER, 1961, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, *L.-P. CAISSE, Q.C.*
Montreal, September 5, 1961. *Sheriff.* 58646-36-2

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: { WILFRID PARENT,
No. 530 524. { plaintiff, vs WIL-
FRID DESCHÊNES, de-
fendant.

« An immoveable known and designated as follows:

« The northeast part of lot number one hundred and thirty-eight of the subdivision of the original lot number one hundred and thirty-seven (137-Pt. N.E. 138) on the official plan and in the book of reference of the incorporated Village of the Côte St-Louis, bounded on the northeast by lot No. 137-259, on the southeast by De Varennes Street, on the southwest by the southwest part of the said lot No. 137-138 and on the northwest by lot No. 137-139, measuring this said part of lot twenty-two feet and one inch and one-half in width by forty-two feet and six inches in depth and containing an area of 939 square feet, the whole English measure and more or less. With all the buildings thereon erected and bearing civic numbers 171, 173 and 175 De Varennes Street, Montreal; with all the servitudes, active and passive, apparent and unapparent attached thereto, without exception nor reserve and especially subject to this servitude of registered view on March twelfth, one thousand nine hundred and fifty-seven, at the registry office of Montreal, under number: 1,259,707. »

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le TREIZIÈME jour du mois d'OCTOBRE 1961, à DIX heures du matin.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
 Montréal, le 5 septembre 1961. L.-P. CAISSE, C.R. 58647-36-2-o

QUEBEC

Fieri Facias

Quebec, à savoir: { **BANQUE D'ÉCONOMIE**
 No 110-434. { **DE QUÉBEC**, corps poli-
 tique et incorporé ayant
 une place d'affaires dans la cité de Québec, contre
LES HÉRITIERS DE FEU F. X. AUGER de
 son vivant demeurant à 208 Blvd. Pierre Ber-
 trand, Québec, P.Q.

Avis est par le présent donné que la vente qui
 devait avoir lieu le QUINZIÈME jour de SEP-
 TEMBRE 1961, dans l'affaire ci-haut mention-
 née, aura lieu le VINGT-NEUVIÈME jour de
 SEPTEMBRE à DIX heures de l'avant-midi
 au même endroit.

Bureau du Shérif, Le Député-Shérif,
 Québec, le 5 septembre 1961. ALBERT F. RACETTE. 58634-o

Fieri Facias

Quebec, à savoir: { **PHILIPPE BEAUDOIN**,
 No 109-574. { barbier, de la cité de
 Québec, dûment autorisé à
 exécuter contre **LUCIEN BOIVIN**, marchand de
 Beauport, comté de Québec, débiteur failli et
MARC ANGERS, syndic, de la cité de Québec,
 mis en cause.

« Le lot numéro deux mille neuf cent quarante
 et un (2941) et la partie est du lot numéro deux
 mille neuf cent quarante-deux (2942 partie est),
 du cadastre officiel pour le Quartier du Palais,
 de la cité de Québec, avec bâtisses et dépendances,
 mesurant vingt pieds (20') de front par une pro-
 fondeur d'environ trente-cinq pieds (35'), bornée
 au sud par le lot deux mille neuf cent quarante et
 un (2941), au nord par la subdivision numéro un
 du lot numéro deux mille neuf cent quarante-
 quatre (2944-1) du même cadastre, à l'ouest par
 l'autre partie dudit lot, et à l'est par un autre
 lot, avec et sujet au droit de passage selon acte
 enregistré.

« La partie ouest du lot numéro deux mille neuf
 cent quarante-deux (2942 partie ouest) du
 cadastre officiel pour le Quartier du Palais, de la
 Cité de Québec, avec bâtisses et dépendances,
 mesurant dix-huit pieds et sept pouces (18'7") de
 front sur la rue Couillard, et cinquante-quatre
 pieds (54') de largeur au bout de la profondeur,
 qui est d'environ cinquante-deux pieds (52'),
 bornée au sud par la rue Couillard, au nord par la
 subdivision numéro un du lot numéro deux mille
 neuf cent quarante-quatre (2944-1) du même
 cadastre, à l'est par l'autre partie dudit lot, et à
 l'ouest par le lot numéro deux mille neuf cent
 quarante-trois (2943), et par la rue Ferland,
 avec et sujet au droit de passage selon acte enre-
 gistré.

Tel que le tout est actuellement, avec les
 servitudes actives et passives, sans exception ni
 réserve ».

Pour être vendus à mon bureau, au Palais de
 Justice, à Québec, le TREIZIÈME jour d'OCTO-
 BRE prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Le Député-Shérif,
 Québec, le 6 septembre 1961. ALBERT F. RACETTE. 58648-36-2-o

[Première insertion: 9 septembre 1961.]
 [Deuxième insertion: 30 septembre 1961.]

To be sold at my office in the city of Montreal,
 on the THIRTEENTH day of the month of
 OCTOBER, 1961, at TEN o'clock in the fore-
 noon.

Sheriff's Office, L.-P. CAISSE, Q.C.,
 Montreal, September 5, 1961. Sheriff. 58647-36-2

QUEBEC

Fieri Facias

Quebec, to wit: { **THE QUEBEC SAVINGS**
 No. 110-434. { **BANK**, body politic
 and corporate having a place
 of business in the city of Quebec, versus **THE**
HEIRS OF THE LATE F. X. AUGER, in his
 lifetime living at 208 Pierre Bertrand Blvd.,
 Quebec, P.Q.

Notice is hereby given that the sale which was
 to have taken place on the FIFTEENTH day
 of SEPTEMBER, 1961, in the above-mentioned
 matter, will take place on the TWENTY-
 NINTH day of SEPTEMBER, at TEN o'clock
 in the forenoon at the same place.

Sheriff's Office, ALBERT F. RACETTE,
 Quebec, September 5, 1961. Deputy-Sheriff. 58634

Fieri Facias

Quebec, to wit: { **PHILIPPE BEAUDOIN**,
 No. 109-574. { barber, of the city of
 Québec, duly authorized to
 execute against **LUCIEN BOIVIN**, merchant
 of Beauport, county of Québec, bankrupt debtor,
 and **MARC ANGERS**, trustee, of the city of
 Québec, mis-en-cause.

« Lot number two thousand nine hundred and
 forty-one (2941) and the east part of lot number
 two thousand nine hundred and forty-two (2942
 east part), of the official cadaster for the "Quar-
 tier du Palais", of the city of Québec, with build-
 ings and dependencies, measuring twenty
 feet (20') in front by a depth of about thirty-
 five feet (35'), bounded on the south by lot two
 thousand nine hundred and forty-one (2941),
 on the north by subdivision number one of lot
 number two thousand nine hundred and forty-
 four (2944-1) of the same cadaster, on the west
 by the other part of the said lot, and on the east
 by another lot, with and subject to the right
 of way according to registered deed.

« The west part of lot number two thousand
 nine hundred and forty-two (2942-west part)
 of the official cadaster for the "Quartier du
 Palais", of the city of Québec, with buildings
 and dependencies, measuring eighteen feet
 and seven inches (18'7") in frontage by Couillard
 Street, and fifty-four feet (54') in width at the
 end of the depth, which is about fifty-two feet
 (52'), bounded on the south by Couillard Street,
 on the north, by subdivision number one of lot
 number two thousand nine hundred and forty-
 four (2944-1) of the same cadaster, on the east
 by another part of the said lot, and on the west,
 by lot number two thousand nine hundred and
 forty-three (2943) and by Ferland Street, with
 and subject to right of way according to registered deed.

As the whole is presently, with the active and
 passive servitudes, without exception nor reserve ».

To be sold at my office, at the Court House, at
 Quebec, on the THIRTEENTH day of OCTO-
 BER next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, ALBERT F. RACETTE,
 Quebec, September 6, 1961. Deputy-Sheriff. 58648-36-2

[First insertion: September 9, 1961.]
 [Second insertion: September 30, 1961.]

INDEX No 36

ACTION en séparation de biens

ACTION for Separation as to Property

Giambalardino vs Macri..... 3901

ARRÊTÉS en Conseil

ORDERS in Council

1488 - Primes de défrichement, d'essouchement et de labour à être payées aux colons..... 3902
 1488 - Premiums for clearing, grubbing and ploughing to be paid to settlers..... 3902
 1794 - Loi de l'impôt sur les corporations..... 3901
 1794 - Corporation Tax Act..... 3901
 1795 - Loi de l'impôt sur les corporations..... 3901
 1795 - Corporation Tax Act..... 3901
 1833-A - Construction région du Bas St-Laurent..... 3904
 1833-A - Construction Lower St. Lawrence region..... 3904
 1833-B - Chapellerie pour dames et enfants, Province..... 3907
 1833-B - Women's and Children's Headwear, Province..... 3907
 1833-C - Fer et Bronze d'ornementation, région de Montréal..... 3909
 1833-C - Ornamental iron and bronze, region of Montreal..... 3909

COMPAGNIES

COMPANIES

Avis relatifs

Notice relative

à la loi des

to the Act of

Chartes —

Charters —

Abandon de

Surrender of

Cimon Iron Works Ltd..... 3909
 Clin Ltd..... 3910
 Club des Moose de Montréal, 1111 Inc.
 (Le)..... 3909
 Mason (A. Wesley) & Son Ltd..... 3910
 Normand (J. P.) Ltée..... 3910

Divers

Miscellaneous

Dupont Automobile Ltée (Dir.)..... 3910
 Industrial Life Holding Inc. (Dir.)..... 3911
 International Food Distributors Corp.
 (Dir.)..... 3911
 La Salle Foods Limited (Dir.)..... 3911
 Mason (A. Wesley) & Son Ltd. (Dist.
 de l'actif - Dist. of assets)..... 3912
 Petits Chanteurs de Granby Inc. (Les) -
 (Dir.)..... 3910
 Produits Alimentaires La Salle Limitée
 (Dir.)..... 3911

Lettres patentes

Letters Patent

Association Chrétienne de Secours Mu-
 tuels Inc..... 3880
 Association des Pharmaciens d'Hôpitaux
 de la Province de Québec Inc..... 3881
 Ateliers Roger Presse Ltée..... 3881
 Aubut Lumber Trading & Co. Ltd..... 3881
 Audacieux Inc. (Les)..... 3882
 Bellemare (J. Adem) Ltée..... 3882
 Brousseau (Roland) Inc..... 3882
 Cameo Building Maintenance Co. Ltd. 3883
 Canadian Tire & Repair (Hauterive) Co.
 Ltd..... 3883
 C.B.N. Investment Co. Inc..... 3883
 Central Cleaning Inc..... 3884
 Champlain Office Equipment Ltd..... 3884
 Chomedey Electric, Inc..... 3884
 Christian Association of Mutual Aid
 Inc..... 3880
 Clover Inc..... 3885
 Club des Quilleurs du Centre, Inc..... 3885
 Club Kiwanis Laval de Montréal Inc... 3885
 Communications Électro (Québec) Ltée 3886
 Compagnie Autodrome Furie Ltée (La) 3889
 Continental Knitted Fabrics Inc..... 3886
 Cooper Garment and Sportswear Ltd. 3887
 Deschesne et Frères Ltée..... 3887
 Duhamel & Fils Inc..... 3887
 Élans de Victoriaville No. 428 Inc. (Les) 3888
 Entreprises de Fatima Ltée (Les)..... 3888
 Entreprises Lefebvre Inc. (Les)..... 3888

Entreprises P.B.M. Entreprises Inc.

(Les)..... 3889
 Fairmount Meat Market Ltd..... 3889
 Fatima Entreprises Ltd..... 3888
 Fery Speed Way Company Ltd..... 3889
 Garneau (Benoit) Inc..... 3890
 General Purification and Sanitation
 Company Ltd..... 3897
 Gruenwald (Hans) Entreprises Inc..... 3890
 Guillot & Dion Ltée..... 3890
 Independant Produce Importers Ltd... 3891
 Instant Spread Food Corporation (Que-
 bec) Ltd..... 3891
 Institut Secondaire Bourjoly Inc..... 3891
 Junior's Drive-In Restaurant Inc..... 3892
 Laval Kiwanis Club of Montreal Inc... 3885
 Monrod Ltd..... 3892
 Normand & Fils Inc..... 3892
 Omega Iron Works Ltd..... 3893
 Placements Lamontagne Ltée (Les)... 3893
 Provincial Paper Box Limited..... 3893
 Publications DuMay Inc. (Les)..... 3894
 Queen Leather Products Inc..... 3894
 Restaurant Rustik Inc..... 3894
 Rosen Metal Inc..... 3895
 Rustik Restaurant Inc..... 3894
 St Faustin Development Co. Ltd..... 3895
 St. Lawrence Bowmen Inc..... 3896
 S. & C. Repro Inc..... 3896
 Singar Limited..... 3896
 Société Générale d'Épuration et d'Assai-
 nissement Ltée..... 3897
 Spiro Mortgage Corporation Ltd..... 3897
 Stevedoring Contractors Great Lakes
 Ltd..... 3897
 Suburban Bakeries Inc..... 3898
 Sunny Island Development Corp..... 3898
 Talbot Chaussures Inc..... 3898
 Terrazzo Rental Equipment Inc..... 3899
 Three & Four Blouse Corp..... 3899
 Tissus Continentaux Inc. (Les)..... 3886
 Vito Ltée..... 3900
 Vorias Luncheonettes Ltd. (Correction) 3899
 West End Piano and Furniture Service
 Ltd..... 3900

Lettres parentes
supplémentairesSupplementary
Letters Patent

Industrial Life Holding Inc..... 3900

Sièges sociaux

Head Offices

Bristol Quebec Mining Co., Limited... 3912
 Davidson (Bonavista) Inc..... 3913
 Hôpital Notre-Dame de Lourdes..... 3912
 Laporte & Loïselle Inc..... 3913
 Pétroles Tremblay Ltée (Les)..... 3912

Sièges sociaux (suite)	Head Offices (continued)	SOUMISSIONS	TENDERS
Quebec Imports Ltd.	3913	Cap-de-la-Madeleine, cité - city	3925
Rainbow Oil & Gas Ltd.	3914	Charlesbourg, cité - city	3928
Tremblay Petroleum Ltd.	3912	Disraëli, comm. scol. - school comm.	3927
Wabush Iron Co. Limited	3913	Gatineau, comm. scol. cath. - cath.	
World Wide Enterprises Corporation ..	3914	school comm.	3931
		Ham-Nord, comm. scol. - school comm.	3932
		Lac-Mégantic, ville - town	3933
		Rosemère, ville - town	3926
		Ste-Foy, comm. scol. - school comm.	3934
		St-Étienne de Chelsea, comm. scol.	
		prot. - prot. school comm.	3929
EXAMENS	EXAMINATIONS	SYNDICAT	SYNDICATE
Agronomes	Agronomists	Professionnel	Professional
Aspirants à l'étude de l'Agronomie. . . .	3914	Fraternité des Employés en Quincaillerie (La)	3935
Candidates to the study of Agriculture. .	3914		
Barreau	Bar	VENTES	SALES
St. Francis, study	3916	Licitation	Licitation
St-François, étude	3916	Angers vs Leclerc	3936
MINISTÈRES	DEPARTMENTAL	Loi de faillite	Bankruptcy Act
Affaires municipales	Municipal Affairs	Dumont, Louis	3936
Sainte-Thérèse, cité - city (Annex.) . . .	3916	SHÉRIFS	SHERIFFS
Finances	Finance	Abitibi	Abitibi
Assurances	Insurance	Office du Crédit Agricole du Québec (L') vs Denis	3937
Adanae General Insurance Company of Canada	3918	Quebec Farm Credit Bureau vs Denis. .	3937
Forteresse, Compagnie d'Assurance sur la Vie (La)	3917	Beauharnois	Beauharnois
Fortress Life Insurance Company (The)	3917	Comm. d'écoles - School Comm. Sala- berry de Valleyfield (les) - vs Leroux . .	3938
Instruction publique	Education	Bedford	Bedford
Municipalité scolaire de:	School Municipality of:	Racicot vs Adam	3938
Béthanie (Acc. - Grant.)	3919	Chicoutimi	Chicoutimi
Laurentides (Des), ville - town (Acc. - Grant.)	3918	Bergeron vs Gauthier	3938
Soulanges, comm. scol. rég. - reg. school comm. (Acc. - Grant.)	3919	Montmagny	Montmagny
St-Alphonse-de-Castagnier (Dem. - Appl.)	3920	Comeau vs Boutin	3939
St-Anne-de-la-Pocatière No 1 (Acc. - Grant.)	3919	Montréal	Montreal
St-Damien de Buckland (Dem. - Appl.) .	3920	Montreal Life Insurance Company vs Radford	3940
St-Hilaire, par. (Dem. - Appl.)	3920	Parent vs Deschênes	3940
Vaudreuil, comm. scol. rég. - reg. school comm. (Acc. - Grant.)	3919	Perrault (Léo) Ltée vs Sabourin	3939
Terres et Forêts	Lands and Forests	Québec	Quebec
Cadastré:	Cadastré:	Banque d'Économie de Québec vs Les Héritiers de feu F. X. Auger.	3941
Beauport, par.	3921	Beaudoin vs Boivin et al.	3941
St-Bruno, par.	3921	Quebec Savings Bank vs the Heirs of the late F. X. Auger	3941
St-Thérèse de Blainville, par.	3921		
St-Jean-Baptiste de Nicolet, par.	3921		
Travail	Labour		
Industrie ou métiers de:	Industry or Trades of:		
Barbering and hairdressing, county of Roberval (Amend.)	3921		
Barbiers, coiffeurs et coiffeuses, comté de Roberval (Mod.)	3921		
Building, Sorel (Levy)	3923		
Construction, Sorel (Prél.)	3923		
Garage, Drummond (Mod. - Amend.) . . .	3922		

